

ad f

AFRICA DEFENSE FORUM



MENACES AUX FRONTIÈRES

Mise en place
de partenariats
pour éradiquer
les crimes
transnationaux



articles

8 Trouver le juste équilibre aux frontières
L'Union africaine soutient des frontières qui favorisent le commerce et ont un effet dissuasif sur la criminalité.

12 Intervention rapide
Le Bataillon d'Intervention Rapide du Cameroun s'attaque à la piraterie dans la péninsule de Bakassi.

20 Plaque tournante des stupéfiants
Les pays de l'Afrique de l'Ouest s'engagent à débarrasser la région de la drogue qui y transite, en provenance de l'Amérique du Sud et à destination de l'Europe.

24 Anciennes routes, nouvelles cargaisons
La convergence de la contrebande et du terrorisme a des conséquences mortelles dans le Sahel et le Sahara.

32 Les chefs de police d'Afrique jouent un rôle clé
Le directeur d'Interpol et des relations internationales en Ouganda envisage la création d'un « Afripol », une organisation des chefs de police qui couvre le continent.

36 Prêts pour une catastrophe
Laissés sans surveillance, les dépôts d'armes de l'Afrique constituent une menace explosive.

40 Préserver le troupeau
Le Cameroun redouble d'efforts après le massacre d'éléphants dans le parc national de Bouba N'Djida.

46 Laboratoires biologiques : une promesse et une menace
Les armes biologiques peuvent être un produit dérivé de la recherche biologique. Les experts affirment qu'une surveillance accrue s'impose.

50 Un outil pour lutter contre la traite des personnes
Le plan d'action de Ouagadougou aide les pays africains à lutter contre le trafic des êtres humains.

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?

64



AFP/GETTY IMAGES ET REUTERS

EN COUVERTURE :

En haut, trois photos de marchandises saisies : de l'héroïne, des armes illégales et de l'ivoire braconné. En dessous, un policier marocain à un poste de contrôle, à Casablanca. Cette couverture illustre l'importance de la sécurisation des frontières et des couloirs de transit commercial, afin qu'ils ne puissent pas être utilisés par les trafiquants ou les extrémistes.

A

l'heure où les économies et les populations deviennent de plus en plus interconnectées, aucun pays ne peut se permettre de croire que sa responsabilité en matière de sécurité s'arrête à ses frontières. Les spécialistes de la sécurité reconnaissent qu'une faiblesse ou une instabilité dans un pays voisin peut vite devenir une menace chez soi.

Les trafiquants de drogue, d'armes ou d'animaux sauvages ou encore les preneurs d'otages contre rançon sont experts pour identifier les zones vulnérables. Une fois qu'ils ont pris pied dans un pays, le problème peut s'étendre à la région et à tout le continent.

Nombre des 54 pays de l'Afrique comportent de vastes espaces faiblement peuplés que les trafiquants peuvent traverser inaperçus. Les frontières collectives s'étendent sur 45.000 kilomètres et comprennent 109 frontières internationales distinctes. Dans beaucoup de cas, il y a peu de postes frontières et ceux-ci sont très espacés. Le problème est encore aggravé du fait que des pays ayant une croissance économique rapide et un secteur de la sécurité développé se retrouvent côte à côte avec des pays exposés au chaos.

Conscients de cette réalité, des organismes régionaux et des groupes internationaux ont lancé, ces dernières années, des initiatives visant à mobiliser les ressources collectives pour résoudre les problèmes courants. Ces programmes ont un point commun : ils reconnaissent tous qu'il est impossible de s'attaquer à la criminalité transnationale de manière isolée. Il faut impérativement mettre en place une initiative conjointe.

Quelques programmes importants ont été mis en œuvre, notamment les suivants :

- Le Plan d'Action de Ouagadougou subventionné par l'Union Africaine vise la normalisation de la lutte contre le trafic des personnes à travers le continent.
- Les Communautés économiques des États d'Afrique centrale prévoient de protéger les derniers troupeaux d'éléphants en déployant jusqu'à 1.000 soldats et policiers.
- Deux programmes régionaux antidrogues, le projet *White Flow* et le Système d'information policière des pays d'Afrique de l'Ouest, encouragent le partage d'informations par les services de police en Afrique, en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Europe.

L'expérience montre que des frontières sûres et un front international uni contre la criminalité transnationale favorisent l'intégration et les échanges régionaux. Comme le formule le Programme Frontière de l'UA, ce type de coopération transforme les frontières « de barrières en passerelles ».

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Un soldat malien garde un poste de contrôle près de Sevaré en janvier 2013.

AFP/GETTY IMAGES



Menaces transnationales Volume 6, 3e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER



U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

ASUMANI KIYINGI/MINISTRE D'ÉTAT POUR LA COOPÉRATION RÉGIONALE DE L'UGANDA



Le ministre Asumani Kiyingi a pris la parole lors de l'atelier sur l'amélioration des réponses régionales aux menaces transnationales pesant sur l'Afrique de l'Est, organisé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique du 28 janvier au 1er février 2013 à Kampala, en Ouganda. Ce texte est une version remaniée de ses propos.

L'intensification des menaces transnationales et irrégulières n'est plus un phénomène nouveau pour l'Ouganda et l'Afrique de l'Est. Parce que l'esprit et l'idéologie de l'Ouganda s'inscrivent dans le panafricanisme, nous comprenons que notre destinée est intimement liée à celle de nos voisins immédiats dans la région, sur l'ensemble du continent africain et dans le reste du monde.

L'Afrique de l'Est est aux prises avec toutes sortes de menaces transnationales asymétriques, parmi lesquelles le terrorisme, les groupes insurgés, les milices armées, la traite illicite des êtres humains, le trafic de drogue et d'armes ainsi que de nombreuses autres activités criminelles.

Malheureusement, de nombreux pays africains sont toujours confrontés à des vulnérabilités internes, qui entraînent l'apparition de graves menaces et leur laissent le champ libre. Les pays de la région doivent donc établir très rapidement leurs priorités et relever les défis qui se présentent à eux sur le plan intérieur, en consolidant les pratiques démocratiques, en mettant particulièrement l'accent sur la primauté de l'état de droit mais aussi en s'employant à résoudre les problèmes du sous-développement et de la pauvreté, de la porosité des frontières et du chômage. En effet, ce type de situations tendent à affaiblir nos États et constituent le terreau favorisant les menaces transnationales constatées jusqu'à présent dans notre région.

Seule une approche pluridisciplinaire et à facettes multiples peut constituer le meilleur instrument pour répondre à ces menaces. Bien qu'il puisse être très difficile pour nous dans la région de prédire, d'identifier, d'analyser et de contrecarrer efficacement certaines de ces menaces avant leur mise à exécution, il nous incombe au moins d'être avertis des façons de traiter leurs conséquences.

Ceci est d'une importance capitale pour consolider nos États si nous comptons maîtriser avec succès des menaces aussi

compliquées que celles auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Nos pays d'Afrique, dans leur ensemble, ont besoin de développer et de consolider les pratiques démocratiques et l'état de droit s'ils comptent relever les types de défis auxquels nous devons faire face, en particulier ceux provenant de l'extérieur.

Un État faible devient une passerelle pour les drogues et la traite des êtres humains. Il devient également un terreau favorable à la dissémination de maladies, telles que le VIH/SIDA, ainsi qu'une ressource pour les réfugiés se livrant au pillage dans les quartiers. En définitive, un État faible peut facilement devenir un facteur majeur de déstabilisation pour une région et au-delà.

Par conséquent, les pays africains doivent investir dans l'édification d'institutions démocratiques très solides qui peuvent, pacifiquement, non seulement relever des défis internes mais également parer à des menaces externes.

L'Ouganda a été et continue d'être à l'avant-garde de l'intégration régionale. Nous avons la conviction que la formation de communautés économiques et politiques régionales nous fournit un cadre de travail plus viable pour surmonter nombre des menaces communes nous affectant. D'une part, ces communautés régionales nous procurent des ressources et des marchés plus vastes favorisant un développement significatif ; d'autre part, elles nous donnent un plus grand

pouvoir de négociation sur la scène internationale et des moyens accrus pour traiter les problèmes les plus importants, tels que les menaces transnationales. Les communautés économiques régionales (CER) offrent également aux États membres une plate-forme permettant de contrecarrer conjointement d'autres types de menaces qui ne s'arrêtent pas aux frontières, à savoir les menaces liées à la santé et à l'environnement. Les CER donnent l'occasion à tous les États membres d'être partie prenante dans leur stabilité mais aussi leur bien-être économique et social mutuels.

L'Ouganda reconnaît les possibilités qu'offrent des

réponses déterminées au niveau régional, solidement appuyées à l'échelle internationale. L'Afrique de l'Est peut toujours harmoniser ses réponses à ces menaces en forgeant une coopération plus étroite qui permette un échange d'informations en temps réel et une réaction rapide.



AFP/GETTY IMAGES

Des soldats ougandais sont en patrouille dans la jungle centrafricaine en 2012 au cours d'une opération visant à traquer Joseph Kony, le dirigeant de sinistre réputation de l'Armée de résistance du Seigneur.



Une paysanne de Gedo, dans le Sud de la Somalie, entretient son champ de maïs.

UNE INITIATIVE INCITE LES SOMALIENS EXPATRIÉS À INVESTIR DANS L'AGRICULTURE

SERVICE D'INFORMATION DE L'ONU

L'Agence des Nations Unies chargée de subventionner les projets agricoles dans les pays en développement a annoncé le lancement d'un nouveau programme visant à inciter les Somaliens vivant à l'étranger à investir dans l'agriculture. Le projet a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et de créer des emplois.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) versera la somme de 1,5 million de dollars pour financer des projets innovants de la diaspora. Par ailleurs, 1 million de dollars supplémentaires devrait être généré par les investissements de la diaspora dans l'agriculture, au cours des quatre premières années.

« Nous devons exploiter ces investissements souvent invisibles dans l'agriculture, en particulier dans des pays d'après-conflit et dans les États fragiles », a déclaré Kanayo F. Nwanze, président du FIDA. « Aider la diaspora à investir dans l'agriculture est une occasion de mobiliser de nouvelles ressources pour réaliser notre objectif commun. »

Selon le FIDA, les investissements dans l'agriculture provenant des transferts de fonds sont quatre fois plus élevés que ceux passant par les canaux de l'aide au développement.

Une partie de l'Initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture (soutenue par le gouvernement somalien et l'Alliance internationale pour l'engagement de la diaspora du Département d'État des États-Unis)

consiste en subventions allant de 20.000 à 100.000 dollars, pour permettre aux Somaliens expatriés d'investir dans l'infrastructure de leur pays d'origine.

La Somalie a un passé d'insécurité alimentaire. En 2011, une crise, qui a duré six mois en raison de faibles pluies et d'une montée en flèche des prix, a fait des milliers de morts et a requis la mise en œuvre d'un vaste programme d'aide humanitaire.

En dépit de la baisse du nombre de Somaliens victimes de la crise, l'ONU a prévenu que la situation demeurerait précaire : des pluies plus faibles que la moyenne sont prévues en 2013.

Le lancement du projet agricole s'inscrit dans la lignée de l'appel du président somalien Hassan Sheikh Mohamud vis-à-vis la diaspora somalienne pour inciter cette dernière à investir dans la reconstruction du pays.

Selon les estimations, les transferts de fonds des Somaliens vivant à l'étranger s'élèvent à près de 50 pour cent du produit intérieur brut du pays, ce qui est vital pour son économie. Jusqu'à 40 % des fonds sont envoyés dans des zones rurales.

L'initiative du FIDA s'appuie sur des projets mis en œuvre avec succès, tels que des accords avec les marchands locaux permettant aux bénéficiaires de retirer des denrées alimentaires directement auprès de commerces de proximité, au lieu de devoir transporter de grosses sommes d'argent.

LE SOUDAN ET LE SOUDAN DU SUD S'ACCORDENT POUR OUVRIR 10 POSTES FRONTIÈRE

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le Soudan et le Soudan du Sud se sont mis d'accord, en avril 2013, pour ouvrir 10 postes frontière, dans un récent effort d'amélioration des liens entre les deux pays, qui sont presque entrés en guerre l'année dernière.

Lors d'un discours à Addis Abbeba, en Éthiopie, le 23 avril 2013, le ministre de l'Eau du Soudan, Paul Mayom, a affirmé qu'après des mois de pourparlers intensifs, les pays avaient créé des mécanismes communs pour résoudre leurs problèmes. « Nous tournons aujourd'hui une nouvelle page pour que deux pays puissent vivre ensemble et créer des frontières très souples, qui relieront leurs peuples respectifs », a-t-il déclaré.

L'Union africaine négocie des pourparlers pour apaiser les tensions entre les deux Soudans, dont beaucoup sont dues à la sécession du Soudan du Sud, en juillet 2011. Des différends sur le pétrole et des questions de territoire ont déclenché des incidents aux frontières en avril 2012. Trois mois plus tôt, le Soudan du Sud avait stoppé la production de pétrole, refusant de payer des taxes, considérées comme trop élevées, pour utiliser les pipelines du Nord.

Le Soudan du Sud a repris les exportations de pétrole à travers le Nord en mars 2013. En outre, les pays ont convenu de démilitariser la frontière. Ils doivent encore s'accorder sur la manière de partager la région pétrolière d'Abyei. De plus, les deux pays s'accusent mutuellement de soutenir les mouvements rebelles sur leur territoire.

LE MAROC PRÔNE LA « DIVERSITÉ SPIRITUELLE » à l'inauguration de la synagogue

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le roi Mohammed a salué la « richesse et la diversité spirituelle » du Maroc, lors d'une cérémonie, en février 2013, marquant la fin de la restauration d'une synagogue du XVIIe siècle à Fez. La cérémonie s'est tenue dans la médina, la vieille ville de Fez, devant plus de 200 personnes, dont le premier ministre. L'Allemagne a contribué au financement des travaux qui ont coûté 215.000 dollars.

La restauration de la synagogue de Slat Alfassiyyine, qui a duré deux ans, « est le témoignage éloquent de la richesse et de la diversité des composantes spirituelles du Royaume du Maroc et de son patrimoine », a déclaré le roi Mohammed, dans un message lu par le premier ministre Abdelilah Benkirane.

« Les traditions séculaires de la civilisation marocaine puisent leur essence dans le fait que les Marocains sont profondément imprégnés des valeurs de coexistence, de tolérance et de concorde entre les différentes composantes de la nation », a rappelé le roi.

La nouvelle Constitution, adoptée en 2011, dans le contexte du Printemps arabe, a reconnu son héritage hébraïque comme faisant partie de l'identité nationale du Maroc, a-t-il dit, en appelant à la restauration de tous les temples juifs dans les différentes villes du pays. L'un des orateurs était Serge Berdugo, un ancien ministre juif marocain.

Le Maroc a eu, par le passé, une population juive dynamique. En effet, 1.200 de ses ancêtres sont enterrés dans des cimetières juifs à travers ce pays d'Afrique du Nord, où résidaient près de 250.000 Juifs dans la première moitié du XXe siècle. Aujourd'hui, la population juive du Maroc comprend moins de 3.000 personnes, d'après les estimations.



Une photo, prise le 14 février 2013, montre la bimah (dais) de la synagogue du XVIIe siècle à Slat Alfassiyyine, au nord de Fez, au Maroc.

AFP/GETTY IMAGES

LE RWANDA FAIT D'ÉNORMES PROGRÈS EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE

Près de 98 % des Rwandais ont une assurance maladie. Certains soins préventifs sont gratuits, comme les moustiquaires et les vaccinations.

AFP/GETTY IMAGES

PERSONNEL D'ADF

Dix-neuf ans après avoir été déchiré par un génocide, le Rwanda s'est rétabli de façon spectaculaire : il est le seul pays d'Afrique subsaharienne à être en voie d'atteindre ses Objectifs du Millénaire pour le développement en matière de santé, rapporte *The Christian Science Monitor*.

Dans un article publié cette année, le *British Medical Journal* note que l'espérance de vie du Rwanda est passée de 28 à 56 ans entre 1994 et 2012. Ces 10 dernières années, la mortalité due au VIH a chuté de 78 pour cent et celle due à la tuberculose de 77 pour cent. Ces baisses sont les plus importantes du monde et d'Afrique, respectivement.

« Si ces progrès sont maintenus, le Rwanda sera le premier pays de la région à être en passe de réaliser chacun des Objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé d'ici à 2015 », a écrit le Dr Paul E. Farmer dans cet article du *Journal*.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement comprennent huit objectifs principaux, à savoir éliminer l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile et post-infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies préserver l'environnement mais aussi mettre en place un partenariat pour le développement.

Le pays, composé de 11 millions d'habitants, n'a que 625 médecins dans les hôpitaux publics. Toutefois, c'est aux 8.000 infirmières et 45.000 aides-soignants (élus par leur propre village) qu'il faut imputer le succès du Rwanda dans la réalisation de ces avancées en matière de santé. Ces personnels de santé fournissent les premiers soins de santé aux malades atteints de pneumonie, de diarrhée et de paludisme. En outre, ils aident les gens à suivre leur traitement et à prendre leurs médicaments. Environ 108.000 personnes reçoivent des médicaments antirétroviraux pour lutter contre le VIH, ce qui, selon le *Monitor*, est proche de l'accès universel.

D'après un rapport du *New York Times*, près de 98 pour cent des Rwandais ont une assurance maladie. Des donateurs subventionnent des petites cotisations annuelles. Ainsi, les patients payent une quote-part de 10 %. Certains soins préventifs sont gratuits. « Le Rwanda a montré, au niveau national, qu'il est possible de briser le cercle de la pauvreté et de la maladie », a déclaré le Dr Farmer à *The Atlantic*.

Trouver le juste équilibre aux frontières

PERSONNEL D'ADF

L'Union africaine soutient des frontières qui favorisent le commerce et ont un effet dissuasif sur la criminalité.



La frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda est une étude de contrastes. Chaque jour, jusqu'à 1.200 Congolais entrent au Rwanda au poste frontière de Rusizi, situé au sud du lac Kivu. Des femmes portent des bébés sur leur dos, et des gens de tous âges se bousculent pour acheter des œufs, des légumes, de la farine de manioc, du poisson et de la viande.

« Grâce à Dieu, les formalités sont très simples : il suffit de présenter les reçus des marchandises achetées au Rwanda », explique Bashimbe Mapedo, une femme d'affaires congolaise au quotidien rwandais *New Times* en décembre 2011.

La libre circulation des personnes à la frontière est une aubaine pour les deux pays : les Rwandais bénéficient du commerce, et les Congolais ont accès aux produits dont ils ont besoin. En revanche, tout n'est pas inoffensif dans ce qui traverse la frontière de part et d'autre. La contrebande est un problème, en particulier celle qui porte sur les ressources naturelles. L'est de la RDC regorge de gisements minéraux, notamment d'étain, de tantale, de tungstène et d'or. Selon Consultancy Africa Intelligence, ces quatre métaux « constituent la majorité des minéraux illégalement extraits, exportés et vendus sur le marché libre, en dépit des efforts entrepris par les organisations internationales pour empêcher ces pratiques ».

La RDC, le deuxième pays d'Afrique par la superficie, a 10.730 kilomètres de frontières communes avec huit autres

pays outre le Rwanda, à savoir l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, le Soudan du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. La situation existant en RDC résume parfaitement le but à atteindre pour la gestion des frontières en Afrique : il faut trouver un équilibre entre assurer la libre circulation des personnes, dans le cadre d'activités commerciales légitimes, et garantir la sécurité contre une série de menaces. Les frontières internationales de l'Afrique comportent environ un point de passage routier officiel tous les 129 kilomètres, d'après une étude parue en 1996. Nombre de ces postes frontière peuvent se trouver à une distance allant jusqu'à 20 kilomètres de la frontière qu'ils sont supposés surveiller.

Signes encourageants pour la gestion frontalière

Les capacités de contrôle frontalier en Afrique sont généralement faibles. Toutefois, le Dr Wafula Okumu, du Programme frontière de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, a indiqué à *ADF* que des progrès avaient été constatés dans trois régions. « La première est l'Afrique du Sud. Dans ce pays, les autorités ont mis en place un excellent programme au sein d'Interpol, auquel participent activement plusieurs pays de l'Afrique australe. » Ce programme porte sur la criminalité transfrontalière, notamment les vols de voitures et le trafic illicite d'immigrés clandestins.

La sécurité frontalière de l'Afrique du Sud est parmi les



Des personnes déplacées s'approchent de la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda en novembre 2012, au moment où l'Armée Révolutionnaire Congolaise combat l'armée du gouvernement de la RDC près de Goma, la capitale de la province du Nord Kivu en RDC.

REUTERS

plus efficaces du continent. Selon un reportage de l'agence BuaNews paru en juin 2012, le gouvernement devrait déployer un contingent de quatre compagnies des Forces nationales de défense sud-africaines (SANDF) à ses frontières avec le Botswana et la Namibie en 2013 et en 2014. Ce contingent s'ajoutera à 11 compagnies déployées depuis 2010 le long des frontières avec le Lesotho, le Mozambique, le Swaziland et le Zimbabwe. « La gestion efficace des frontières fait partie de la stratégie gouvernementale de prévention du crime, qui porte sur la criminalité transfrontalière et le braconnage », a déclaré le ministre de la Justice Jeff Radebe, en faisant observer que les SANDF travaillaient en collaboration avec le service de police sud-africain et d'autres branches du gouvernement sur cette initiative.

Malgré ses points forts, l'approche de l'Afrique du Sud pourrait être considérée comme contraire aux buts de l'Union africaine (UA), note le Dr Wafula Okumu. « Conformément à la ligne de conduite de notre programme, nous voulons transformer les frontières africaines de barrières en passerelles. Nous voulons avoir une meilleure Afrique », ajoute-t-il. « Aussi, lorsque vous renforcez la gestion des frontières, cela peut se faire au détriment de ce que l'Afrique veut créer, ce que vous appelez une frontière souple, où les personnes et les groupes circulent facilement de manière à optimiser l'intégration régionale ou continentale. Le renforcement de la gestion

des frontières pourrait également être considéré comme portant atteinte à cet esprit [...] qui consiste à transformer les frontières de barrières en passerelles. »

« La région des Grands Lacs dispose de ce que nous appelons la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Les pays participants ont une politique commune sur les frontières, qu'il est tout à fait efficace d'appliquer au grand nombre de menaces transfrontalières. »

« Ensuite, il y a l'Afrique de l'Ouest, où nous possédons des passeports communs » explique le Dr Okumu en faisant référence au système de passeports de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « Ces initiatives renforcent la circulation des personnes et l'immigration. »

Le rôle de la technologie

La gestion des frontières est onéreuse et nécessite un éventail de ressources qui sont hors d'atteinte de nombreux pays africains. Les frontières sont souvent très éloignées des centres de population et traversent parfois des terrains inhospitaliers, difficiles à sécuriser et dans lesquels il est compliqué de patrouiller. La technologie peut combler les lacunes créées par le manque de personnel.

Le Nigeria Immigration Service (NIS) a annoncé en février 2013 qu'il allait installer des équipements biométriques à tous les postes frontière du pays, afin de contrôler l'immigration.

D'autre part, Lirwanu Bala Musa, contrôleur général du NIS, a expliqué au *Daily Trust* que les postes de contrôle frontaliers sont en train d'être connectés au système satellitaire du Nigeria, afin que les activités puissent être surveillées depuis le siège à Abuja.

Des innovations, parmi lesquelles les systèmes de reconnaissance faciale, les iris et des empreintes digitales, ainsi que d'autres technologies biométriques, ont été utilisées avec un certain succès dans l'hémisphère occidental. Elles semblent être des outils prometteurs dans la gestion des frontières. Toutefois, le Dr Okumu regrette que de telles techniques ne soient pas mises en avant en tant que « meilleures pratiques » pour les pays africains.

« La biométrie et d'autres formes de technologie pourraient être trop onéreuses pour certains de ces pays et trop compliquées à entretenir et à maîtriser », ajoute le Dr Okumu. « Certains pays ne savent pas utiliser l'équipement dont ils disposent, par exemple les scanners et d'autres types d'équipement qu'ils se sont procurés. En effet, même si cet équipement est bon, je pense tout de même qu'il doit être fourni à un niveau où il peut être entretenu. En outre, il doit être maîtrisé et se prêter à une utilisation efficace pour accroître la valeur du travail effectué. »

L'analyste militaire et auteur Helmoed-Römer Heitman acquiesce. « La coopération et la coordination amélioreront l'efficacité et l'efficacité », a-t-il indiqué à la conférence Border Control Africa du site DefenceWeb en 2010. « C'est la voie de l'avenir. La technologie peut seulement faciliter ce processus. »

Un plan pour la gestion des frontières en Afrique

L'UA a proposé le « Draft African Union Strategy for

Enhancing Border Management in Africa » (avant-projet de stratégie de l'Union Africaine pour le renforcement de la gestion des frontières en Afrique) à titre de guide destiné à des contrôles efficaces. Le document, qui est toujours à l'étude et doit faire l'objet d'une approbation par l'UA, suggère trois « piliers stratégiques » pour la réussite, à savoir la coopération et la coordination, le renforcement des capacités mais aussi la participation active des communautés locales.

Coopération et coordination : trois niveaux de coopération sont nécessaires au sein des ministères et organismes gouvernementaux, entre les ministères et les organismes ainsi que sur le plan international.

« Sécurité frontalière est un « sport d'équipe » explique Helmoed-Römer Heitman. « Les frontières (et c'est certainement le cas en Afrique) sont trop longues et difficiles à sceller physiquement. »

« L'implication de cette réalité est qu'une protection efficace des frontières doit dépendre du renseignement. En revanche, il est improbable de parvenir à utiliser des renseignements judicieux et en temps opportun pour la protection des frontières et, assurément, pour leur contrôle, sans une coopération étroite avec les forces et organismes directement concernés de part et d'autre de la frontière. Cette coopération sera grandement avantageuse pour les deux pays. »

La coopération bilatérale est déjà en cours en Afrique de l'Ouest. En février 2013, le Nigeria et le Cameroun ont inauguré le Comité de sécurité transfrontalière pour poursuivre sur la lancée d'un accord conclu l'année d'avant en vue de combattre le terrorisme et de mettre fin aux activités des insurgés. Le Nord du Nigeria a été le théâtre de violents affrontements avec le groupe insurgé Boko Haram, groupe

Des femmes de la République démocratique du Congo (RDC) marchent vers un poste frontière avec l'Ouganda dans la ville de Bunagana, dans l'est de la RDC, en juillet 2012. Il y a encore des milliers de personnes déplacées dans l'est de la RDC à la suite de l'insurrection des rebelles du M23. De nombreuses personnes traversent cette frontière chaque soir pour passer la nuit en Ouganda.



extrémiste qui a également enlevé une famille française dans le Nord du Cameroun en février. « Ceci comprendra de nouvelles mesures supplémentaires pour faire face aux défis que représentent le terrorisme, le trafic transfrontalier d'armes légères et de petit calibre mais aussi l'afflux d'immigrants clandestins », a déclaré au quotidien *Leadership* le ministre des Affaires étrangères du Nigeria, l'Ambassadeur Olugbenga Ashiru.

Renforcement des capacités : les pays devraient former des agents de sécurité frontalière, améliorer les organisations concernées et optimiser leur gestion. La législation, les réglementations, les infrastructures et les équipements devraient également être modernisés pour en renforcer l'efficacité.

Le Programme frontière de l'UA a mis au point un cursus de formation sur la gestion des frontières, qui englobe des modules fondamentaux, notamment le professionnalisme, l'analyse des comportements, l'efficacité de la communication, l'analyse des documents, la sécurité frontalière, la gestion intégrée des frontières ainsi que l'éthique et l'intégrité. L'enseignement des normes éthiques est particulièrement important, la corruption étant un problème considérable en Afrique. L'avant-projet sur la stratégie note à ce sujet : « Partout où des agents et fonctionnaires affectés à la gestion des frontières sont disposés à monnayer leurs responsabilités pour en tirer un profit personnel, il ne faut pas s'étonner d'assister à la prolifération des contrebandiers, trafiquants et terroristes qui n'ont aucun scrupule à faire fructifier leurs commerces une fois qu'ils ont surmonté cet obstacle immédiat. »

Le Dr Okumu a indiqué que des responsables compétent les modules fondamentaux par des thèmes spécifiques

aux diverses régions à mesure que le cursus sera introduit dans tout le continent. « Une fois que le cursus aura été parachevé, nous espérons le lancer au cours des trois prochaines années dans l'ensemble de l'Afrique », a-t-il précisé. En réalité, le service du Dr Okumu collaborera avec le service des Affaires sociales de l'UA qui s'occupe de la traite des êtres humains, autour d'une série de sessions de formation devant débiter en juin 2013 à Moshi, en Tanzanie. Ces sessions incluront des responsables de l'immigration, des douanes, de la police des frontières, du renseignement, de la santé et de l'agriculture.

Participation active des communautés locales : selon l'avant-projet, cette stratégie « reconnaît l'importance des communautés locales en tant que partenaires clés dans la gestion des frontières en Afrique. Les communautés locales comprennent les gens qui vivent de part et d'autre d'une frontière, les commerçants frontaliers, les organisations de la société civile frontalière, les autorités administratives des gouvernements locaux mais aussi d'autres habitants qui d'une façon ou d'une autre pourraient jouer un rôle dans la manière dont les frontières sont gérées ».

Le Dr Okumu affirme que ces ressources sont d'une importance cruciale. « À ma connaissance, aucun pays, pas même l'Afrique du Sud, n'est en mesure de déployer uniformément les ressources nécessaires à l'organisation de patrouilles sur chacune de ses frontières. Nombre de ces pays ont découvert qu'ils dépendent des communautés locales pour contrôler les frontières, surveiller l'activité sur place et se tenir mutuellement au courant en échangeant les informations. Ainsi, l'une des méthodes de travail efficaces peut consister à incorporer les communautés locales dans la gestion des frontières. » □

Méthodes de sécurité frontalière

Les stratégies de sécurisation des frontières sont variées. Elles peuvent être de nature technique ou avoir un aspect personnel. L'Union africaine soutient les options à faible intensité technologique pour des raisons de coût, de besoins en formation et d'entretien.



Coopération et coordination :

Ceci doit se produire au sein même des organismes et des pays mais aussi entre les organismes et les pays. Le renseignement est la clé, et l'échange d'informations est essentiel. Le Nigeria et le Cameroun collaborent par l'intermédiaire du comité de sécurité transfrontalière.



Renforcement des capacités :

Les pays africains doivent former des agents frontaliers et améliorer la législation, les réglementations, les infrastructures et les équipements.



Participation active des communautés locales :

Les résidents, les commerçants, les autorités locales et d'autres parties prenantes peuvent jouer un rôle crucial dans la sécurité frontalière par l'observation et le signalement.



Technologie biométrique :

Ceci peut inclure des scans de l'œil, du visage et des empreintes digitales. Le Nigeria Immigration Service (NIS) souhaite installer des équipements biométriques aux postes frontière pour contrôler l'immigration.

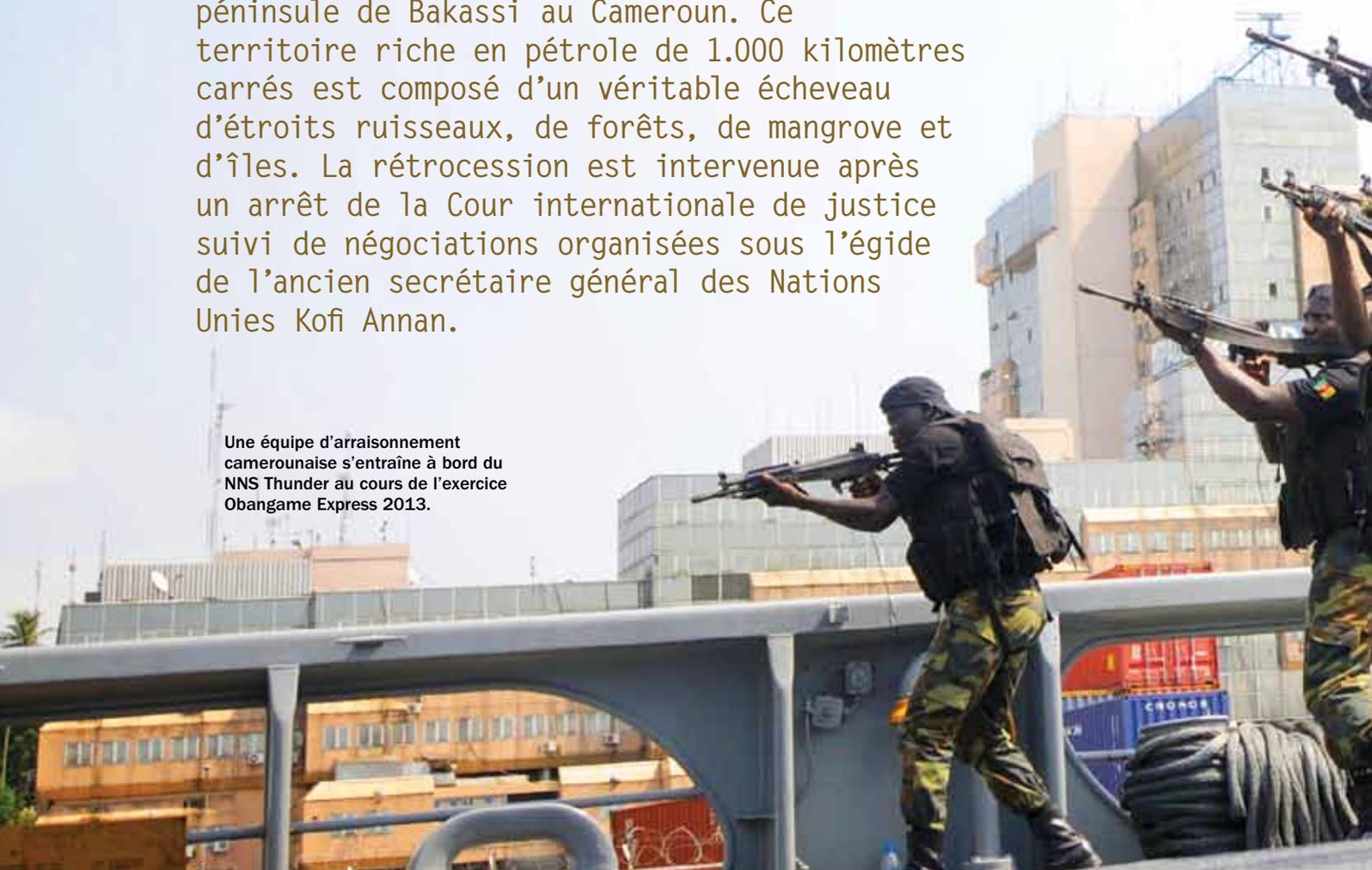
INTERVENTION RAPIDE

LE BATAILLON D'INTERVENTION RAPIDE DU CAMEROUN S'ATTAQUE À LA PIRATERIE DANS LA PÉNINSULE DE BAKASSI.

PERSONNEL D'ADF

En 2008, après des années de différends diplomatiques et d'escarmouches de faible intensité le long de la frontière, le gouvernement du Nigeria a rétrocédé la péninsule de Bakassi au Cameroun. Ce territoire riche en pétrole de 1.000 kilomètres carrés est composé d'un véritable écheveau d'étroits ruisseaux, de forêts, de mangrove et d'îles. La rétrocession est intervenue après un arrêt de la Cour internationale de justice suivi de négociations organisées sous l'égide de l'ancien secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan.

Une équipe d'arraisonnement camerounaise s'entraîne à bord du NNS Thunder au cours de l'exercice Obangame Express 2013.





MÂTRE DE 2E CLASSE JASON HOWARD/MARINE AMERICAINE

Cet événement a été salué, car un tel transfert pacifique de territoire est relativement rare en Afrique où trop souvent les différends frontaliers mènent à des années de guerre. Cependant, le Cameroun s'est vite aperçu que le contrôle de Bakassi était en lui-même un exercice périlleux.

- En novembre 2007, 20 soldats camerounais sont tombés dans une embuscade et ont été tués par des rebelles se déplaçant en vedettes. Le groupe séparatiste a informé un organe de presse qu'il voulait « envoyer un avertissement » au gouvernement camerounais.
- En octobre 2008, des pirates ont abordé le Bourbon Sagitta, un navire de remorquage et d'ancrage des plates-formes pétrolières, et ont pris 10 civils en otage.
- À l'automne 2008, des bandits en vedettes ont dévalisé une série de banques dans les ports camerounais, s'échappant avec un butin se chiffant en millions de francs CFA.
- En novembre 2010, une attaque sur le terminal pétrolier de Moudi exploité par la compagnie anglo-française Perenco a fait six victimes.

La situation est devenue si désespérée que les compagnies pétrolières étrangères ont commencé à verser des taxes de protection aux pirates pour le droit de passage. Les navires qui payaient la taxe déployaient des drapeaux spéciaux avertissant les pirates de ne pas attaquer.

L'insécurité a aussi fait subir un lourd tribut à l'économie. À mesure que les compagnies étrangères rapatriaient leurs employés, la production pétrolière a diminué. Selon la Jamestown Foundation, de 2005 à 2009, le Cameroun a enregistré une baisse de 18 % de sa production, qui est passée de 94.000 à 77.000 barils par jour.

Le Cameroun affrontait un ennemi qui se cachait dans les profondeurs des forêts de mangrove et combattait pour des raisons diverses. Certains des rebelles étaient des combattants séparatistes qui ne reconnaissaient pas l'autorité du gouvernement central. D'autres étaient des pirates endurcis qui détournaient des navires et enlevaient les travailleurs du pétrole pour obtenir une rançon. D'autres encore étaient tout simplement des criminels opportunistes impliqués dans le trafic de drogue ou le trafic d'armes.

« Le différend de longue date entre le Nigeria et le Cameroun avait rendu la péninsule de Bakassi incontrôlable », a écrit l'analyste des questions de sécurité Niagalé Bagayoko-Penone dans un article paru en 2008. « Les positions militaires respectives des ennemis étaient figées depuis des décennies. Bakassi est donc devenu un *no man's land* où aucune autorité administrative n'était représentée. »

Les responsables civils et militaires camerounais au plus haut niveau ont compris qu'il leur fallait adopter une nouvelle stratégie. Ni les forces terrestres traditionnelles ni les forces navales n'étaient indiquées pour mener une

telle mission. Aussi, lors d'une décision sans précédent, le Cameroun a transféré le contrôle de ses missions de garde-côtes à son unité d'élite des forces spéciales, le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR).

« Nous avons une expérience exceptionnelle. Ainsi, nous avons dû élaborer un système unique en son genre correspondant à notre situation », a expliqué le colonel Joseph Nouma du BIR.

ÉLARGISSEMENT DU BIR

Le BIR a été créé en 1999 et a été initialement formé en sa qualité de bataillon d'intervention légère destiné à réprimer les bandits de grand chemin, connus sous le nom de « coupeurs de routes », dans le nord du pays. En 2001, le BIR a été renforcé pour élargir sa présence dans trois secteurs du Cameroun. En 2008, il disposait de cinq bataillons opérant



Pour protéger les installations pétrolières, le Bataillon d'Intervention Rapide utilise le Rio Del Rey, une barge pétrolière de cinq niveaux, qui sert de base flottante en pleine mer.

FORCES ARMÉES CAMEROUNAISES

dans cinq régions. Parallèlement à son expansion, des unités spéciales ont été ajoutées, dont une pour la lutte antiterroriste, une pour la logistique et un escadron aérien.

L'entraînement de la force maritime, initialement connue sous le nom de BIR-Delta, a commencé en 2009 à Man O' War Bay, une petite anse située à proximité de la ville côtière de Limbe. Le centre d'entraînement, bien équipé, comprend un hangar à hélicoptères, un centre d'opérations maritimes informatisé et une piscine pour entraîner les plongeurs.

Depuis le début, le BIR a été conçu pour être un groupe d'élite. L'entraînement de six mois réservé aux commandos de BIR-Delta comporte des épreuves rigoureuses d'endurance et de préparation physique se concluant par une marche de 400 kilomètres que toutes les recrues doivent achever. Des cours d'entraînement spécialisé demandent aux hommes de maîtriser l'arraisonnement des navires, la médecine de guerre, le tir tactique et la natation. Un visiteur du centre d'entraînement remarquera la présence du logo du BIR sur les bérets des soldats, les véhicules et les sacs à dos. Même le pain servi au mess en porte le motif. Tout cela est conçu pour inculquer « l'esprit » du BIR, lequel, pour ses responsables, est entièrement axé sur la prise d'initiatives et la démonstration des capacités d'exercice des responsabilités.

POUR DES EAUX PLUS SÛRES

L'EXERCICE OBANGAME EXPRESS RÉUNIT LES PAYS DU GOLFE DE GUINÉE
POUR COMBATTRE LA CRIMINALITÉ MARITIME

PERSONNEL D'ADF

A lors qu'une pluie fine tombait sur le port de Douala avant l'aube, le commandant Felix Tetcha, du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) du Cameroun, s'est adressé à ses hommes. Les commandos s'apprêtaient à appareiller pour une sortie en mer pendant plusieurs jours dans le but de repérer, d'arraisonner et d'inspecter des navires suspects dans le golfe de Guinée.

Cette action entrait dans le cadre d'Obangame Express, un exercice multinational de sécurité maritime. Même si les navires cibles de l'exercice étaient tous des bâtiments amis, les menaces dans le golfe sont, elles, tout à fait réelles.

« Appuyez-vous sur votre entraînement », a dit le commandant Tetcha à ses hommes. « Restez concentrés jusqu'à la fin. Cela exige beaucoup de concentration. Vous possédez les aptitudes nécessaires. Tout ce qu'il vous reste à faire est de déployer ces compétences sur le terrain. »

L'exercice Obangame, qui s'est déroulé au large des côtes du Cameroun du 22 au 28 février 2013, est l'occasion permettant aux pays de l'Afrique centrale de s'entraîner en vue de prendre le dessus sur les criminels maritimes. Les commandos du BIR, une équipe entraînée aux opérations d'interdiction maritime, étaient là pour perfectionner certaines techniques, notamment l'arraisonnement et la sécurisation des navires, l'inspection d'une cargaison et des documents d'un navire à la recherche de signes d'activité criminelle mais aussi la réaction à des urgences médicales se déclarant à bord.

Ces compétences sont d'une importance cruciale. Ces dernières années, le golfe de Guinée est devenu un point chaud de la piraterie, du trafic de drogue et de la pêche illégale. Cette zone représente 40 % de l'approvisionnement pétrolier européen et 29 % du pétrole utilisé par les États-Unis. Ce pétrole est le moteur des économies de plusieurs pays de la région. Or, l'explosion récente de la criminalité a incité les organisations maritimes à tirer la sonnette d'alarme sur le risque de voir le golfe devenir une « deuxième Somalie ».

« Tous ces pays dépendent des marchés pétroliers », explique le capitaine de frégate Loïc Moudouma, du Gabon, un expert de la sûreté et de la sécurité maritime auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). « Il s'agit de la ressource principale permettant de payer les salaires des travailleurs. Aussi, si les délinquants se mettent à nous attaquer et que les marchés pétroliers sont affectés, cela peut être extrêmement préjudiciable. »

L'édition 2013 de l'exercice Obangame (un terme qui signifie « solidarité » en fang) a réuni 16 pays participants, un record. Les pays participants allaient de la Côte d'Ivoire au Nord jusqu'à la République du Congo au Sud.

Le centre névralgique de l'exercice était le centre d'opérations maritimes (COM) de Douala, où les opérateurs communiquaient avec d'autres COM répartis dans toute l'Afrique centrale et avec des navires en mer. Les opérateurs ont surveillé le quadrillage de l'exercice, d'une superficie de 20 milles nautiques sur 20, sur de larges écrans de projection qui synchronisaient les données du

système d'identification radar et automatique transmises par les navires.

D'après les organisateurs, il s'agissait de l'exercice le plus complexe qu'ils avaient entrepris. « Chaque année les choses deviennent un petit peu plus compliquées, et nous ajoutons quelques éléments de plus », a précisé le capitaine Dave Rollo, de la Marine américaine, le directeur de l'exercice. « Cette année représente des avancées majeures. »

Obangame 13 comportait plusieurs innovations :

- Pour la première fois, les arraisonnements de navires pratiqués lors de l'exercice ont été dirigés par une équipe de commandement et de conduite des opérations embarquée dans un navire participant à l'exercice, le bâtiment belge BNS Godetia. Cette équipe communiquait directement avec les équipes d'opérations d'interdiction maritime en mer par radio haute fréquence.
- Les organisateurs ont simulé une panne de courant et une défaillance du groupe électrogène au COM de Douala, rendant nécessaire la sauvegarde de toutes les données par un COM partenaire.
- Cinq COM ont échangé des données et surveillé le domaine maritime en temps réel. Des opérateurs travaillant avec des COM au Gabon, au Nigeria, au Ghana, au Togo et au Cameroun ont régulièrement communiqué au moyen d'un outil de conversation en ligne sur Internet fourni par les Forces navales des États-Unis pour l'Afrique (Naval Forces Africa).

La complexité ajoutée a été adroitement maîtrisée par les participants, a indiqué le capitaine Rollo. Pour l'an prochain, les organisateurs envisagent d'ajouter de nouvelles particularités, notamment l'application de la « loi de la mer » pour les arraisonnements au cours desquels l'équipage n'obtempère pas, l'expansion de la taille du quadrillage et l'incorporation de davantage d'hélicoptères et d'aéronefs de patrouilles maritimes.

Loïc Moudouma a indiqué qu'Obangame contribuait à présenter un front mieux uni contre la criminalité maritime. Depuis le premier exercice Obangame en 2010, il affirme avoir constaté le renforcement de la communication entre les COM et les officiers de marine des pays du golfe de Guinée participant à l'exercice. Lorsqu'un bâtiment suspect passe de la zone économique exclusive d'un pays à celle d'une autre nation, il n'est plus autorisé à disparaître, a-t-il expliqué. Entre eux, les pays de la CEEAC ont mis en place le droit de « poursuite immédiate ». Par ailleurs, les opérateurs de COM n'hésitent plus à entrer en contact. « La plupart des opérateurs de COM sont ici. À présent, ils se connaissent, et ils peuvent appeler par téléphone ou radio HF [haute fréquence] », a-t-il ajouté. « Désormais l'échange d'informations est simplifié. »

Loïc Moudouma a également précisé que les criminels avaient pris note du renforcement des mesures de sécurité et qu'ils ont tendance à fuir les eaux dans lesquelles se déroule Obangame chaque année. « Il s'agit d'une démonstration de force destinée aux pirates », observe-t-il. « Elle peut avoir un impact sur eux, et elle peut les dissuader d'organiser des activités illégales. »

« Nous voulons que les soldats soient impliqués. Nous ne souhaitons pas qu'ils exécutent les ordres sans savoir ce qu'ils vont faire lorsqu'ils partent en mission », fait remarquer le commandant Jérôme Francis Nko'o Ella du BIR. « Ils doivent bien comprendre ce que nous leur demandons d'accomplir et faire véritablement partie de la mission tout entière du début à la fin. Ainsi, le tout est plus important que le total des parties qui le constituent. Voilà ce que nous leur enseignons. »

Entre 2009 et le début de l'année 2013, le BIR-Delta s'est renforcé pour atteindre le nombre de 1.500 soldats. Le groupe est bien financé. Bien que son expansion rapide ait donné lieu à des récriminations de la part de certains des autres corps de l'armée, ses succès dans le combat contre les bandits et les pirates est universellement salué. « Nous mettons l'accent sur le travail en équipe, le fonctionnement en tant que groupe », précise le commandant Nko'o Ella. « Le fait d'être engagés dans la même mission a plus de valeur que faire en sorte que chaque membre devienne un spécialiste. »

SÉCURISER LA PÉNINSULE

En mars 2009, le BIR a officiellement pris en charge les opérations de sécurité à Bakassi. La mission a commencé avec une initiative visant à débarrasser la péninsule des criminels.

« Lorsque nous sommes arrivés dans la péninsule, les pirates vivaient et exerçaient leurs activités librement », se rappelle le colonel Joseph Nouma du BIR. « Notre idée majeure est que, si nous faisons face à des pirates, nous

devons dégrader leurs capacités. Nous avons utilisé de très puissantes mitrailleuses. Nous étions très bien armés chaque fois que nous sommes partis en mission ; nous disposions de trois bateaux avec environ 20 soldats à bord, des mitrailleuses, un radar. Nous avons utilisé tous les outils à notre disposition pour tirer le meilleur parti de notre niveau. »

Le colonel Nouma a indiqué que les unités du BIR se sont déplacées à travers le delta dans le cadre de groupes de patrouille composés de trois vedettes. Les bateaux étaient appuyés par une équipe d'intervention attendant sur le quai, qui était prête à réagir en cinq minutes pendant la journée ou en 15 minutes pendant la nuit en cas d'« engagement ».

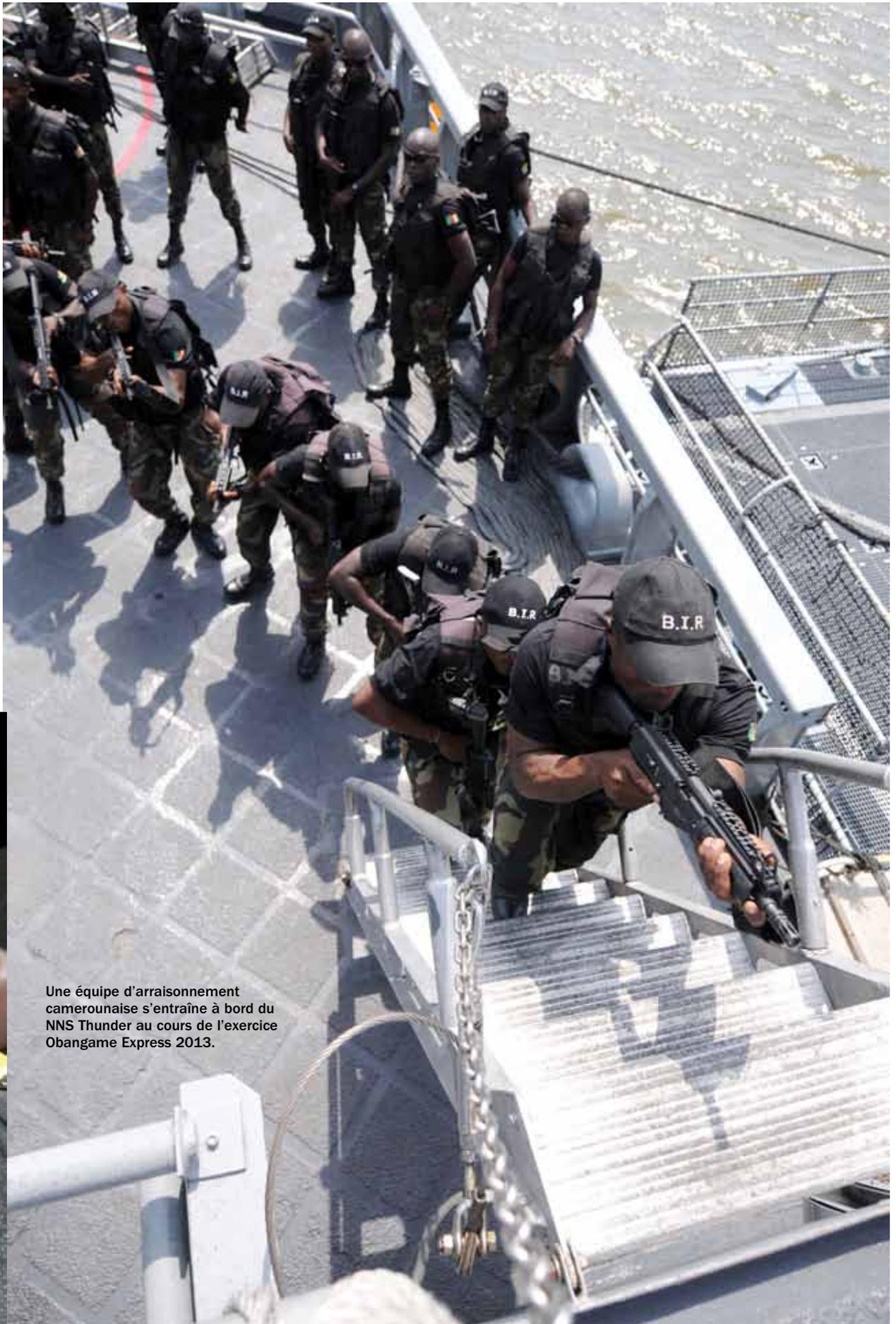
« Nous ne voulons pas que l'incident s'éternise. Dans la zone maritime, si vous ne réussissez pas dans les 30 minutes, cela va devenir un problème considérable », a ajouté le colonel Nouma. « Vous opérez à l'intérieur des mangroves. Donc, si vous perdez leur trace, vous n'allez pas les retrouver. »

La démonstration de force a produit les effets escomptés. De 2008 à 2010, les activités illicites sur la péninsule ont régulièrement diminué. La stabilité qui en a résulté a permis aux responsables d'améliorer l'infrastructure de la péninsule et à la société civile de réaffirmer sa présence. Pendant ces années, on a assisté à la construction de plus de 300 kilomètres de routes asphaltées et de ponts, ainsi que de dizaines d'écoles primaires, de cliniques et de quais, selon le *Cameroon Tribune*.

Les commandos du BIR s'apprentent à intercepter une cible dans le cadre de l'exercice Obangame Express 2013, à la base navale de Douala au Cameroun.



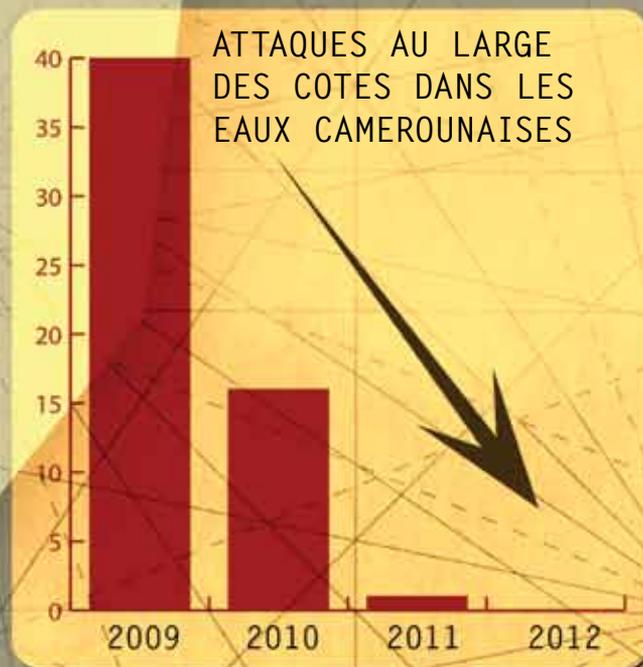
MAÎTRE DE 2E CLASSE JOSH BENNETT/MARINE AMÉRICAINNE



Une équipe d'arrondissement camerounaise s'entraîne à bord du NNS Thunder au cours de l'exercice Obangame Express 2013.



ATTAQUES DANS LE GOLFE DE GUINÉE DE 2009 À 2012



Source : garde-côtes du BIR

ILLUSTRATION D'ADF



PERSONNEL D'ADF

Des soldats du BIR au garde-à-vous à Man O' War Bay pendant une visite du personnel militaire américain en février 2013.

« À Bakassi, la sécurité a été renforcée », constatait le regretté Jacob Lekunze Ketuna, président du comité pour les projets prioritaires de Bakassi, lors d'une interview accordée en 2010. « Il y a plus d'un an et demi qu'il n'y a plus eu d'incidents parce qu'il y a le BIR qui assure la sécurité ainsi que la police des frontières et la gendarmerie. La sécurité est une priorité internationale que nous essayons d'assurer au quotidien. »

Les succès obtenus à Bakassi ont permis au BIR d'élargir sa mission. Il a divisé toute la côte du Cameroun, longue de 420 kilomètres, en quatre zones opérationnelles et a établi quatre stations de garde-côtes du BIR, exerçant leur autorité sur 10 milles nautiques à partir du rivage. Pour améliorer la connaissance du domaine maritime, le Cameroun a installé trois systèmes radar. Il a intégré les données recueillies par ces radars et le système d'identification automatique publiquement disponible. Les unités du BIR ont commencé à repérer, immobiliser et arraisonner les bateaux se déplaçant à plus de 15 nœuds, une vitesse caractéristique des bateaux utilisés par les pirates et les trafiquants.

Ces unités ont aussi immobilisé et inspecté, de manière aléatoire, des navires et découvert de cas de contrebande de drogues et d'armes. « Nous avons essayé d'instiller la peur dans le camp opposé. Ainsi, si quelqu'un veut venir au Cameroun avec des bateaux chargés d'armes, il réfléchira maintenant à deux fois avant de le faire », ajoute le colonel Nouma.

Deux systèmes radar supplémentaires devraient renforcer la surveillance côtière dans les années à venir. En outre, de plus en plus fréquemment, le BIR incorpore des patrouilles d'hélicoptère dans ses opérations de surveillance.

Pour restaurer la confiance de l'industrie pétrolière, le BIR a fait l'acquisition du Rio Del Rey, une barge pétrolière de cinq niveaux, qui servira de base flottante en pleine mer permettant aux forces de se rapprocher des installations pétrolières. Ce bâtiment de 70 mètres peut accueillir 132 hommes et comprend une plate-forme d'atterrissage pour hélicoptères. Le BIR a également positionné des équipes de sécurité dans des installations essentielles, notamment la raffinerie nationale de pétrole à Limbe et le port en eau profonde de Kribi.

D'impressionnants résultats ont été ainsi obtenus. En 2009, selon le BIR, 40 attaques ont été perpétrées par des criminels dans les eaux camerounaises au large des côtes. En 2010, le nombre des attaques est tombé à 16. En 2011, il y a eu une seule attaque. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie : en 2012, aucune attaque n'a été signalée dans les eaux camerounaises.

Toutefois, les attaques ont continué à un rythme alarmant dans d'autres régions du golfe de Guinée. Selon le Bureau maritime international de Londres, les attaques dans le golfe, lequel s'étend de la Côte d'Ivoire jusqu'aux côtes de la République démocratique du Congo, ont augmenté de 42 % en 2012.

« Le fait que la situation du côté [camerounais] est éclaircie n'est pas due au fait que les pirates ont soudainement décidé de laisser tomber leurs activités et de rentrer chez eux », explique le commandant Nko'o Ella. « Cela s'explique par notre présence permanente et par l'effet de dissuasion que nous avons produit dans nos eaux territoriales au moyen de patrouilles maritimes, de patrouilles aériennes, d'unités d'intervention et aussi grâce aux équipes de sécurité que nous avons envoyées pour protéger les installations pétrolières et gazières offshore. » □



PLAQUE TOURNANTE DES STUPÉFIANTS

Les pays de l'Afrique de l'Ouest s'engagent à débarrasser la région de la drogue qui y transite, en provenance de l'Amérique du Sud et à destination de l'Europe.

PERSONNEL D'ADF

Des soldats sénégalais, dans la ville de Rufisque, s'appêtent à détruire des briques de cocaïne saisie.

Les Nations Unies ont qualifié la Guinée-Bissau de premier « narco-État » du monde. Cette désignation a paru s'imposer en avril 2013, lorsque le Département de la Justice des États-Unis a accusé le chef d'état-major des armées Antonio Indjai de planifier un trafic de cocaïne aux États-Unis et de vendre des armes aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Les procureurs de New York ont déclaré qu'Antonio Indjai devait répondre de quatre chefs d'accusation : il était accusé d'association de malfaiteurs pour vendre des missiles sol-air aux rebelles colombiens des FARC afin d'abattre des hélicoptères de patrouille américains et de tentative d'importation de cocaïne aux États-Unis. Il est le huitième ressortissant de ce pays de l'Afrique de l'Ouest poursuivi par les États-Unis. Les charges qui pèsent contre Antonio Indjai s'inscrivent à la suite d'accusations similaires portées contre l'ancien chef de la marine de la Guinée-Bissau et quatre autres personnes.

La Guinée-Bissau est une plaque tournante idéale pour le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. L'emplacement est favorable, et l'état de droit y est pratiquement inexistant. « C'est un pays où il est facile d'être actif si vous êtes un caïd du crime organisé », indique au quotidien britannique le *Guardian* Amado Philip de Andres, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). « Les forces de répression du crime n'ont littéralement aucun contrôle, pour deux raisons : elles ne bénéficient d'aucune capacité et ne sont dotées d'aucun équipement. »

La Guinée-Bissau a également vu augmenter l'accoutumance à la drogue au sein de sa propre population. « Les fantassins sont payés en nature », explique Antonio Maria Costa, directeur exécutif de l'ONUDD. « Tout ce qui est abandonné est vendu sur le marché local ».

LA COOPÉRATION EST LA CLÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS

La Guinée-Bissau n'est pas le seul pays de l'Afrique de l'Ouest qui sert de zone de transit pour la cocaïne sud-américaine destinée à l'Europe. Des tonnes de drogue traversent l'océan Atlantique dans des avions qui atterrissent sur des espaces non gouvernés. Les affaires sont si lucratives que les trafiquants de drogue ont, de source sûre, mis le feu à des avions de ligne après une livraison, dans un étalage éhonté de richesse et de pouvoir.

Les cartels, généralement basés en Colombie et au Venezuela, ont expédié des centaines de tonnes de cocaïne d'une valeur de plusieurs milliards de dollars au Ghana, en Guinée (Conakry), au Liberia, au Mali, au Nigeria, en Sierra Leone et au Togo, selon le site www.dialogo-americas.com. Les FARC sont l'un des principaux fournisseurs de la cocaïne destinée à l'Europe.

Des agents de la Drug Enforcement Administration des États-Unis (DEA) ont eu un aperçu de la manière dont se mettent en place les ententes autour de la contrebande. En effet, en 2009, un réseau sud-américain de trafic de drogue a essayé de corrompre des responsables libériens qui

étaient en réalité des agents de la DEA infiltrés. L'affaire s'est terminée par l'arrestation de plusieurs individus, notamment le baron sud-américain de la drogue Marcel Acevedo Sarmiento, impliqué dans le trafic de cocaïne depuis plus de vingt ans. Il était en mesure de faire acheminer des tonnes de cocaïne en Afrique de l'Ouest, d'après les autorités américaines.

Les dispositifs ont été arrêtés dans le cadre d'Operation Relentless, une initiative conjointe d'infiltration d'agents entre le Liberia et les États-Unis. Selon un communiqué de presse publié en juin 2010 par le bureau du procureur des États-Unis, les accusés ont essayé de verser des pots-de-vin à des responsables libériens de haut niveau en vue de protéger des cargaisons de cocaïne à destination de l'Europe et d'autres régions de l'Afrique. Malheureusement pour les accusés, les deux responsables libériens travaillaient avec la DEA. À la suite de l'opération, Acevedo Sarmiento a été condamné à 12 ans de prison en mars 2013 pour association de malfaiteurs dans le but d'importer de la cocaïne aux États-Unis.

La coopération entre le Liberia et les États-Unis se poursuit. En mars 2013, selon le magazine en ligne *Front Page Africa*, les États-Unis ont envoyé des kits de dépistage de drogue, des menottes et des lampes torches à la Drug Enforcement Agency (DEA ou service de répression du trafic de drogue) du Liberia, pour l'aider à enquêter sur le trafic des stupéfiants. Ces kits permettront de tester les substances illicites saisies au cours des enquêtes.

Anthony Souh, le directeur de la DEA du Liberia, a noté l'importance de ce don, compte tenu de l'absence dans ce pays d'une législation solidement établie sur la répression du trafic de drogue. « L'abus des drogues dans un pays entraîne l'abus des drogues dans un autre pays, parce que le trafic de drogue est un crime transnational », rappelle Anthony Souh. « Nos partenaires américains savent que le Liberia constitue une brèche exploitable. C'est pourquoi ils viennent nous aider à édifier un rempart contre les trafiquants de drogue. »

La Counternarcotics and Law Enforcement Division (division pour la lutte contre le trafic des stupéfiants et sa répression) de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique collabore avec d'autres pays africains pour stopper le trafic de la drogue. Mark Huebschman, directeur adjoint de la division, a commenté les efforts engagés avec les pays partenaires, à savoir le Sénégal, le Ghana, le Nigeria et le Cap-Vert.

SÉNÉGAL : au Sénégal, les efforts ont été axés sur les systèmes de communication très haute fréquence (VHF) et haute fréquence (HF). L'idée est de mettre en liaison les unités navales sénégalaises, en particulier dans la région de la Casamance au sud de la Gambie, où la contrebande et d'autres activités illicites sont très répandues. « L'objectif à long terme de ce projet est de mettre en liaison autant de pays que possible, en particulier avec le système HF », explique Mark Huebschman. « Nous avons des communications entre ces différents pays. Nous espérons que cela va faciliter un meilleur flux d'informations. À présent,

pour ce système, nous nous concentrons sur le Sénégal, la Gambie et Cap-Vert. »

GHANA : la Counternarcotics and Law Enforcement Division a collaboré avec la DEA des États-Unis pour établir une unité spéciale d'enquêtes. « Nous commençons à constater que cet effort porte ses fruits, au regard de l'importance des arrestations et des saisies dans ce pays », ajoute Mark Huebschman.

Cet effort s'inspire du travail de la DEA en Amérique centrale et en Amérique du Sud. « Essentiellement, ils arrivent et ils prennent certains des meilleurs et des plus brillants éléments des organismes chargés de l'application de la loi. Ils les soumettent à un processus de vérification approfondi et ils leur assurent, en quelque sorte, une formation à long terme et un programme de mentorat », explique Mark Huebschman. « En conséquence, nous avons constaté des résultats positifs à la suite de ces initiatives au Ghana. Nous sommes effectivement en train de les développer

dans d'autres pays d'Afrique. »

NIGERIA : les États-Unis ont commencé à travailler avec le Nigeria sur un projet à long terme visant à aider la National Drug Law Enforcement Agency (l'organisme national chargé de l'application de la loi en matière de drogue) à élaborer un programme de formation englobant tous les aspects de la question. Cet organisme compte environ 5.000 collaborateurs. Le programme cherche à offrir une formation à tous les échelons, depuis les nouveaux employés jusqu'aux responsables de haut niveau.

CAP-VERT : les États-Unis ont établi un partenariat avec le Cap-Vert en 2010 afin de construire un centre d'opérations maritimes interorganisations. Le centre a joué un rôle primordial dans la saisie de 1,5 tonne de cocaïne au large des côtes cap-verdiennes en octobre 2011. Il s'agit de la plus importante saisie de l'histoire de ce pays.

Les initiatives mondiales de coopération ciblent le trafic de drogue

PERSONNEL D'ADF

Chaque année, entre 18 et 47 tonnes de cocaïne sud-américaine transitent à travers l'Afrique de l'Ouest pour arriver en Europe. Ces ventes en gros génèrent des milliards de dollars de recettes au profit des trafiquants et des cartels de la drogue.

Une fois que la cocaïne arrive en Afrique de l'Ouest, elle est « réemballée et acheminée vers des pays limitrophes avant d'être transférée aux mafias basées en Europe, fréquemment composées d'expatriés africains, qui prennent en charge la vente en demi-gros et au détail », a expliqué le chercheur Davin O'Regan dans un article paru en juillet 2010 pour le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Les saisies en Afrique de l'Ouest ont entraîné des arrestations de ressortissants africains, sud-américains, européens et autres. »

Le problème complexe et aux facettes multiples du trafic de la drogue a inspiré plusieurs initiatives mondiales de coopération.

Projet White Flow : ce programme est destiné à intensifier les échanges de renseignements concernant la cocaïne introduite clandestinement en Europe via l'Afrique de l'Ouest. Le projet White Flow vise à réunir des éléments permettant d'identifier les trafiquants de cocaïne d'échelon intermédiaire à élevé ayant des liens avec l'Afrique et à mieux diffuser ces informations au sein des pays membres d'Interpol.

En 2010, dans le cadre de l'affaire « Siska », Interpol a aidé à coordonner les enquêtes et les échanges d'informations entre la Belgique, l'Allemagne, la Sierra Leone, la Suisse et les États-Unis, dans le but de démanteler une organisation criminelle se livrant au trafic de cocaïne entre l'Amérique du Sud et l'Europe via la Sierra Leone. Certains pays membres concernés ont pris des mesures contre plusieurs membres de cette organisation, ce qui a permis de réaliser plusieurs arrestations, perquisitions à domicile et saisies.

Un membre d'un groupe d'experts d'Interpol a déclaré en 2010 lors d'une conférence de l'Union africaine que le projet White Flow recherchait tous les éléments de preuve et toutes les données liées au trafic de drogue, y compris les renseignements sur les individus arrêtés, détenus et recherchés, dans le but de mettre en place une base de données internationale d'individus suspects. Par le passé, Interpol a noté une insuffisance globale de collaboration et de communication au niveau national et international.

Système d'information policière des pays d'Afrique de l'Ouest (WAPIS ou West African Police Information System) : le programme WAPIS a été développé par Interpol et financé par l'Union européenne en 2010. Ce projet vise à aider à recueillir, centraliser, gérer, échanger et analyser des informations policières provenant des pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Mauritanie. L'atelier inaugural du programme, qui s'est tenu en novembre 2012 à Bruxelles, en Belgique, a réuni des représentants des cinq pays pilotes (le Bénin, le Ghana, le Mali, la Mauritanie et le Niger) ainsi que la Sierra Leone. L'atelier a évalué les données et flux d'informations de la police dans les cinq pays pilotes afin d'estimer leurs besoins.

« Le WAPIS est un programme ambitieux et unique en son genre », affirme Pierre Reuland, le représentant spécial d'Interpol auprès de l'Union européenne. « Le WAPIS est devenu un système régional, compatible avec les pays européens et le reste du monde, par le biais du réseau mondial de communication policière sécurisée et de soutien d'Interpol, du nom de I-24/7. » Le réseau I-24/7 permet aux enquêteurs d'avoir accès à l'éventail de bases de données d'Interpol sur la criminalité. La CEDEAO sera le propriétaire final du système d'information policière du WAPIS.

Cinq autres ateliers sont prévus en 2013 dans les pays de l'Afrique de l'Ouest afin d'évaluer les besoins et d'établir des plans pour la deuxième et troisième phases du programme WAPIS. Le premier de ces ateliers s'est tenu à Cotonou, au Bénin, au mois de janvier, le deuxième à Nouakchott, en Mauritanie, au mois de mars, et le troisième à Abuja, au Nigeria, au mois d'avril.

Le surintendant adjoint de la police Mohamed Yansaneh, le responsable d'Interpol en Sierra Leone, a déclaré que le WAPIS aidera les policiers de l'Afrique de l'Ouest à obtenir des informations sur les individus, les véhicules et les documents d'identité, mais aussi à échanger ces informations.

Programme Airport Communication Project (AIRCOP) : cette initiative conjointe de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation mondiale des douanes et Interpol a débuté en 2010 comme un moyen d'« améliorer la surveillance policière basée sur le renseignement dans les aéroports et l'échange d'informations au sein [...] des pays d'Amérique latine, des Caraïbes, de l'Afrique et de l'Europe », selon les Nations Unies.

Les aéroports participant disposeront d'unités pouvant comprendre jusqu'à 20 agents travaillant 24 h sur 24. Le projet les connectera à l'échelle internationale aux bases de données et aux réseaux de communication des services chargés de l'application de la loi, afin que les informations puissent être transmises en temps réel à d'autres aéroports internationaux pour intercepter les cargaisons illicites.

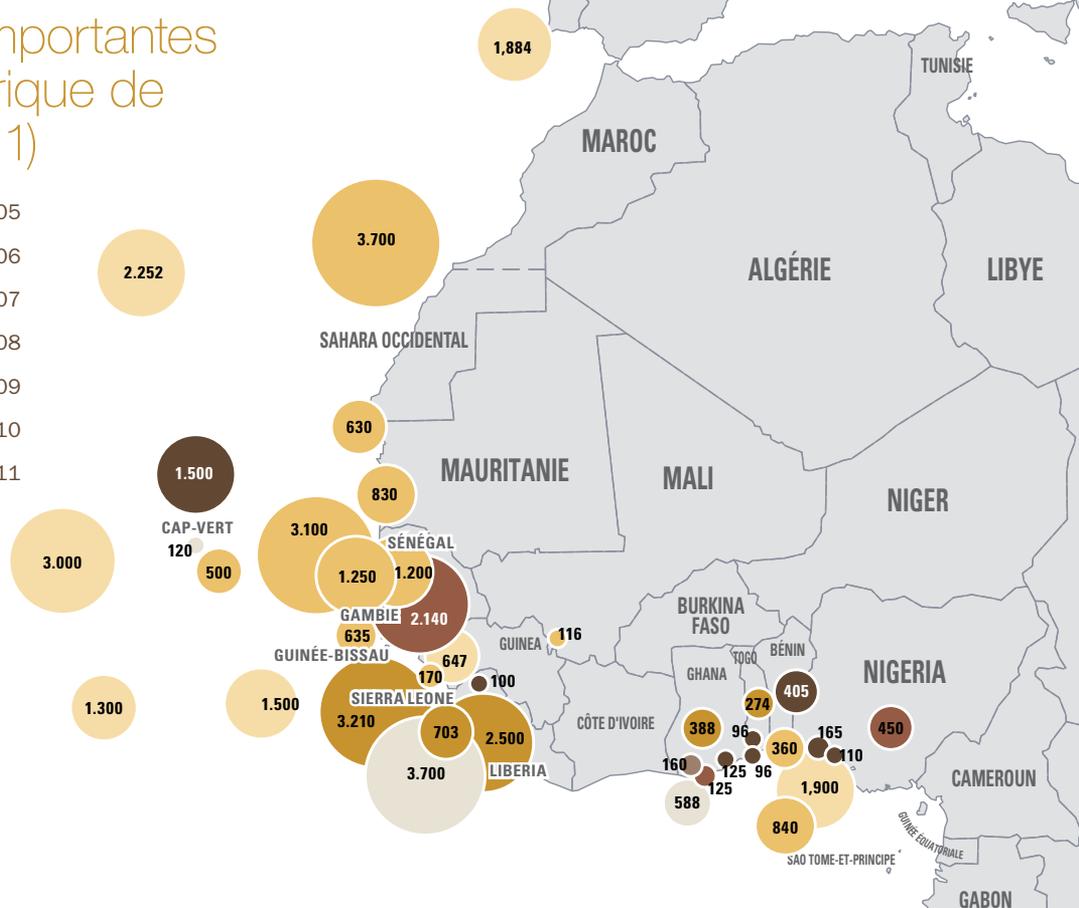
Les pays participant au projet AIRCOP sont l'Argentine, le Bénin, le Brésil, le Cameroun, le Cap-Vert, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée (Conakry), la Jamaïque, le Kenya, le Mali, le Nigeria, le Sénégal, le Togo et le Venezuela.

Saisies les plus importantes de cocaïne en Afrique de l'Ouest (2005-2011)

EMPLACEMENT DE LA SAISIE DE COCAÏNE

(quantités en kilogrammes*)

* Seules les saisies de plus de 50 kilogrammes sont indiquées.



SOURCES : base de données des saisies individuelles de drogue, provenant des bureaux de terrain de l'ONUDC dans la région

L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a également collaboré au niveau régional avec le Bureau du département d'État des États-Unis responsable des affaires internationales relatives à l'application de la loi, ainsi qu'avec d'autres organismes, afin de développer l'Institut ouest-africain de la société civile (WACSI ou West Africa Cooperative Security Initiative). Les cinq objectifs du WACSI sont de mettre en place des institutions responsables, d'établir des cadres juridiques et de politique publique pour contrecarrer le crime organisé transnational, de renforcer les opérations de sécurité et le fonctionnement de la justice mais aussi de se pencher sur les causes et les conséquences socio-économiques du crime organisé transnational.

LES REGARDS SE TOURNENT VERS L'EST ET LE NORD

L'Afrique de l'Ouest reste la région d'Afrique la plus active en matière de trafic de drogue. Cependant, les regards commencent également à se tourner vers l'Afrique de l'Est. L'héroïne en provenance de l'Afghanistan et du Pakistan s'infiltré dans le continent principalement à travers

le Kenya et la Tanzanie. En mars 2013, des navires de la Combined Task Force 150, une patrouille multinationale de sécurité maritime, a intercepté 500 kilogrammes d'héroïne au large des côtes de Tanzanie dans le cadre de l'initiative de lutte contre le terrorisme « Focused Operation Southern Sweep ». Cette saisie s'est produite au moment où l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique collabore avec la Tanzanie au renforcement de ses capacités en matière de lutte contre le trafic et d'échange de renseignements.

« C'est une région qui suscite de plus en plus notre intérêt et à laquelle nous accordons une priorité accrue », poursuit Mark Huebschman. « Dans le passé, la plupart de nos programmes ont été orientés uniquement sur l'Afrique de l'Ouest. Or, nous commençons à nous déployer en Afrique de l'Est. »

La crise au Mali a souligné l'importance de se tourner également vers le Nord. « Nous allons de l'avant en nous efforçant de mettre en œuvre des programmes de lutte contre le trafic des stupéfiants dans certains pays transsahariens également, en nous tournant vers des pays comme le Niger, le Tchad et la Mauritanie », précise-t-il. □

ANCIENNES ROUTES, NOUVELLES CARGAISONS

PERSONNEL D'ADF





LA CONVERGENCE DE LA CONTREBANDE ET DU TERRORISME A DES CONSÉQUENCES MORTELLES DANS LE SAHEL ET LE SAHARA.



ransporter des biens et des personnes sur les terres rudes du Sahara n'a rien de nouveau. Pendant des siècles, un négoce caravanier lucratif florissait de l'Afrique subtropicale jusqu'à d'importantes villes marchandes

du Nord comme Marrakech, Tripoli et Le Caire. Les produits transportés étaient des dattes, du sel, de l'or et de la soie.

Malgré l'absence de contrôles douaniers, il existait néanmoins des règles. Des taxes devaient être payées aux autorités locales en chemin et des contrats complexes liaient vendeurs et acheteurs. Ceux qui essayaient de traverser certaines zones sans l'autorisation des réseaux tribaux ou familiaux qui contrôlaient la zone se rendaient vite compte du danger qu'ils couraient.

Vicki Huddleston, ancien ambassadeur des États-Unis au Mali, se souvient d'avoir visité le Nord du pays, il y a plusieurs années, et s'être entendu dire par un vieux chef touareg que son réseau familial contrôlait encore la région. « Nous sommes les maîtres du désert, et cela depuis des milliers d'années », lui a-t-il dit.

Or, le commerce a par la suite fortement décliné. Vers la fin du XIXe siècle, les nouveaux modes de transport ont réduit la fréquence des traversées du désert lentes et dangereuses. Les plus fortunés faisaient transporter les marchandises par train, route ou péniche. Les anciens axes étaient de moins en moins utilisés. Toutefois, ils ne disparurent pas complètement.



LA GRANDE QUESTION EST DE SAVOIR SI L'ON DOIT CONSIDÉRER AQMI COMME UNE ORGANISATION CRIMINELLE, UNE ORGANISATION DJIHADISTE OU LES DEUX. CES DEUX CATÉGORIES NE DEVRAIENT PAS S'EXCLURENT MUTUELLEMENT. »

CARGAISON ILLICITE

Dans les années 1970 et 1980, certaines routes du désert ont été remises en service par des contrebandiers transportant des cigarettes à destination de l'Algérie, de la Libye, du Maroc et de la Tunisie. Ce commerce était lucratif puisqu'il se soustrayait aux impôts et taxes des monopoles d'État, parfois même avec la connivence des fabricants de cigarettes, désireux d'introduire leurs produits sur de nouveaux marchés.

Selon l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), la valeur du commerce illicite de tabac en Afrique du Nord a explosé pour atteindre 1 milliard de dollars par an. Environ 15 pour cent des 400 milliards de cigarettes fumées chaque année par les Africains proviennent du marché noir.



Des douaniers français se préparent à détruire des cigarettes saisies en 2010. Les routes de transit à travers l'Afrique du Nord sont devenues des autoroutes de trafic de marchandises, dont les cigarettes. AFP/GETTY IMAGES

À mesure que le commerce du tabac a augmenté, les négociants ont cherché à profiter des déséquilibres économiques, tels que les subventions aux carburants en Afrique du Nord, pour écouler les marchandises sur des marchés plus rentables. D'autres trafiquants

~ ALEX THURSTON

*Spécialiste de l'Afrique du Nord
gérant du site Web Sahel Blog*

entrepreneurs ont détourné l'aide humanitaire vers les marchés noirs et ont fait passer des migrants qui cherchaient désespérément à entrer en Europe.

Alors que ces réseaux refaisaient surface, les trafiquants ont commencé à acquérir le matériel nécessaire (camions, 4x4, vedettes et véhicules tout terrain). Ils ont aussi conclu des accords pour corrompre les autorités (militaires et civiles) et s'assurer un passage sûr.

Les réseaux commerciaux, restés inactifs pendant des années, sont revenus à la vie.

« Depuis les années 1970, les liens qui avaient survécu au déclin du commerce caravanier au long cours, survenu à la fin du XIXe siècle, ont commencé à s'étendre », écrit Wolfram Lacher dans un rapport pour la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Au début des années 2000, les trafiquants ont commencé à transporter un autre produit



Des gendarmes mauritaniens patrouillent le désert près du camp de réfugiés de Mbera, situé à environ 40 kilomètres de la frontière avec le Mali. Les frontières poreuses ont été exploitées par les trafiquants pour transporter en secret des marchandises à travers de vastes étendues du Sahel et du Sahara.

REUTERS





Hussein, membre de la garde nationale mauritanienne, prend une pause cigarette, lors de l'escorte d'un convoi humanitaire dans le désert près de Bassikounou, en Mauritanie, à environ 30 kilomètres de la frontière malienne. La fréquence des enlèvements contre rançon a rendu ce genre de voyages terrestres extrêmement dangereux.

REUTERS

sur ces axes, à savoir les drogues, dont les plus populaires étaient la cocaïne et la résine de cannabis, parfois même les produits pharmaceutiques. Les itinéraires de transit nord-africains attiraient les trafiquants qui cherchaient de nouveaux moyens d'entrer sur le marché européen.

« Lorsque les marchés américains de la cocaïne ont été saturés et qu'il est devenu difficile de gagner de l'argent, les trafiquants d'Amérique Latine ont vu l'occasion d'écouler leur drogue sur le marché européen en passant par l'Afrique de l'Ouest et le Sahel », rapporte Abdelkader Abderrahmane, chercheur à l'Institut d'Études de Sécurité originaire d'Algérie.

En 2007, le trafic de cocaïne a explosé en Afrique de l'Ouest. D'après les estimations de l'ONUDD, cette année-là, 47 tonnes de drogue, d'une valeur de près de 4 milliards de dollars, ont transité par l'Afrique de l'Ouest, en route pour l'Europe. Les trafiquants sud-américains transportaient la drogue par avion vers des plaques-tournantes en Afrique de l'Ouest et utilisaient ensuite divers moyens de transport comme des vedettes, des motos et des camions, souvent sous l'œil bienveillant de

fonctionnaires corrompus.

Un incident particulièrement surprenant s'est produit en 2009 lorsque les restes calcinés d'un Boeing 727 ont été retrouvés dans le désert au nord du Mali. Les autorités pensent que l'avion baptisé « Air Cocaïne » transportait près de 10 tonnes de drogue originaire d'Amérique du Sud à destination des marchés européens.

LES TERRORISTES PRENNENT NOTE

Les sommes d'argent mirifiques, générées par le trafic, ont attiré l'attention de groupes extrémistes violents qui opéraient dans la même zone sahélo-saharienne. Une relation symbiotique est née : les trafiquants avaient accès à des produits précieux et les terroristes pouvaient offrir une protection. « Selon moi, ces groupes opérant dans les mêmes environnements permissifs sont voués à se rencontrer et à travailler ensemble », a déclaré Douglas Farah du Centre international de Stratégie et d'Évaluation. « En effet, chacun possède ce que convoite l'autre. »

Abdelkader Abderrahmane a expliqué qu'au départ, les extrémistes et les trafiquants

se sont rapprochés prudemment. Par la suite, les liens se sont vite resserrés. « Au début, ils n'ont pas vraiment vu un terrain d'entente ; mais, en fin de compte, ils ont compris qu'ils partageaient des expertises différentes et qu'ils avaient intérêt à unir leurs forces », a-t-il ajouté.

Ce partenariat a été incarné par l'émir d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) Mokhtar Belmokhtar. Originaire d'Algérie, ce dernier est parti pour le Nord du Mali lorsque le Groupe salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), un précurseur d'AQMI, s'y est installé au début des années 2000.

Le Nord du Mali est devenu un terrain favorable pour les extrémistes comme Mokhtar Belmokhtar, en raison de sa population clairsemée et parce que la révolte des Touaregs au début des années 1990 a laissé la région en grande partie non gouvernée. « Après 1996, l'armée et l'État se sont, en quelque sorte, retirés de la région, ce qui a ouvert une brèche où se sont engouffrés divers opérateurs », a déclaré Alex Thurston, un expert sur la région qui gère le site Web Sahel Blog. « Que ce soient des ONG pacifiques, des missionnaires musulmans ou bien des trafiquants et des militants. »

Mokhtar Belmokhtar a réussi à s'intégrer dans la communauté et à former des alliances avec les familles qui contrôlaient le commerce dans le Nord du Mali. Il a épousé une femme d'une famille de notables de Tombouctou, une stratégie appliquée par d'autres chefs d'AQMI.

« Lorsqu'ils épousent ces femmes, ils épousent aussi leurs familles et s'introduisent ainsi dans les réseaux », a poursuivi Alex Thurston.

Surnommé « Monsieur Marlboro », en raison de l'autorité dont il jouit dans le trafic de cigarettes, Mokhtar Belmokhtar a rouvert une ancienne « route du sel », longue de 3.000 kilomètres, qui traversait Tombouctou et l'a utilisée pour transporter du tabac. Mokhtar Belmokhtar et d'autres chefs d'AQMI ont aussi fait payer des « impôts » à d'autres contrebandiers qui utilisaient leurs routes.

Cette innovation n'est pas un exemple unique. En 2003, Mokhtar Belmokhtar a favorisé le développement d'une épidémie d'enlèvements contre rançon au Sahel en participant à l'enlèvement de 32 touristes dans le Sud de l'Algérie. Bien qu'il soit difficile de fournir des chiffres exacts, des gouvernements, des familles et des entreprises ont versé des dizaines de millions de dollars de rançon aux kidnappeurs dans la région, depuis le début des années 1990. Selon Alex Thurston, les enlèvements contre rançon ont un double objectif. D'une part, ils créent un « spectacle » qui attire l'attention sur les messages des groupes et leur permet de faire valoir leurs revendications auprès des gouvernements. D'autre part, cela leur assure des rentrées d'argent.

« La grande question est de savoir si l'on doit considérer AQMI comme une organisation criminelle, une organisation djihadiste ou les deux », a expliqué Alex Thurston. « Ces deux catégories ne devraient pas s'exclure mutuellement. »

L'industrie des enlèvements contre rançon au Sahel a engendré d'autres pratiques connexes. Soit des bandes

locales enlevaient des voyageurs et les livraient à AQMI, soit des représentants locaux servaient d'intermédiaires pour négocier la rançon. « Les enlèvements contre rançon ont fait naître une industrie hautement lucrative qui a permis à AQMI de devenir une force politique et militaire substantielle au Sahel », a écrit Wolfram Lacher. « Parallèlement, les prises d'otages répétées ont fait s'effondrer le tourisme, limitant davantage les possibilités d'emploi et de revenus en dehors des activités criminelles. »

SOLUTIONS COMPLEXES

Les opérations militaires dans le Nord du Mali, lancées par la France en janvier 2013, ont perturbé les réseaux de trafic. En mars, les autorités ont annoncé que l'émir d'AQMI, Abu Zeid, avait été tué par les forces tchadiennes dans le massif des Ifoghas. Elles ont aussi annoncé la mort de Mokhtar Belmokhtar, qui avait monté une armée de combattants dissidents, bien que des forces proches de Mokhtar Belmokhtar aient contesté cette nouvelle.

Selon des observateurs prudents comme Abdulkader Abderrahmane, il ne faut pas espérer une solution rapide du problème. « La présence de soldats français a interrompu le trafic et stoppé les trafiquants, mais il reprendra, soit l'année prochaine, soit dans deux ans, explique-t-il, parce que les racines des problèmes au Mali sont plus profondes qu'en apparence ».

Selon Abdulkader Abderrahmane, la véritable solution doit s'attaquer non seulement aux symptômes, mais aussi au mal qui fait converger le trafic et le terrorisme dans ces régions. Il a indiqué trois domaines généraux à améliorer :

1. Les populations qui vivent dans des régions isolées du Sahel doivent chercher d'autres formes d'emploi, au lieu de s'associer à des trafiquants ou à des kidnappeurs. Elles doivent aussi profiter du développement économique.
2. Il faut mettre un terme au « sentiment d'impunité » qui règne parmi les militaires et les fonctionnaires corrompus. Ceux qui collaborent avec les trafiquants doivent être identifiés et punis. Cette initiative doit s'accompagner d'une compensation équitable pour les soldats, les douaniers et les gardes-frontières, de sorte à ce qu'ils soient moins tentés par la corruption.
3. Il faut élargir la coopération et l'échange d'informations entre les pays de la région, parce que les trafiquants et les extrémistes ont tendance à remplir le vide laissé par le manque de répression.

« Ce problème n'est pas tout noir ou tout blanc. [...] Il est très compliqué et se situe à plusieurs niveaux », a déclaré Abdulkader Abderrahmane. « Sa solution exige beaucoup, beaucoup d'argent, évidemment, mais aussi de volonté. En théorie, nous avons déjà à notre disposition de nombreux instruments pour lutter contre le trafic, mais je ne suis pas sûr que la volonté soit présente. » □



À l'Institut Ahmed Baba, un gardien de musée montre un manuscrit ancien brûlé en janvier 2013. La plupart des manuscrits anciens de Tombouctou semblent avoir été sauvegardés après 10 mois d'occupation de la ville par les combattants rebelles.

LES MALIENS SE MOBILISENT POUR SAUVER *les textes anciens*

PERSONNEL D'ADF

L'histoire du Mali est riche d'ineestimables reliques et de sa culture islamique soufie, grâce auxquelles le passé est un trésor précieux pour les citoyens d'aujourd'hui. En revanche, pour les extrémistes salafistes non maliens qui cherchaient à établir un État religieux strict dans le nord du pays, l'histoire est devenue une victime.

Début 2012, des rebelles touaregs sont revenus au Mali à la suite du conflit en Libye. Une mosaïque complexe de groupes extrémistes, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), s'est emparée du nord du Mali. Le chaos s'est intensifié lorsqu'un coup d'État militaire dans la capitale Bamako a renversé le gouvernement du président Amadou Toumani Touré. À la suite de cela, l'armée s'est divisée et n'a pas pu stopper les extrémistes à mesure qu'ils consolidaient leur pouvoir au nord.

Les extrémistes religieux considéraient les sanctuaires soufis et d'autres reliques comme hérétiques. Nulle part la destruction qui en a résulté n'a été plus manifeste que dans la cité chargée d'histoire de Tombouctou.

Cette ville était jadis une plaque tournante du commerce transsaharien où les épices, les tissus et l'or étaient acheminés et vendus. Les commerçants achetaient des livres, que des scribes copiaient. Il reste de cette époque des milliers de livres, couvrant tous les domaines, de la médecine, la botanique et l'astronomie jusqu'à la philosophie et au droit islamiques.

« Il s'agit des archives des âges d'or de l'empire malien », explique au *New York Times* Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO. « Si vous laissez ces ouvrages disparaître, il s'agirait d'un crime contre toute l'humanité. »

La France a envoyé des troupes au Mali. Leur progression, avec l'aide des frappes aériennes, a chassé les extrémistes hors des villes majeures, notamment Tombouctou. Cependant, les textes anciens sont devenus des cibles lors de la retraite des extrémistes qui a appliqué dans son sillage la politique de la terre brûlée.

Toutefois, les Maliens reconnaissent les trésors de l'histoire qui se trouvent sur leur sol. Certains d'entre eux se sont efforcés de les protéger. Ainsi, la plupart des antiquités ont résisté à l'épreuve des siècles, malgré les menaces causées par le climat, les insectes et les invasions. Des familles vivant à Tombouctou ont caché les reliques à mesure que le danger se rapprochait.

Abdul Kader Haidara est le gardien d'un ensemble inestimable de manuscrits en langue arabe, parmi lesquels une carte astrologique du XIIIe siècle et un arbre généalogique arabe. Il a mis en œuvre un plan d'urgence à l'arrivée des extrémistes. « J'ai acheté chaque boîte en laiton que j'ai pu trouver », a-t-il expliqué à la chaîne CBS News, « du type de celles dans lesquelles nous entreposons les articles ménagers. Avec mon personnel, nous les avons remplies de manuscrits jusqu'à ce que la bibliothèque soit vide. » Une fois que les boîtes étaient pleines, Abdul Kader Haidara les a remises discrètement à des familles de la région, qui les ont cachées dans leur maison.

Certes, d'après CBS, les extrémistes ont brûlé un certain nombre de ces précieux manuscrits. Cependant, les pertes se sont élevées à moins de 1 % de cette collection qui appartenait aux autorités. La totalité des 30.000 documents qu'Abdul Kader Haidara a dissimulés dans des boîtes a survécu.

Les manuscrits et les livres n'étaient pas les seuls trésors promis à la destruction. Les extrémistes religieux ont attaqué à coups de piolet les anciens mausolées et sanctuaires de saints soufis, affirmant que ces structures étaient interdites parce qu'elles étaient idolâtres.

Selon le *Financial Times*, les extrémistes ont détruit 11 mausolées. Irina Bokova, de l'UNESCO, a affirmé que ces structures seraient reconstruites. Selon les estimations, l'opération coûtera entre 4 et 5 millions de dollars. Les responsables de ces destructions pourraient être poursuivis en justice pour crimes de guerre.



REUTERS



LES CHEFS DE POLICE D'AFRIQUE JOUENT UN RÔLE CLÉ

PERSONNEL D'ADF

Le directeur d'Interpol et des relations internationales en Ouganda envisage la création d'un « Afripol », une organisation des chefs de police qui couvre le continent.

Asan Kasingye est directeur d'Interpol et des relations internationales dans la force de police ougandaise. *Africa Defense Forum* l'a interrogé à Kampala sur son travail avec l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est.

PERSONNEL D'ADF

Vous êtes très engagé dans l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est (OCCPAE). Comment cette organisation a-t-elle vu le jour ?

Nous nous sommes rendu compte qu'à une époque où les criminels utilisent des technologies de pointe, un pays ne peut pas à lui seul combattre la criminalité, en particulier la criminalité transnationale et transfrontière. Par conséquent, nous avons profité du fait qu'en Afrique, il existe différents groupements régionaux. Nous avons pris cela comme point de départ. C'est ainsi que l'OCCPAE a été créée en 1998. Nous sommes un bureau régional d'Interpol. Depuis, l'OCCPAE s'est consacrée à la criminalité transnationale, en prenant des résolutions sur la manière de lutter contre le crime organisé mais aussi en partageant des renseignements et des informations. Au cours de toutes ces années, nous avons constaté un changement positif dans la manière de lutter contre les crimes graves, en particulier le terrorisme, un résultat dont je suis particulièrement fier.

Pouvez-vous citer quelques exemples des réussites de l'OCCPAE ?

Pour commencer, nous organisons des programmes de formation au sein de nos forces de police et avec d'autres organes internationaux et régionaux. Par exemple, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique nous a aidés à publier des manuels de formation destinés à nos agents. En outre, l'une de nos principales activités consiste à les équiper, c'est-à-dire à développer leurs capacités.

Ensuite, nous échangeons des renseignements et des informations sur les mouvements de terroristes et les cellules terroristes installées dans notre région.

Quels sont les domaines d'action de l'OCCPAE ?

En ce qui concerne la survie quotidienne du pays, le problème est la criminalité. Cette dernière englobe le terrorisme, la cybercriminalité, le crime organisé transnational, le trafic de drogue et la criminalité liée aux espèces sauvages. Dans tous ces cas, la police est la force concernée en priorité.

Les armées collaborent aussi. Dans la région des Grands Lacs, par exemple, nous avons des éléments, comme Joseph Kony, qui violent les droits de l'homme. C'est devenu une question de sécurité régionale. J'ai constaté que les armées de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo (RDC), de la République centrafricaine et du Soudan du Sud s'étaient réunies pour discuter de problèmes de sécurité régionale. Elles travaillent à mettre en place une structure plus permanente, à l'instar de celle de la police.

Quelle est la prochaine étape pour les chefs de police africains ?

Nous devons tirer les enseignements de ce qu'a fait l'Europe. Désormais, ils ont Europol. Nous devons constituer ensemble une force redoutable pour

lutter contre le crime. Nous avons l'organisation des chefs de police de l'Afrique de l'Est ; nous avons l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique australe (OCCPAA) ; nous avons le Comité des chefs de police de l'Afrique de l'Ouest (CCPAO) et nous avons le Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC). Ces quatre organisations opèrent en Afrique. Même si elles font du bon travail, il est impératif que nous formions une organisation continentale régionale sur le modèle d'Europol.

Les défis auxquels nous sommes confrontés ne se limitent pas à l'Afrique de l'Est, par exemple. La majorité des problèmes de drogue que nous rencontrons dans la région sont causés par les Africains de l'Ouest. Si l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ne coopèrent pas au sein d'une grande organisation, la situation s'envenimera. Il deviendra difficile pour nous de traquer les criminels. Je pense personnellement que nous avons besoin d'un « Afripol », une organisation de police africaine comme Europol.

Les services de police africains devraient-ils jouer un plus grand rôle dans la lutte contre le terrorisme ?

Nous devons tous convenir que lutter contre le terrorisme est le devoir de chacun, de chaque Africain de l'Est, de chaque Africain en général, bref de tout le monde. Il n'y a aucun doute là-dessus. Toutefois, la police joue un rôle de premier plan. Toutes les autres organisations responsables de la sécurité dans la région et le pays luttent contre le terrorisme sous la direction de la police. Il ne s'agit pas de savoir si la police fait mieux son travail, mais de déterminer les parties prenantes qui jouent un rôle clé. C'est notre mandat constitutionnel.

Quel est le mandat constitutionnel dont vous parlez ?

La police est mandatée par la constitution pour prévenir, poursuivre, enquêter, détenir, interroger et emprisonner toute personne qui commet un crime, qu'il s'agisse de terrorisme ou d'un autre crime. C'est notre mandat constitutionnel. Ce n'est pas celui de l'armée. Le rôle de l'armée est de défendre les frontières de ce pays contre ses ennemis infiltrés ou intérieurs.

Alors, il ne s'agit pas de savoir si la police s'acquitte mieux de sa tâche que l'armée : c'est une question de mandat. Cependant, il est difficile de délimiter le rôle de l'armée et celui de la police dans les questions de terrorisme, parce que nous travaillons ensemble. Nous partageons des renseignements. Nous effectuons ensemble des opérations à découvert et secrètes. Nous participons à des programmes de formation communs.

En Ouganda, par exemple, nous avons créé une force d'intervention commune antiterroriste, composée d'organisations du renseignement, de la police et de l'armée. Nous progressons tous ensemble.

Comment la police et l'armée collaborent-elles ?

Notre police travaille ainsi : l'armée arrive dans une zone à problèmes, stabilise la situation et c'est là que nous intervenons. Par exemple, la police a réussi à s'implanter à Mogadiscio parce que l'armée y était restée pendant un certain temps. Maintenant, l'armée peut quitter Mogadiscio pour aller dans d'autres zones, telles que Baidoa (Baydhabo). La police s'implante pour s'assurer que l'État de droit est respecté. L'Ouganda, par exemple, a pu déployer une unité de 140 policiers, ce qui n'aurait pas pu avoir lieu sans l'aide de l'armée.

La Somalie étant désormais reliée au système d'Interpol. Ainsi, nous pouvons partager et échanger des informations avec Mogadiscio grâce au travail qu'a effectué l'armée dans la région. Dans l'Est de la RDC, le rôle de l'armée est crucial pour assurer la paix et la sécurité. Une fois la stabilité établie, la police peut s'associer aux chefs de police et à la police dans cette région pour traiter des problèmes transfrontaliers que nous rencontrons.

Ensuite, nous aimerions établir des opérations conjointes et des programmes de formation communs avec les quatre organisations de police régionale en Afrique. À l'heure actuelle, l'OCCPAE prévoit une opération conjointe avec l'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique australe. Elles envisagent d'organiser des exercices communs sur le terrorisme, la traite des êtres humains mais aussi le trafic illicite des drogues et des espèces sauvages.

Pourquoi le besoin de coopération entre les pays est-il si crucial ?

Nous ne devons pas uniquement nous fier à nos organes nationaux : nous devons vraiment tenir compte de l'étendue du problème et partager les données et les statistiques en matière de crime. Le crime et les criminels ne connaissent pas de frontières. Nous devons pouvoir collaborer pour les dissuader.

Nous connaissons le trafic des êtres humains en termes de travaux forcés. Beaucoup d'Africains de l'Est migrent vers le sud, en particulier en Afrique du Sud où les trafiquants forcent les gens à travailler ou à se prostituer. Tout cela est lié à la drogue. Nous devons sortir de nos cocons individuels et commencer à organiser des opérations conjointes.

Que peut-on faire au sujet des armes illégales sur le continent ?

La prolifération des armes légères et de petit calibre est due aux problèmes géopolitiques que nous avons connus. Dans différents pays, l'instabilité politique a mis des armes entre les mains de beaucoup d'individus et de groupes. Ces armes servent au vol de bétail, aux cambriolages et, bien entendu, au terrorisme et à d'autres activités criminelles à l'intérieur de nos frontières.

Des organisations régionales s'occupent de la prolifération des armes légères et de petit calibre.



Des élèves officiers fraîchement décorés, en formation, à l'académie militaire de Kabamba en Ouganda. L'Ouganda enregistre toutes les armes de la police et de l'armée, pour les distinguer des armes illégales.

AFP/GETTY IMAGES

Dans cette région, il existe une organisation de la société civile, RECSA (le Centre régional sur les armes légères), basée à Nairobi. En tant que police, nous pouvons collaborer avec les organisations régionales qui s'occupent des armes légères et de petit calibre, en termes de planification, d'opérations et de partage de renseignements. Elles ont mené un nombre considérable de recherches dans ce domaine. Donc, si nous partageons ces informations, nous pouvons devenir l'aile opérationnelle de ces organisations.

Enregistrez-vous les armes dans votre région ?

RECSA a mis en place un programme qui prévoit l'enregistrement de toutes les armes dans chaque pays. Il peut s'écouler un certain temps avant que nous sachions combien d'armes détiennent l'armée, la police, les services de renseignement ou les services de sécurité privés. Pour mettre un terme à la prolifération d'armes légères, nous devons établir des programmes régionaux menés simultanément par les pays où les armes des différents organismes de sécurité sont enregistrées. Tout organisme de sécurité doit enregistrer ses propres armes. Les armes licites doivent être enregistrées.

Ceci nous aide. Si nous trouvons un fusil, il est facile de déterminer de quelle organisation il provient et à qui il a été affecté. Comment ce fusil a-t-il été

perdu ? Ainsi, à la longue, les agents apprennent à être responsables de leurs propres armes.

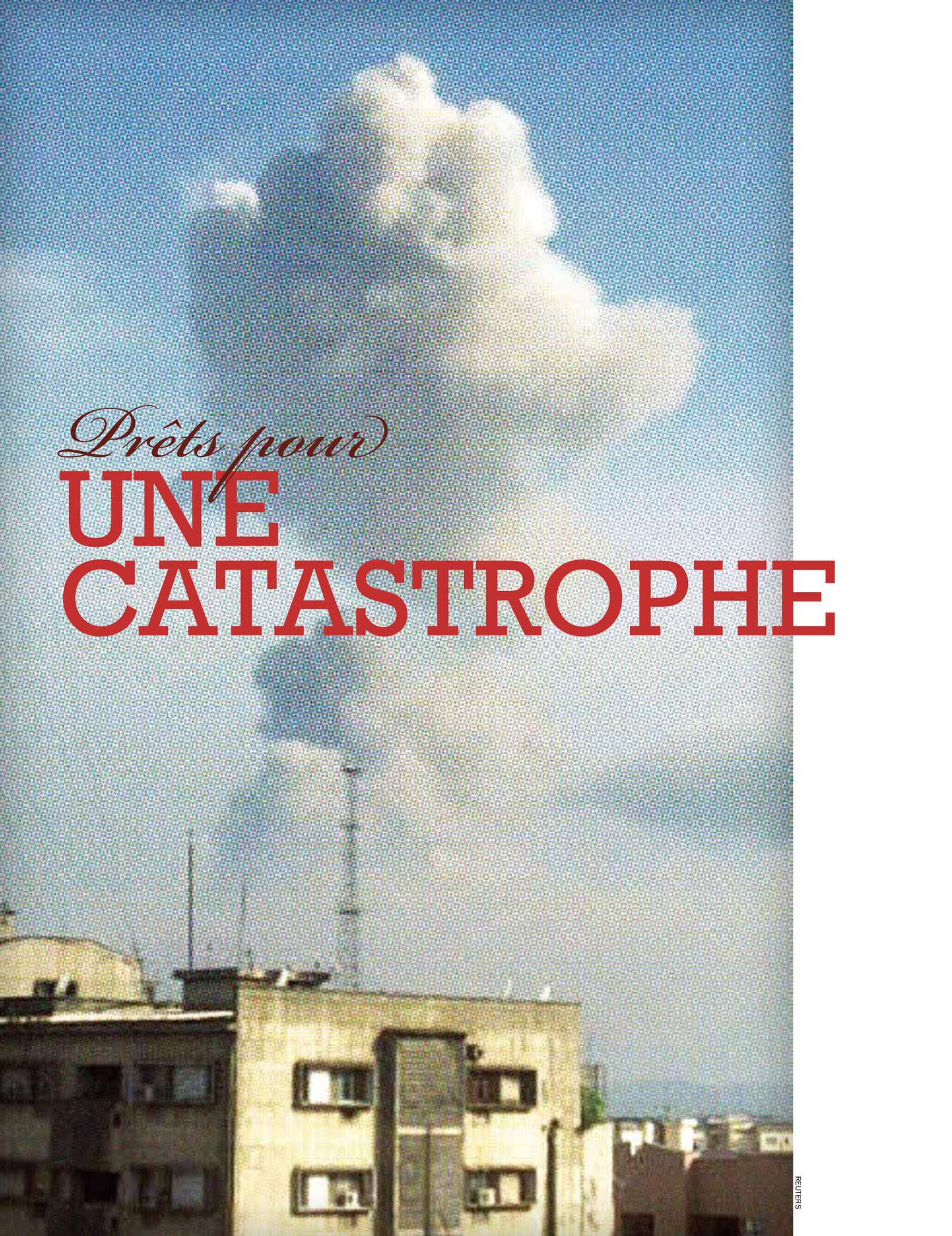
Que faites-vous des armes illégales ?

Nous devons organiser des opérations conjointes (entre la police et l'armée) pour récupérer les armes illégales. Il faut arracher les armes illégales des mains des criminels et les détruire ! Ces armes illégales ont causé des souffrances indicibles aux habitants de cette région et même aux animaux sauvages. En effet, le braconnage des éléphants et d'autres animaux est en hausse. Traiter de ce problème implique aussi de traiter du problème des armes illégales qui se trouvent dans la région. Donc, nous devons saisir ces armes et les détruire.

Nous avons besoin de programmes pour libérer les esprits. Nous devons sensibiliser nos communautés qui considèrent leurs armes comme leur gagne-pain.

Pour assurer la sécurité, les gouvernements d'Afrique, notamment de cette région, doivent assurer la sécurité des différentes communautés. Une fois qu'elles se sentiront en sécurité et qu'elles ne craindront plus de voir leur bétail volé par d'autres communautés, par exemple, elles verront moins de raison de posséder des armes pour se défendre.

Une fois la stabilité politique établie, la réduction d'armes sera effective et positive. □



Prêts pour

UNE CATASTROPHE



AFP/GETTY IMAGES

Laissés sans surveillance, les dépôts d'armes de l'Afrique constituent une menace explosive.

PERSONNEL D'ADF

Le 4 mars 2012, Brazzaville, la capitale de la République du Congo, a été ébranlée par une série d'explosions. Bien que certains aient tout d'abord craint qu'il s'agissait d'un coup d'État militaire ou d'un attentat terroriste, il est très vite devenu manifeste que la détonation venait du dépôt de munitions du Régiment Blindé, à proximité du fleuve Congo dans le quartier animé de l'est de la ville.

Un court-circuit électrique ou une étincelle d'une autre provenance a déclenché un incendie, qui a mis le feu à plusieurs tonnes d'agents explosifs, de munitions pour fusils et pièces d'artillerie et peut-être de propergol. Une enquête est en cours pour déterminer la cause de cet incendie.

Le bilan a été terrible. Il y a eu plus de 200 victimes et 3.000 blessés. En outre, 20.000 personnes ont dû fuir leurs habitations. L'explosion a pulvérisé les vitres dans un rayon de 5 kilomètres et a propulsé des munitions non explosées dans toute la ville. Le rapport des Nations Unies a indiqué que les responsables ont passé des mois à essayer de trouver et enlever les explosifs dispersés. Ultérieurement, les conditions sordides causées par l'explosion ont provoqué une flambée de choléra.

Bien que l'explosion de Brazzaville ait été très importante par son ampleur, de telles explosions ne sont pas rares sur le continent. Dans la décennie qui s'est terminée en 2011, les pays africains ont subi au moins 27 explosions de dépôts d'armes et de munitions. Le Mozambique a connu le plus grand nombre d'explosions (neuf), suivi par le Soudan (quatre).

D'après les experts, la sûreté des stocks de munitions et d'armements est un aspect négligé de la sécurité nationale. « Il est beaucoup plus facile d'éviter des catastrophes de ce type que d'avoir à supporter les coûts financiers extrêmement élevés qui en découlent ultérieurement », écrit Lauren Tracey

À gauche : un panache de fumée s'élève au dessus de Brazzaville suite à une explosion survenue le 4 mars 2012.

Ci-dessus : un homme prend la pose parmi les soldats, avec les restes d'un missile qui a été propulsé du dépôt de munitions de Brazzaville au cours d'une explosion.

« Il est beaucoup plus facile d'éviter la survenance de catastrophes de ce type que d'avoir à supporter les coûts financiers extrêmement élevés qui en découlent ultérieurement. »

— Lauren Tracey,
Institute for Security Studies
(Afrique du Sud)

Sécurité des dépôts d'armes et de munitions

Sur 200 millions d'armes à feu militaires dans le monde entier, environ 76 millions sont considérées comme des surplus. De nombreux dépôts où ces armes sont entreposées sont anciens et insuffisamment entretenus. En conséquence, ces armes aboutissent en grand nombre sur le marché noir, et quelquefois des dépôts

explosent, avec toutes les victimes que cela entraîne. Des améliorations de faible coût en matière de sécurité et de surveillance peuvent sensiblement renforcer la sécurité. Voici quelques-unes des mesures indiquées par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe :

Installer des clôtures avec un minimum de points d'entrée et de sortie.

Choisir des portes blindées comme celles des armureries ou des portes en bois dur massif, renforcées par des plaques d'acier.

Installer des systèmes d'alarme incendie et de prévention.

Installer des éclairages.

Garantir l'installation d'un nombre minimum de fenêtres.

Entreposer séparément les armes et les munitions.

Garder une température fraîche, avec exposition minimale à la lumière du soleil et aux vibrations.

Prévoir des gardes et des patrouilles par des gardes accompagnés de chiens.

Contrôler les clés afin de les confier uniquement aux personnes qui ont besoin d'accéder aux installations.

Entreposer les fusils sur des râteliers au lieu de les empiler.

Maintenir une base de données informatique ou tenir un registre de toutes les armes et munitions.

Avoir des procédures en place en cas de pertes d'armes légères ou de petit calibre. Le personnel doit immédiatement avvertir l'officier en charge de la sécurité du site, qui doit faire un rapport et prendre des mesures pour empêcher de futures pertes.

Sécurité



Contrôle de l'accès/surveillance



Entreposage



ILLUSTRATION D'ADF

de l'Institute for Security Studies (Afrique du Sud). « Les coûts de l'opération techniquement difficile de l'assainissement des munitions non explosées qui finissent par joncher les rues à la suite d'une telle explosion, les coûts médicaux pour les blessés, en plus de la charge financière d'avoir à reconstruire leurs habitations et d'autres infrastructures, sont tout autant de charges financières que nombre de pays ne peuvent pas supporter. »

Le risque d'une explosion n'est pas le seul danger. Les dépôts d'armement non sécurisés sont des cibles de choix pour les pillards qui cherchent à subtiliser et à vendre des dispositifs mortels, tels que les systèmes portatifs de défense aérienne (Manpads). Dans le but de sécuriser et de gérer les stocks d'armement, il existe des pratiques optimales qui, d'après les experts de cette industrie, peuvent diminuer les risques d'explosions ou de vol. Dans un rapport paru en 2011, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a présenté certaines de ces pratiques.

Emplacement

De même que le dépôt à Brazzaville, de nombreux stocks présents dans les pays africains remontent à l'époque coloniale. Même si, à une époque, ils étaient situés à une distance sûre de la population civile, l'accroissement constant des centres urbains signifie que nombre de ces stocks sont désormais entourés d'habitations et d'entreprises. L'OSCE recommande que les emplacements des stocks d'armes légères et de petit calibre (ALPC) soient suffisamment rapprochés des bases militaires afin d'armer rapidement le personnel, mais qu'ils soient assez éloignés des centres de population pour ne pas présenter de risque. Les armes dont la disponibilité n'est pas nécessaire pour les forces d'intervention rapide doivent être plus isolées.

Il n'existe pas de directives universellement acceptées pour les emplacements des dépôts. Cependant, la Publication interalliée sur le stockage et le transport des munitions et explosifs de l'OTAN donne quelques recommandations sur l'éloignement.

Sécurité

Les stocks d'ALPC doivent toujours être entreposés dans une armurerie sécurisée à l'intérieur d'un périmètre sécurisé. L'OSCE indique que les portes des bâtiments d'entreposage « devraient être des portes blindées comme celles des armureries ou des portes en bois dur massif, renforcées par des plaques d'acier sur la face extérieure et dont le chambranle et la gâche sont solidement ancrés ». La sécurité comprend également une combinaison de membres du personnel de sécurité bien entraînés, des systèmes actifs ou passifs d'alarme mais aussi des dispositifs de sécurité. Le nombre de fenêtres devrait être réduit au minimum. Si possible, un système d'alarme et de détection d'intrusion des installations devrait comporter des détecteurs ponctuels sur les portes, fenêtres et autres ouvertures. Une alerte du système devrait générer une réaction immédiate des gardes locaux. Des éclairages, des clôtures et des patrouilles régulières ou avec chiens de garde sont autant de mesures de sécurité qui réduisent les risques de vol ou d'intrusion.

Entreposage

L'OSCE indique que des râteliers d'armes ou des conteneurs en métal sont utiles pour entreposer les ALPC. Toutefois, les armes devraient être entreposées de telle manière qu'il soit impossible de les retirer facilement. Les quantités importantes d'ALPC et de munitions devraient être entreposées séparément.

Surveillance

Les clés distribuées pour l'installation doivent être en nombre minimal et confiées uniquement au personnel qui doit avoir accès à l'installation pour des tâches officielles. Ces ouvriers doivent avoir été soumis à un contrôle de sécurité avec vérification de leurs antécédents. De même, les registres de toutes les armes et munitions entreposées à l'intérieur de l'installation doivent être conservés et vérifiés. L'OSCE indique que la surveillance devrait également inclure des « contrôles sporadiques » non annoncés. Un système informatisé est optimal pour la tenue des registres. Un registre bien tenu peut également convenir.

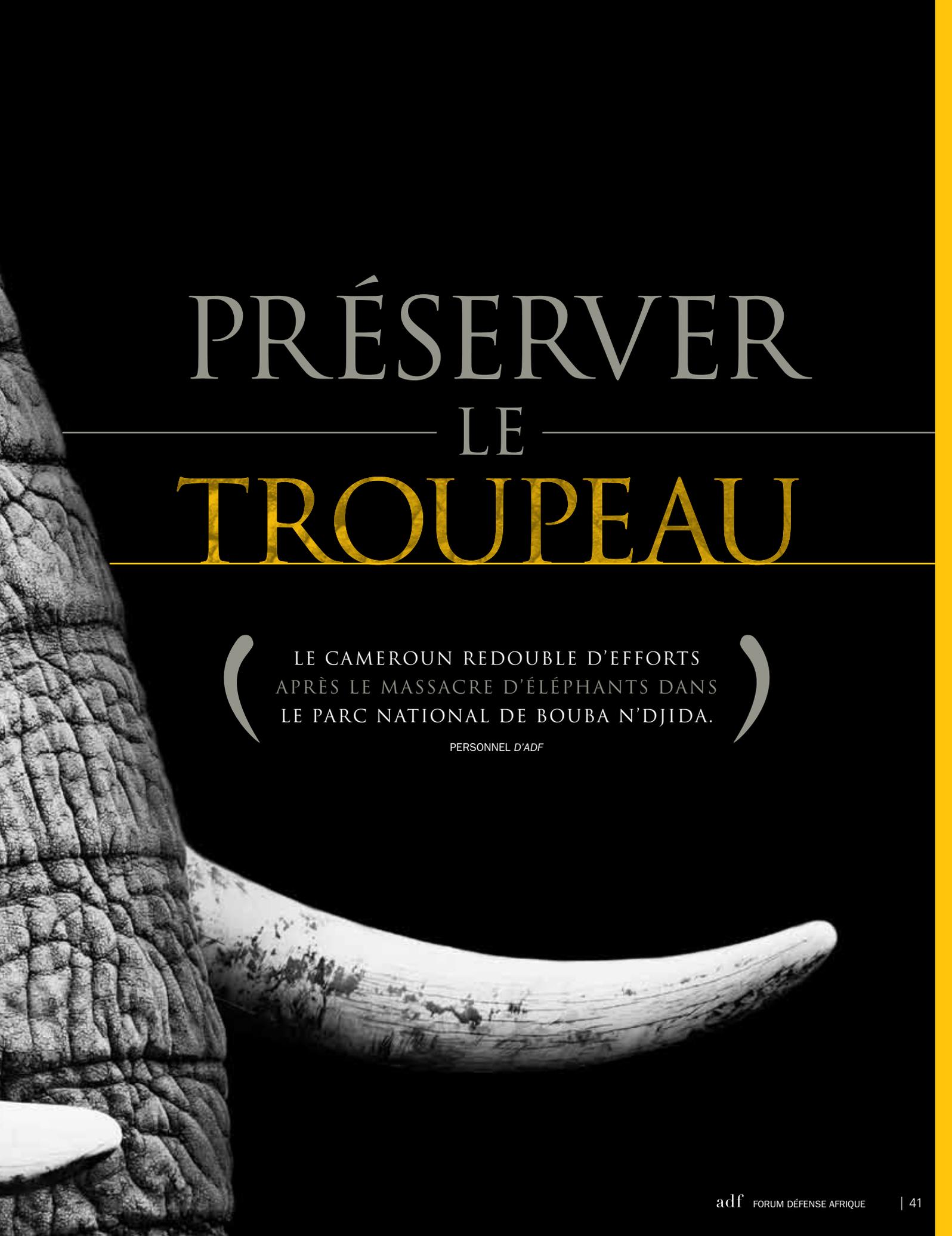
Conditions

La condition physique et chimique des munitions est aussi importante que la sécurité de l'emplacement d'un stock. Les munitions ont une durée de vie utile (la période pendant laquelle elles peuvent être utilisées) et nécessitent des conditions optimales pour leur stabilité. En général, il est recommandé de conserver les munitions à l'abri de l'humidité, de toute exposition directe à la lumière du soleil et des températures extrêmes. Des vibrations excessives peuvent également dégrader l'efficacité des munitions et entraîner leur instabilité.

Taille nécessaire

La taille d'un stock national de munitions est une décision qui ressort de chaque pays. Elle dépend d'un grand nombre de facteurs, y compris le budget de la défense et les menaces auxquelles le pays est confronté. Étant donné que les munitions non utilisées se détériorent à la longue, il est dans l'intérêt d'un pays de déterminer la quantité nécessaire à la défense nationale et de ne pas dépasser cette quantité. Dans une étude intitulée « Stockpile Management of Ammunition » (Gestion des stocks de munitions), le chercheur Adrian Wilkinson a indiqué que les dirigeants des forces armées et de la police mais aussi les responsables civils devraient examiner les taux d'utilisation quotidienne de munitions (c'est-à-dire la quantité de munitions qu'un seul équipement utilise en une journée de combat ou de conflit à une certaine intensité) pour chaque pièce d'équipement dont ils disposent. Ces taux d'utilisation diffèrent, selon qu'il s'agisse d'une guerre intensive, d'opération de maintien de la paix, d'entraînement ou d'autres événements. Par exemple, une section de mortiers va nécessiter 16.800 obus sur 30 jours de combats intenses. Après avoir totalisé les taux d'utilisation quotidienne de munitions pour tous les équipements, un pays doit garder en réserve disponible uniquement le strict nécessaire pour les activités quotidiennes de l'armée et de la police, de l'entraînement, ainsi qu'une réserve pour les situations d'urgence. □





PRÉSERVER LE TROUPEAU

LE CAMEROUN REDOUBLE D'EFFORTS
APRÈS LE MASSACRE D'ÉLÉPHANTS DANS
LE PARC NATIONAL DE BOUBA N'DJIDA.

PERSONNEL D'ADF

Début 2012, une centaine de bandits armés ont parcouru à cheval 1.000 kilomètres à travers l'un des terrains les plus rudes du monde. Partis de l'Ouest du Soudan, ils ont traversé des parties de la République Centrafricaine et du Tchad, pour atteindre la savane du Parc national de Bouba N'Djida, à l'extrême-Nord du Cameroun. Si leur mode de transport était primitif, leurs armes ne l'étaient pas. Armés de lance-grenades et d'AK-47, les cavaliers ont installés leur camp dans le parc et ont commencé à massacrer les éléphants.

Les « éco-gardes » du parc étaient armés de fusils vétustes et n'ont pas pu empêcher l'attaque. En l'espace de deux semaines, entre 200 et 650 éléphants ont été tués pour leur ivoire. Les conservateurs, qui ont inspecté les carcasses après-coup, pensent que les animaux étaient encore en vie lorsque les braconniers ont commencé à les découper à la machette. En effet, certains éléphants ont été trouvés écroulés sur les genoux. « [Les braconniers] étaient organisés et réellement décidés à tuer tous les animaux du troupeau », a déclaré Celine Sissler-Bienvenu, du Fonds international pour la protection des animaux, qui a visité le parc juste après le massacre. Elle a estimé que la moitié de éléphants du parc avaient été tués. « Ils connaissaient très bien Bouba N'Djida. Ils savaient parfaitement comment se déplacer dans le parc. »

En réaction à cet incident, le Président du Cameroun, Paul Biya, a

mobilisé les forces spéciales d'élite, le Bataillon d'Intervention rapide (BIR). Sous 48 heures, les soldats du BIR ont atteint le parc, situé à 700 km au nord de Yaoundé. Quelques jours plus tard, ils ont engagé le combat avec les braconniers. « La première semaine, nous avons été confrontés à deux reprises en combat très rapproché », a rapporté à ADF le commandant François Pelene, du BIR. « Nous avons réussi à tuer deux braconniers et saisi une dizaine de chevaux, plus de 2.000 balles de fusil et 81 morceaux d'ivoire. »



THE ASSOCIATED PRESS

Cet éléphant a été tué par des braconniers dans le parc national Bouba N'Djida. Début 2012, des braconniers soudanais ont tué, en quelques semaines, entre 200 et 650 éléphants pour leur ivoire.

Le BIR a aussi perdu deux hommes dans la bataille. Après avoir mis en fuite les braconniers, il a commencé à fouiller les camps. Il a trouvé des emballages avec des inscriptions en arabe, des talismans et de la drogue, preuve que les hommes venaient du Nord. D'après certaines hypothèses, il s'agissait de membres de la tribu Rizeigat, liée aux milices meurtrières janjawid, qui ont commis des atrocités au Darfour au début des années 2000.



Des soldats camerounais du Bataillon d'Intervention Rapide, patrouillent dans le parc national Bouba N'Djida, le 15 décembre 2012.

AFP/GETTY IMAGES





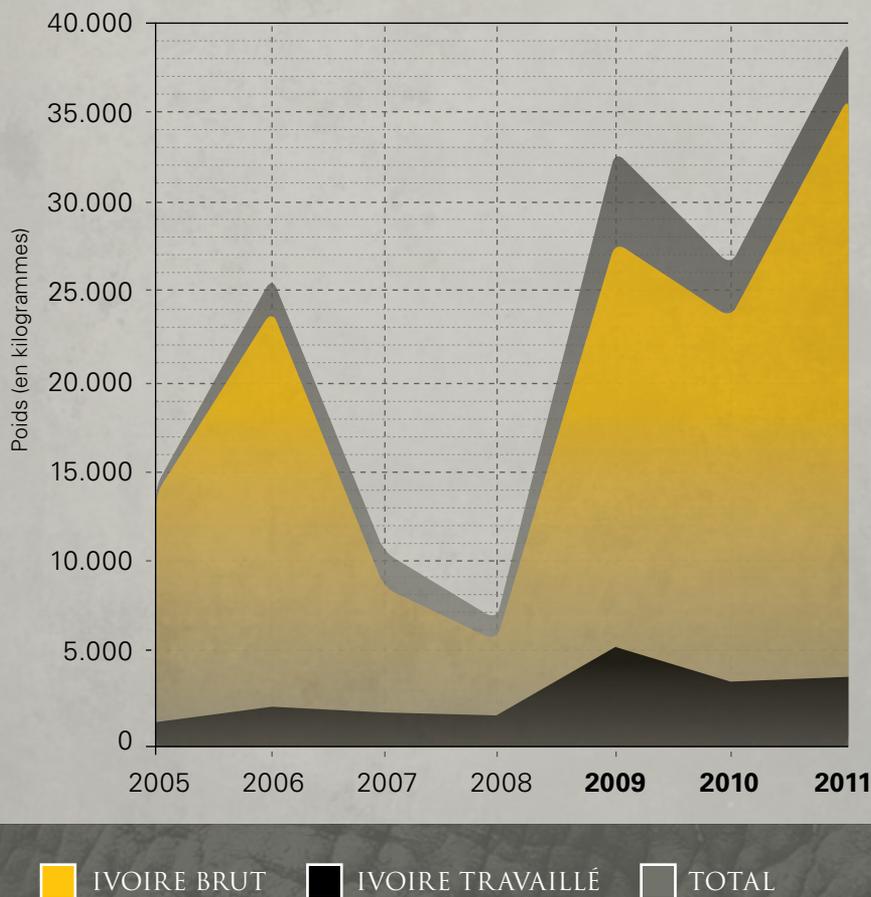
AFP/GETTY IMAGES



AFP/GETTY IMAGES

DESTRUCTION DES RICHESSES NATURELLES

DEPUIS 2005, LES SAISIES D'IVOIRE DANS LE MONDE ONT MONTÉ EN FLÈCHE



SOURCE : TRAFFIC

Le BIR a aussi trouvé des restes de chameaux qui avaient été utilisés pour transporter l'ivoire et suffisamment de munitions pour mener une guerre. « Ces braconniers sont très bien entraînés à la guérilla », a expliqué Pelene. « Ils ont fait la guerre au Soudan du Sud, ils ont de l'expérience, ils n'ont pas du tout peur de se battre et ils doivent absolument revenir avec de l'ivoire parce que c'est un très gros marché. »

Une inspection du parc a révélé une preuve encore plus macabre de l'œuvre des braconniers. Des carcasses desséchées d'éléphants étaient groupées, là où les

braconniers avaient rassemblé les animaux effrayés avant de les massacrer. Même les éléphanteaux, qui n'ont aucune valeur sur le marché international de l'ivoire, avaient été tués à la machette. Sissler-Bienvenu soupçonne les braconniers d'avoir délibérément torturé les petits pour attirer les animaux adultes.

UN PROBLÈME RÉGIONAL

Si l'action des braconniers semblait méthodique, c'est parce qu'elle l'était. Pendant des années, des bandes de braconniers soudanais ont parcouru les régions non surveillées d'Afrique centrale à la recherche d'ivoire. Ils ont

décimé des populations d'éléphants menacés d'extinction au Soudan, en République Centrafricaine (RCA), au Tchad et au Cameroun. Selon le Fonds Mondial de la Nature, la population d'éléphants de la RCA est tombée, ces dernières années, de 80 000 à quelques centaines.

« Le fait que les auteurs de ce genre de crime contre les espèces sauvages doivent se déplacer toujours plus loin montre à quel point les ressources fauniques sont décimées dans cette partie du monde », a déclaré Tom Milliken, directeur de TRAFFIC, le système d'information du commerce des éléphants pour l'organisation de conservation de la nature au Zimbabwe.

Le braconnage s'est professionnalisé à travers tout le continent. En 2012, l'Afrique du Sud a enregistré un record de braconnage de rhinocéros avec 668 animaux tués pour leur corne. La corne peut rapporter 65.000 dollars au kilo sur le marché noir et est plus précieuse que l'or. Selon Tom Milliken, au cours des cinq dernières années, le record annuel du plus haut volume de trafic d'ivoire a été battu à trois reprises. Un record a été établi en 2011 avec près de 40 tonnes métriques d'ivoire de contrebande saisi dans le monde.

Tom Milliken a expliqué que l'ivoire braconné à Bouba N'Djida était probablement destiné au Caire ou à Khartoum. Récemment, TRAFFIC a constaté une augmentation des bibelots en ivoire vendus aux touristes dans les souks du Caire. « C'est un marché très actif, qui a connu un second souffle avec le tourisme chinois », a déclaré Tom Milliken. Parallèlement, l'essor de la prospection pétrolière a attiré des milliers de ressortissants chinois à Khartoum. Un marché noir lucratif de l'ivoire s'est développé dans le même temps, avec des « courtiers » qui collectent l'ivoire et l'expédient vers les marchés asiatiques, principalement en Chine et en Thaïlande. Grâce à son économie en pleine expansion, le Vietnam est devenu le marché le plus prospère de la corne de rhinocéros.

« Tous ces réseaux sont de plus en



AFP/GETTY IMAGES



Cet éléphant a été tué par des braconniers dans le parc national Bouba N'Djida. Les pays de la Communauté économique des États d'Afrique centrale sont convenus de déployer jusqu'à 1.000 soldats et policiers pour protéger le reste des troupeaux d'éléphants vivant dans cette région.

AFP/GETTY IMAGES

plus liés », a poursuivi Tom Milliken. « L'Afrique compte plus de résidents et de travailleurs chinois que jamais dans l'histoire du continent. Le crime organisé fait partie de cette interface. Cela pose de graves risques en matière de sécurité. »

UN FRONT UNI

Après la première confrontation, les forces du BIR savaient que les braconniers allaient revenir. Ils ont entamé un vaste programme de formation comprenant des entraînements au tir, la lecture de cartes et la navigation. Les soldats se sont aussi habitués au rude climat du parc et ont monté un réseau de renseignements au sein de la population locale, en lui demandant d'alerter les autorités en cas de troubles. Ils ont utilisé des lunettes de vision nocturne et un hélicoptère pour la surveillance. Ils se sont exercés à la communication et au relai d'information sur des appareils sans fils. Ils ont également effectué des patrouilles motorisées, pédestres et aériennes régulières.

Tous ces efforts ont été récompensés. En octobre 2012, en collaboration avec l'ambassade à Yaoundé, les commandants du BIR ont été informés par leur réseau de renseignement que les braconniers

étaient de retour, cette fois-ci avec 50 hommes de plus, pour finir leur travail à Bouba N'Djida. Dans un déploiement de force considérable, le BIR a envoyé 600 soldats, 30 véhicules tactiques, 10 camions logistiques et un hélicoptère.

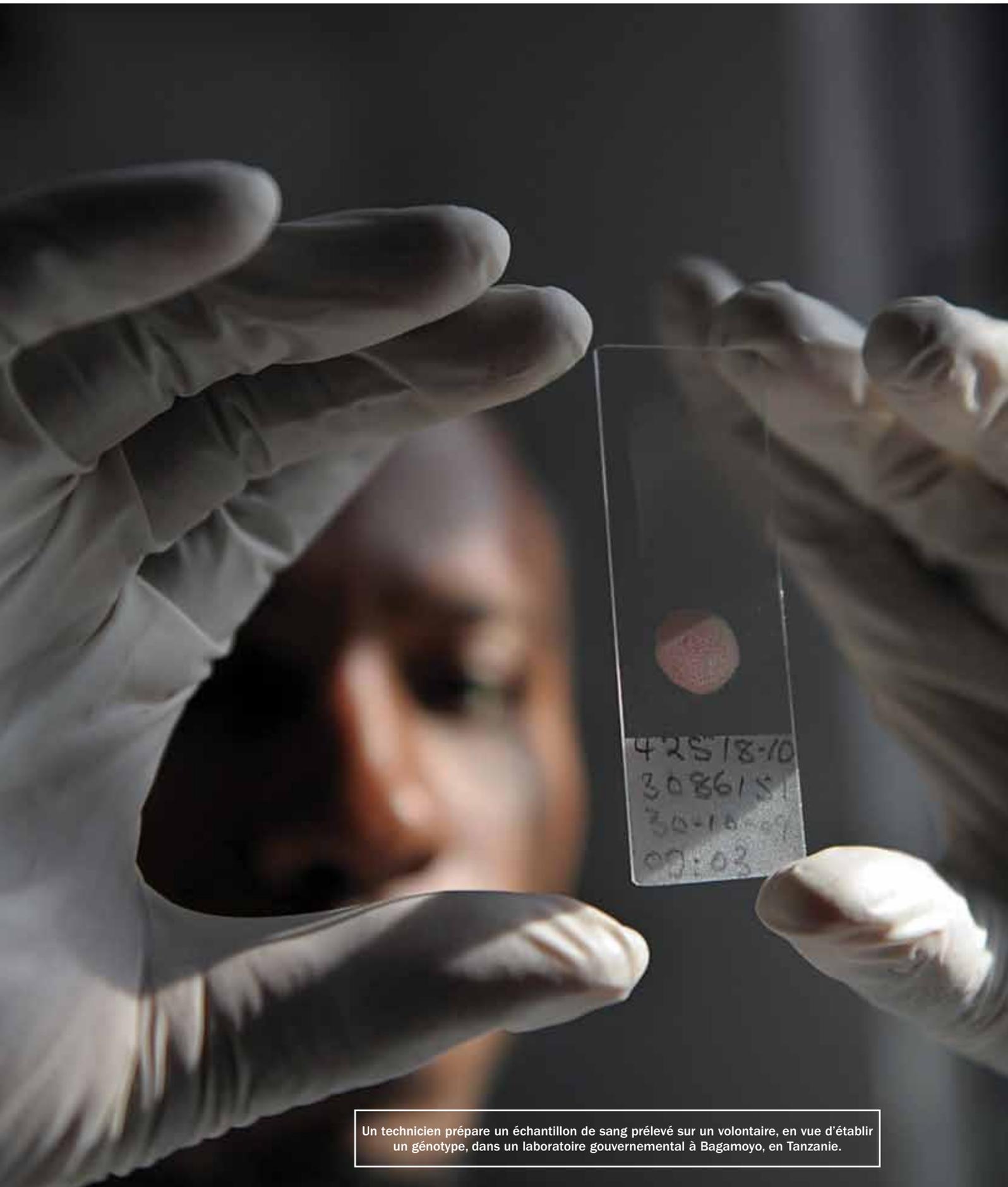
Les soldats ont placé des équipes aux frontières à l'est et à l'ouest du parc et l'ont divisé en six secteurs patrouillés régulièrement. En décembre 2012, le BIR a reçu des informations fiables selon lesquelles la bande de braconniers s'approchait du parc. Or, elle a fait demi-tour lorsqu'elle a eu vent de l'écrasante présence militaire. Le Cameroun a l'intention de maintenir des unités BIR dans le parc chaque année à la saison sèche, jusqu'à ce que la menace soit passée.

« Nous n'avons pas affaire à des braconniers ordinaires », a déclaré le général Martin Tumenta, commandant de la 3^{ème} Région militaire conjointe du Cameroun, qui a dirigé l'opération. « Nous nous trouvons en face d'une armée, d'un peloton, d'un bataillon qui n'hésite pas à traverser les frontières de notre pays pour lui voler son héritage naturel. » Martin Tumenta a souligné que la présence militaire dans et autour du parc n'était pas temporaire. « Ces forces seront présentes en

permanence dans ce territoire. Je le dis et je le répète, en permanence. Compte tenu des ressources dont nous disposons, je conseille [aux braconniers] de ne pas mettre les pieds dans ce pays. »

Toutes les parties s'accordent à dire qu'il faudra un effort régional pour combattre le fléau du braconnage. En effet, trop d'étendues ne sont toujours pas surveillées dans la région. En outre, le récent chaos en RCA n'a fait que rendre les derniers troupeaux d'éléphants du pays encore plus vulnérables.

En mars 2013, 89 autres éléphants ont été tués au Tchad, près de la frontière avec le Cameroun, par le même groupe de braconniers. Après une réunion de trois jours des chefs de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale, la région a convenu de déployer jusqu'à 1.000 soldats et policiers dans le cadre d'une opération militaire commune de 2,33 millions de dollars, en vue de protéger le reste des troupeaux d'éléphants d'Afrique centrale. « Si nous n'étions pas présents en ce moment, ils auraient certainement tués beaucoup d'éléphants », a déclaré François Pelene. « Nous savons que monter une opération comme celle-ci coûte beaucoup d'argent, mais cela en vaut la peine. » □



Un technicien prépare un échantillon de sang prélevé sur un volontaire, en vue d'établir un génotype, dans un laboratoire gouvernemental à Bagamoyo, en Tanzanie.

Laboratoires biologiques

UNE PROMESSE ET UNE MENACE

Les armes biologiques peuvent être un produit dérivé de la recherche biologique. Les experts affirment qu'une surveillance accrue s'impose dans les laboratoires du monde entier.

PERSONNEL D'ADF

Une étude de l'épidémie en 1977 a montré qu'elle était liée à une souche transmissible d'homme à homme datant de 1950 et qui avait été préservée en tant que virus « congelé ». Les scientifiques pensent à présent qu'il a été accidentellement disséminé au cours de recherches, peut-être dans l'ex-Union soviétique ou en Chine. Le virus a continué de muter et de se répandre depuis lors en tant que virus de la grippe saisonnière.

De tels virus peuvent représenter davantage qu'un simple danger pour la santé. Ils sont également susceptibles d'être employés comme armes au service du terrorisme.

Les scientifiques du monde entier ont conscience du potentiel catastrophique que représentent les virus et les armes chimiques. C'est un sujet de discussion depuis 1925, date à laquelle le Protocole de Genève a interdit l'utilisation d'armes chimiques et biologiques.

Toutefois, le protocole n'a pas interdit la possession ou le développement de telles armes. Cette phase est arrivée en 1975 avec la signature de la Convention sur les armes biologiques (CAB), laquelle interdit le développement, la production et le stockage des armes biologiques ou à toxines. En mars 2013, le traité a été ratifié par 169 pays.

Même sous le regard attentif des scientifiques, les virus ont le don d'échapper à tout contrôle.

Le virus de la grippe H1N1 était considéré comme ayant disparu chez l'homme depuis 1957. Or, presque vingt ans après, deux flambées épidémiques ont eu lieu. L'une d'entre elles s'est circonscrite à une base militaire aux États-Unis en 1976. L'autre s'est produite l'année d'après dans l'ex-Union soviétique, à Hong Kong et en Chine.

Telle qu'elle se présente à l'heure actuelle, la convention n'a force de loi que dans une faible mesure. Il n'existe aucun organe officiel de vérification pour surveiller la conformité aux réglementations. En outre, aucune inspection n'est effectuée. Par voie de conséquence, la convention a fait l'objet, à l'occasion, de violations flagrantes.

Depuis la signature de la convention en 1975, les pays signataires ont régulièrement organisé des conférences destinées à poursuivre l'œuvre engagée sur sa lancée. La conférence la plus récente de la CAB s'est tenue à Genève en décembre 2011. Lors de son intervention, Hillary Rodham Clinton, alors secrétaire d'État des États-Unis, a averti que les terroristes ne faisaient pas mystère de « vouloir acquérir et employer ces armes ».

C'est aussi l'avis des rédacteurs de *The Economist*. « Il est à craindre que certains groupes terroristes, motivés non pas par des revendications politiques spécifiques, mais par une haine généralisée de l'Occident, pourraient déclencher le chaos incontrôlable d'une épidémie virale, uniquement par rancune », met en garde le magazine.

Des partenariats pour améliorer la sécurité

Les États-Unis ont mis en place le Programme de réduction concertée des menaces (CTR ou Cooperative Threat Reduction), dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Nunn-Lugar en 1992, dans le but de collaborer avec d'autres pays pour faire face aux menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques. En décembre 2010, les États-Unis ont conclu que l'établissement de partenariats, dans le cadre du CTR, avec l'Iraq, l'Inde, la Chine et les pays d'Afrique contribuerait à atteindre les objectifs de longue date de non-prolifération, dans le prolongement du soutien aux partenariats à long terme déjà établis.

Dans un rapport paru en mai 2011, les États-Unis ont déclaré que le domaine d'activité « le plus dynamique » du CTR dans un avenir proche serait la biodéfense. Dans le cadre du CTR, le « Cooperative Biological Engagement Program » (CBEP) a annoncé quatre objectifs :

- Consolider et sécuriser la collecte de pathogènes particulièrement dangereux qui pourraient être à la source d'armes biologiques.
- Améliorer la sécurité des laboratoires et mettre en place une formation en la matière pour empêcher la dissémination accidentelle de pathogènes particulièrement dangereux.
- Renforcer, chez les pays partenaires, les systèmes de détection, de diagnostic et de notification, au moyen de la formation, de la modernisation des technologies et de l'amélioration des réseaux de détection des laboratoires.
- Promouvoir les projets de recherche en collaboration visant à accroître les capacités de compréhension et de reconnaissance des pathogènes les plus dangereux.



Une laborantine étudie une espèce de manioc à Abadan, au Nigeria. Dans toute l'Afrique, les scientifiques utilisent des laboratoires pour créer de nouvelles souches de récoltes et étudier les maladies et les virus.

« Pris ensemble, ces quatre domaines contribuent à relever les défis croissants en matière de biodéfense humaine et animale. Selon nous, cette discipline n'a pas jusqu'à présent bénéficié des ressources appropriées ni de l'attention des organismes américains chargés de missions de sécurité nationale », a conclu le rapport. Ces quatre objectifs aideraient les pays à « renforcer la sécurité sanitaire mondiale, en obtenant des informations en temps opportun sur l'émergence de flambées épidémiques, en faisant en sorte que le matériel et les technologies des sciences de la vie ne soient pas susceptibles d'être exploités mais aussi en renforçant les normes de conduite sûre et responsable ».

Des possibilités d'accidents

L'Afrique est perçue comme un domaine particulièrement sensible. Une réunion internationale organisée en octobre 2005 en Ouganda était axée sur les implications stratégiques de l'utilisation de la science en vue d'éradiquer les maladies tout en contrôlant simultanément l'accès aux organismes causant des maladies pour empêcher le bioterrorisme. Les délégués ont préconisé de « strictes mesures à formuler pour se protéger contre une utilisation malveillante de la biologie et ont averti qu'un manque de réponse aux inquiétudes portant sur les armes biologiques pourrait nuire aux efforts engagés pour développer et instaurer la confiance en la science », selon le site SciDev.net.

« La confiance en la science moderne cède la pas devant une période de crainte, de doute et d'incertitude », a déclaré Patrick Mazimhaka de la Commission de l'Union africaine.

Comme le magazine *The Economist* le rappelait en 2011, « l'Afrique est le foyer des maladies les plus graves au niveau mondial, provoquées par des virus tels qu'Ebola et Marburg, et des laboratoires qui les étudient. Cela pourrait-il constituer une cible tentante pour les terroristes ? »

Le magazine citait des exemples spécifiques, notamment un laboratoire de recherche kenyan, contenant de l'anthrax mais aussi les virus Ebola et Marburg, « adossé à un bidonville et dont l'enceinte est faite de murs de parpaings faciles à escalader ». Le magazine ajoutait que les chercheurs africains devaient utiliser de grandes quantités de virus dangereux dans leurs recherches parce que leur équipement est ancien et périmé.

Richard Lennane, de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, a observé que, pour de tels laboratoires, la sécurité n'est pas simplement l'affaire de grillages et de gardiens. Elle nécessite également des travailleurs formés aux missions de sécurité. Également selon Richard Lennane, si un chercheur solitaire se met à travailler régulièrement tard ou à agir de manière inhabituelle, il est nécessaire que les scientifiques soient dotés de l'autorité de poser des questions et aient la présence d'esprit de le faire.

Patrick Rose, un expert américain en biosécurité, prédit qu'une forme d'attaque biologique va survenir quelque part dans le monde dans les cinq prochaines années. « Ceci s'explique par les progrès intrinsèques de la science et aussi par la manière dont les technologies sont devenues plus abordables », indique Patrick Rose à *ADF*. « Des boîtes à

outils pour amateurs que vous pourriez trouver dans les laboratoires sont disponibles en ligne. Elles sont bien meilleur marché à présent, et elles ont été tellement simplifiées que tout le monde peut désormais les utiliser. À ceci, vous ajoutez l'intention d'utiliser différents agents biologiques et la possibilité d'accès à ces agents. En outre, il n'est pas improbable que vous puissiez trouver des acteurs non étatiques ayant une intention résolue de les utiliser. »

D'après les chercheurs, les accidents sont une source d'inquiétude plus importante que les terroristes eux-mêmes. L'épidémie de grippe H1N1 de 1977 était le résultat d'un accident. Au Royaume-Uni, la flambée de fièvre aphteuse en 2007 était probablement la conséquence de négligences dans les procédures des laboratoires.

La police et l'armée peuvent apporter leur assistance

La police et l'armée ont un rôle décisif à jouer dans la réponse aux attaques biologiques. Dans presque chaque pays du monde entier, les services de police font partie des premières équipes d'intervention. La police est presque toujours la première sur place lorsque quelque chose d'inhabituel se produit, y compris les situations d'urgence en matière de santé publique. En revanche, traditionnellement, dans la plupart des pays, les services de l'armée ne sont jamais requis pendant une situation de crise sanitaire. Cette dynamique peut changer, et l'armée peut jouer davantage un rôle de soutien aux organismes civils.

Les responsables publics considèrent cette utilisation judiciaire. L'armée dispose de l'infrastructure et des ressources dont les services de police, de lutte contre les incendies et de santé publique sont souvent dépourvus, notamment la main-d'œuvre pour organiser les cliniques, mettre sur pied les centres de santé publique et établir des zones de quarantaine.

Dans l'idéal, les responsables de la santé peuvent également former leurs propres services de sécurité publique pour prendre en charge des événements importants, tels que des concerts en plein air et des manifestations sportives. Les responsables installent des tentes de triage avec un infirmier ou un médecin, afin d'aider les personnes si elles sont déshydratées ou souffrent d'une exposition prolongée au soleil. « De cette manière, vous pouvez surveiller ce qui se passe », explique Patrick Rose. « Il s'agit d'un modeste investissement que vous pouvez réaliser pour rendre un endroit de ce type plus sûr. »

Diagnostiquer des épidémies virales peut s'avérer compliqué. Les experts affirment que d'innombrables types d'infections commencent par ce qui est commodément décrit comme des « symptômes de type grippal ». D'après une étude parue en 2005 dans la publication *African Security Review*, « les épidémies de maladies rares sont imprévisibles et le personnel de santé local pourrait ne pas parvenir à en reconnaître les signes précoces au début d'une flambée importante, essentiellement par manque de compétences appropriées ». Dans de telles situations d'urgence, la mise en œuvre de l'infrastructure militaire d'un pays, afin de faire face à l'arrivée soudaine et massive de victimes et de maîtriser la panique publique, peut être d'une importance cruciale.

Des exercices réguliers avec la participation de

responsables publics de la sécurité et de la santé sont une bonne manière de s'assurer qu'une communauté locale dispose d'un plan pour identifier et isoler en quarantaine les patients malades et réagir face à une flambée épidémique.

L'U.S. Defense Threat Reduction Agency (Organisme des États-Unis pour l'atténuation des menaces à la défense) offre une formation à de telles missions fondamentales, comme répondre à des incidents liés à des matières dangereuses en soutien au programme de préparation aux catastrophes de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. En avril 2013, 34 membres des Forces de défense du peuple ougandais et des Forces de police de l'Ouganda ont réussi les épreuves d'un programme de cinq semaines traitant de la prise en charge des matières dangereuses. La formation comprenait un exercice simulé de secours et de nettoyage.

Une surveillance est nécessaire dans le monde entier

Aujourd'hui, plus que jamais, les réglementations et la surveillance sont nécessaires dans la recherche biologique. Les gouvernements ont fini par comprendre que l'investissement dans les biotechnologies fait partie de la croissance économique d'un pays, qu'il s'agisse de l'amélioration de la production agricole, de la mise au point de nouvelles procédures sanitaires ou de l'invention de nouveaux carburants.

Le McKinsey Quarterly, un magazine d'affaires, rapporte qu'une entreprise biotechnologique a modifié de la levure pour transformer le sucre en composés utiles, notamment afin d'obtenir des médicaments contre le paludisme et les biocarburants pouvant se substituer au kérosène, au diesel et à l'essence d'aujourd'hui. Des pays tels que la Malaisie et le Pakistan investissent jusqu'à 2,5 % de leur produit intérieur brut dans le développement biotechnologique.

Le Pakistan, en particulier, a obtenu des améliorations importantes de sa production de coton en s'appuyant sur la recherche biotechnologique. En 2011, le pays a commencé à tester son coton biotechnologique de la deuxième génération, qui résiste aux insectes et tolère les herbicides.

« Pour certains pays, cela peut être une activité rentable », conclut Patrick Rose. « L'investissement peut venir d'entreprises privées ou des pouvoirs publics. Ces pays essaient de construire une économie autour de ces nouvelles productions. Toutefois, nous éprouvons des difficultés à déterminer quels niveaux de surveillance devraient s'appliquer à ces institutions et quel degré de liberté devrait leur être laissé dans leurs opérations. »

Des efforts sont actuellement engagés à travers le monde pour réduire les risques de guerre chimique. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a signalé en mars 2013 qu'environ 80 % des armes chimiques avaient été détruites dans le cadre d'une vérification internationale. Au nombre des pays détenant encore des armes chimiques se trouvait la Libye, qui posséderait plus de 14 tonnes de gaz moutarde entreposé dans d'imposants conteneurs abandonnés par le régime de Mouammar Kadhafi. Le gouvernement qui a remplacé son régime a déclaré avoir établi des plans visant à achever l'élimination complète de ses stocks d'ici au mois de décembre 2016. □



Un outil pour lutter contre la
traite des
personnes

LE PLAN D'ACTION DE OUAGADOUGOU AIDE LES PAYS AFRICAINS À LUTTER CONTRE LE TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS

PERSONNEL D' ADF

En octobre 2003, 74 enfants béninois ont été libérés. Vendus pour travailler dans des mines de granit, ils ont été renvoyés chez eux. Certains avaient des plaies ouvertes, après avoir cassé des pierres pendant des jours. « Nous cassions les pierres et des hommes les emportaient dans des camions », a expliqué à la BBC un garçon d'une dizaine d'années. Ils ont déclaré aux officiels de l'ONU que, les trois derniers mois, 13 enfants étaient morts d'épuisement et de malnutrition.

Chaque année, plus de 4 millions d'enfants africains (l'équivalent de la population du Liberia) sont soumis aux travaux forcés avant d'avoir atteint l'âge de 15 ans. La situation est particulièrement grave au Bénin où plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté. Dans ce petit pays du Golfe de Guinée, 50.000 enfants par an sont forcés à travailler. Certains sont envoyés dans les mines et les carrières de granit au Nigeria.



ertains garçons du Bénin, du Togo, du Mali et de Guinée finissent au Gabon comme mécaniciens ou vendeurs de rue. Selon un rapport de *The Guardian* publié en novembre 2012, ils sont souvent envoyés avec l'accord de leurs parents qui espèrent profiter de leur travail tout en ayant une bouche en moins à nourrir. « C'est un dernier recours, une stratégie de survie », a déclaré Jean Lokenga, spécialiste de la protection de l'enfance au Bénin pour le compte de l'UNICEF. « Pour les parents, c'est une façon de faire contribuer leur enfant à la famille. »

Beaucoup de ces histoires finissent mal. Pour quelques dizaines d'enfants sauvés du travail forcé ou de femmes libérées de l'esclavage sexuel, des millions d'autres continuent de souffrir sous le joug des trafiquants, des souteneurs ou d'autres chefs.

Le trafic des êtres humains est un problème mondial, qui trouve ses racines en Afrique. Il touche les enfants et les adultes, et ses buts sont divers. Selon le « Rapport mondial sur la traite des personnes 2012 » de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), les deux-tiers des victimes trouvées en Afrique et aux Moyen-Orient étaient des enfants. Près de la moitié étaient soumis aux travaux forcés et 36 pour cent à l'exploitation sexuelle. Quatorze pour cent étaient des enfants destinés à devenir soldats, à des rituels ou à d'autres fins.

Les enfants, les femmes, les migrants, les immigrés et les pauvres sont les plus vulnérables. Selon l'organisation à but non lucratif Not for Sale, cette industrie amassant 32 milliards de dollars affecte 30 millions de gens dans le monde.

La traite des personnes opère dans l'ombre et fait souvent partie d'activités criminelles plus élaborées. Ce crime est lié à la contrebande, à la corruption, au vol d'identité, à la falsification de documents et au blanchiment d'argent. Selon Louise Shelley, auteure de *Human Trafficking: A Global Perspective* (Le trafic des êtres humains dans le monde), les criminels se livrent tout autant au trafic de drogue qu'à la traite des personnes. Les frontières non sécurisées mais aussi le manque de moyens financiers et de volonté politique laissent le champ libre au crime. Comme Louise Shelley le note dans son livre, « [les] hauts degrés de corruption du gouvernement et la présence de puissantes bandes criminelles empêchent les pays de lutter contre la traite. Les sociétés civiles n'ont pas les moyens de compenser l'inaction de l'État. »

Plan de lutte contre la traite des personnes en Afrique

La répression, la législation nationale mais aussi la volonté politique et sociale de s'attaquer au problème du trafic des êtres humains varient d'un pays africain à l'autre, ce qui sape les efforts de coopération régionale et internationale. Par conséquent, l'Union africaine (UA) a mis en place l'Initiative contre la traite des êtres humains de la Commission de l'UA (AU.COMMIT).

AU.COMMIT entend faire de la lutte contre la traite des personnes une priorité de développement continental par le biais de membres de l'UA et des Communautés économiques régionales (CER). Le principal instrument est le plan d'action de Ouagadougou contre la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants.

Le plan d'action a été adopté par les ministres africains et européens des Affaires étrangères, de l'Immigration et du Développement mais aussi par les commissaires de l'UA et de l'Union européenne (UE) à Tripoli, en Libye, en novembre 2006. Le plan soutient les instruments juridiques régionaux et internationaux des droits de l'homme et propose une triple stratégie, à savoir prévenir la traite des personnes, protéger les victimes et poursuivre les trafiquants, à travers les quatre principes de base suivants.

Prévention et sensibilisation : les États doivent former les autorités policières et autres à la lutte contre la traite des personnes, informer le public par des campagnes médiatiques, appeler les organisations de la société civile à se joindre à cette action, améliorer l'enregistrement des naissances et des papiers d'identité mais aussi créer des centres de réhabilitation pour les victimes.

Assistance et protection des victimes : il faut identifier les victimes pour pouvoir les aider et les protéger à court et long terme. Elles doivent aussi être encouragées à participer aux poursuites pénales. Mehari Taddele Maru, consultant de l'UA, ancien coordinateur du programme des migrations de l'UA a déclaré à *ADF* que le Gabon se distingue en ce qui concerne la prévention et la protection des victimes. « Le Gabon voit beaucoup d'enfants victimes de la traite. Ils proviennent en particulier du Bénin, du Togo, du Nigeria et d'autres pays d'Afrique centrale », dit-il, en ajoutant que le gouvernement travaille étroitement avec des ONG. « Elles ont été très actives : elles sont traditionnellement fortes dans ce domaine. »

Législation, stratégie et répression : les lois doivent cibler les organisations criminelles et assurer des poursuites efficaces. Il faut aussi adopter ou amender des lois pour définir et pénaliser efficacement la traite des personnes. Les pays doivent s'efforcer d'empêcher le recrutement et l'utilisation

des enfants dans les combats armés mais aussi de réhabiliter et de réintégrer les enfants soldats.

Les États membres doivent créer un plan d'action national et un groupe national d'action pour exécuter ce plan. Il faut former des agents de police, des douanes, de l'immigration et de la répression pour agir contre la traite des personnes, créer des unités de répression spéciales de lutte contre la traite mais aussi envisager des patrouilles conjointes le long des frontières.

Selon Mehari Taddele Maru, les pays africains peuvent être classés en trois groupes. Le Gabon, l'Afrique du Sud et l'Égypte ont des lois, des stratégies et un plan d'action. Djibouti, l'Algérie et la Libye ont des cadres législatifs mais peu ou pas de capacité de répression. La République Centrafricaine, le Tchad, le Niger ou la Mauritanie n'ont ni législation ni capacité de répression. Certains de ces pays considèrent la pauvreté comme étant le vrai problème et tolèrent même le travail des enfants.

Coopération et coordination : la coordination doit se faire à plusieurs niveaux, à savoir entre les pays, les gouvernements et les agences non-gouvernementales, ainsi

que les civils.

Selon le *Daily Trust*, l'Agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains et autres questions connexes (NAPTIP ou National Agency for the Prohibition of Traffic in Persons and Other Related Matters) du Nigeria, coopère à plusieurs niveaux avec l'ONUDC, la délégation de l'UE, le Service nigérian de l'immigration et d'autres organismes afin de lutter contre la traite des personnes.

Arinze Orakwue, directeur des communications et des médias au sein de NAPTIP, a déclaré que l'agence « s'engage pleinement dans la coopération avec la police, les services de l'immigration et les organes répressifs dans la lutte contre la traite des personnes ».

L'agence sensibilise le public à l'aide de spots radio et travaille avec une société de production afin d'élaborer une série télévisée sur le trafic des êtres humains, la maltraitance des enfants et d'autres questions connexes. « Le but est de faire entrer la campagne de lutte contre la traite dans le salon des Nigériens et de les sensibiliser à ce crime dont nous avons tous honte », a déclaré Arinze Orakwue.



Des enfants ouvriers sont remis aux autorités béninoises à Krake, à la frontière nigérienne, en 2003. Soixante-quatorze enfants, dont certains âgés d'à peine 4 ans, ont reçu un traitement médical d'urgence, après avoir été libérés de trafiquants qui les avaient vendus pour travailler dans des mines de granit au Nigeria.



« Alicia », une Rwandaise, a été amenée dans un appartement de South London et forcée à se prostituer alors que son geôlier empochait ses gains. La prostitution forcée est l'une des raisons de la traite des personnes. Beaucoup d'Africaines sont victimes de la traite en Europe et au Moyen-Orient à des fins d'exploitation sexuelle.



THE ASSOCIATED PRESS

Deux jeunes garçons travaillent dans une mine de granit à Abeokuta, au Nigeria. Les enfants béninois se retrouvent souvent à casser du granit dans les carrières pour le compte de trafiquants au Nigeria.



REUTERS

Une Nigériane suit un cours de couture au centre Edo State Skills Acquisition Center à Benin City, au Nigeria. L'organisation conseille et soutient les femmes victimes de la traite, qui sont revenues d'Europe.

Mise en place du plan

Mehari Taddele Maru, auteur de la campagne AU.COMMIT, s'est exprimé, en décembre 2012, lors d'un atelier AU.COMMIT à Libreville, au Gabon, pour lancer le plan d'action de Ouagadougou dans les États membres d'Afrique centrale et du Nord. Il a expliqué à ADF que les questions de traite et de migration étaient souvent réparties entre divers organes et institutions publics. Pour certains pays, ce sont des questions de sécurité qui ressortent du ministère de l'Intérieur. Pour d'autres, elles relèvent d'institutions sociales et de travail. D'autres encore les abordent sous l'angle des droits de l'homme. Mehari Taddele Maru émet trois propositions pour remédier à ces divisions :

1. Les gouvernements doivent organiser un « processus consultatif national » qui leur permettra de réunir diverses parties concernées pour discuter, élaborer et définir des stratégies de lutte contre la traite. En outre, ils doivent se doter d'un plan d'action sur le modèle du plan d'action de Ouagadougou.
2. Il faut identifier les pays faibles qui alimentent la traite, pour « les aider à créer leur propre plan d'action, leur propre système législatif et leurs propres autorités de répression ».
3. Enfin, les gouvernements doivent créer un groupe d'action commun composé des différents

ministères et organes chargés du trafic des êtres humains. « La traite des personnes relève de nombreux organes publics. Si vous ne les réunissez pas en un groupe d'action commune, [...] l'approche restera *ad hoc* et fragmentée. C'est ce qui a permis à beaucoup de trafiquants d'échapper aux poursuites pénales », selon Mehari Taddele Maru.

Les groupes d'action nouveaux ou revitalisés pourraient comprendre les ministères de l'Intérieur, la police, les autorités d'immigration et les industries des transports et hôtelières, telles que les compagnies aériennes et les chaînes hôtelières. D'après Mehari Taddele Maru, « une synergie doit être mise en place ».

La marche à suivre

Philip Bob Jusu, responsable des migrations au Département des Affaires sociales de l'UA a expliqué à ADF que le plan d'action de Ouagadougou est issu de l'inquiétude de l'Union européenne sur « la migration irrégulière » de personnes originaires de l'Afrique subsaharienne qui passent par l'Afrique du Nord pour atteindre l'Europe.

La campagne d'AU.COMMIT a été lancée dans les sept CER d'Afrique. Cependant, Philip Bob Jusu souligne que le processus a été lent. Beaucoup de pays africains, surtout ceux où la traite est importante, n'ont pas intégré les principes du plan d'action dans leurs lois. « Je peux vous dire qu'il n'a pas été mis en œuvre

LE NIGERIA ŒUVRE À REGAGNER SON STATUT DANS LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES PERSONNES

PERSONNEL D'ADF

Malgré la gravité du problème de la traite des personnes en Afrique, certains progrès ont été réalisés dans la lutte contre ce crime. La législation et la répression au Nigeria sortent du lot. « Il est difficile de citer des chiffres. Cependant, en ce moment, le Nigeria a adopté la meilleure législation de lutte contre le trafic de personnes du continent », a expliqué Philip Bob Jusu, chargé de la migration au Département des Affaires sociales de l'UA. « Ces réglementations s'inspirent du plan d'action de Ouagadougou. C'est pourquoi nous utilisons le Nigeria comme meilleure pratique. »

L'Agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains et autres questions connexes (NAPTIP ou National Agency for the Prohibition of Traffic in Persons and Other Related Matters) est au cœur des activités de lutte contre la traite du Nigeria. Toutefois, selon le *Daily Trust*, le Nigeria s'efforce d'améliorer sa situation après son déclassement dans la campagne mondiale contre la traite des personnes.

Dans le rapport sur la traite des personnes publié en 2012 par le Département d'État des États-Unis, le Nigeria est passé de la catégorie 1, où il était classé depuis 2007, à la catégorie 2. Ce rapport est le principal outil diplomatique des États-Unis pour inciter les gouvernements étrangers à lutter contre la traite des personnes. Les pays sont classés en trois catégories, en fonction de leur respect des normes minimales d'élimination de la traite des personnes, figurant à la section 108 de la loi sur la protection des victimes de la traite votée en 2000 (TVPA ou Trafficking Victims Protection Act).

Beatrice Jedt-Agba, secrétaire exécutive de NAPTIP, a assuré au *Daily Trust* que, malgré le déclassement, l'agence s'engage à lutter contre la traite des personnes. « Dans son évaluation, le gouvernement a adopté une approche englobant l'ensemble de la société : elle ôte automatiquement le résultat des mains de l'agence, car les indices utilisés ne sont pas totalement contrôlés par NAPTIP », a-t-elle ajouté. « Néanmoins, c'est un appel à tous les niveaux du gouvernement à serrer les rangs et à intensifier les actions en vue de débarrasser le pays de ce fléau. »

Philip Bob Jusu a déclaré à *ADF* que l'engagement de la société civile a été le chaînon manquant dans la lutte de l'UA contre la traite. « Parce que, d'une manière ou d'une autre, la société civile peut jouer un rôle déterminant », a-t-il déclaré. « En outre, nous n'avons pas fait participer adéquatement la société civile, ce qui est une erreur de notre part. »

Le rapport fait plusieurs propositions d'amélioration au Nigeria :

- Garantir un financement suffisant de NAPTIP, en particulier pour la répression et l'aide aux victimes.
- Accroître le nombre d'investigations, de poursuites et de sanctions de la traite des personnes.
- Former les agents de police et de l'immigration à reconnaître les victimes de la traite.
- Assurer la formation obligatoire des conseillers des refuges NAPTIP.
- Intensifier la scolarisation et la formation professionnelle des victimes dans tous les refuges nationaux.
- Rechercher les victimes rapatriées de l'étranger et les informer sur les services de protection.
- Veiller à ce que NAPTIP coopère avec d'autres organismes gouvernementaux confrontés à la traite et que ces derniers apportent leur soutien.
- Prendre l'initiative d'enquêter sur les fonctionnaires suspectés de corruption et de complicité dans les crimes liés à la traite.

Dans le rapport sur la traite des personnes publié en 2013, le Nigeria est resté dans la catégorie 2. Cependant, de petites améliorations ont été constatées au niveau de la répression. Les pays classés dans la catégorie 2 ne respectent pas entièrement les normes minimales, mais s'y emploient. Les pays de la catégorie 3 ne se conforment pas aux normes et ne font pas d'efforts tangibles dans ce sens.

convenablement », ajoute-t-il. « Si l'on considère l'Afrique dans son ensemble, on s'aperçoit que la gestion des frontières est très faible ; la majorité des frontières sont poreuses. La plupart des pays n'ont pas les moyens de s'occuper de ces questions. Alors, on ne peut pas dire que l'on progresse. »

Créé par Philip Bob Jusu en 2011, le Groupe d'action sur la traite des personnes se compose de l'UA, de la Commission européenne, de l'ONUUDC, de l'Organisation internationale du travail, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de l'UNICEF et d'autres organisations. Les différentes régions d'Afrique ont leurs propres dynamiques et défis. Par ailleurs, le groupe d'action réfléchira aux meilleurs moyens d'avancer dans la lutte contre la traite des personnes.

La formation est essentielle

Cette année, l'UA poursuivra les séances de formation dans chacune des CER d'Afrique, qui incluront des chefs militaires, des experts de l'immigration et des responsables de la gestion des frontières. « C'est un processus récurrent car, chaque année, nous rencontrons ces responsables de l'immigration et nous discutons des progrès réalisés et de ce qui doit être fait », a expliqué Philip Bob Jusu.

Le bureau de Philip Bob Jusu travaille aussi avec le Programme Frontières de l'UA. Ce dernier traitait à l'origine de l'intégration régionale et de la libre circulation des personnes sur le continent. Il inclut désormais l'expertise de ce bureau. La première séance de formation était prévue pour le mois de mars 2013.

Malgré la lente progression, Philip Bob Jusu est convaincu qu'il y a suffisamment d'intérêt pour avancer dans la lutte contre la traite des personnes. Toutefois, les conflits sur le continent divisent les ressources et l'attention. À l'exception de l'Afrique du Sud, toutes les sous-régions du continent ont récemment connu des troubles. « Nous avons la situation au Mali, facteur potentiel de déstabilisation. Il y a encore le problème entre le Soudan et le Soudan du Sud ainsi que l'agitation en Afrique du Nord. En Afrique centrale, le chaos règne encore en République démocratique du Congo. La République Centrafricaine fait aussi parler d'elle. Au moment où les leaders africains s'occupent de certaines de ces questions, un événement se produit qui accapare leur attention. C'est le genre d'obstacles que nous rencontrons sur le continent », a expliqué Philip Bob Jusu.

« Nous devons identifier les pays faibles qui sont exploités pour alimenter le trafic [...] afin de les aider à créer leur propre plan d'action, leur propre système législatif et leurs propres autorités de répression. » □



LE MONDE ENTIER PLEURE « LE PÈRE DE LA LITTÉRATURE AFRICAINNE MODERNE »

Des centaines de personnes en deuil se sont rassemblées le 23 mai 2013 dans la ville natale du romancier nigérian Chinua Achebe, pour les funérailles de l'homme considéré comme le père de la littérature africaine moderne et l'auteur du roman classique *Things Fall Apart* (Le monde s'effondre).

Un important dispositif de sécurité était en place de part et d'autre de la petite ville d'Ogidi, située dans le sud-ouest du pays, où le Président Goodluck Jonathan et des dignitaires étrangers assistaient au service funèbre dans l'église anglicane locale.

L'accès à l'intérieur de l'église n'était accordé que sur invitation, mais des milliers de personnes ont afflué vers les tentes dressées à l'extérieur et équipées de haut-parleurs. Chinua Achebe, qui est décédé en mars à l'âge de 82 ans aux États-Unis, est considéré comme une figure emblématique au Nigeria et à l'étranger. Sa disparition a donné lieu à des hommages aux quatre coins du globe.

Chinua Achebe a vécu et travaillé en tant que professeur aux États-Unis, plus récemment à l'Université Brown dans le Rhode Island. En 1990, un accident de voiture l'a cloué dans un fauteuil roulant et a limité ses déplacements. Quelque 2.000 personnes se sont pressées dans un stade d'Awka, la capitale de l'État d'Anambra, où le cercueil de Chinua Achebe était exposé.

Même s'il était connu dans le monde entier principalement pour *Things Fall Apart*, un roman traitant de la collision entre le colonialisme britannique et la culture

igbo de son groupe ethnique, au sud-est du Nigeria, Chinua Achebe a également écrit des œuvres non fictionnelles qui abordait les problèmes de son pays.

Son travail lui a valu des éloges de certains des dirigeants les plus respectés au monde, y compris Nelson Mandela, qui l'a décrit comme un écrivain « en compagnie duquel les murs de la prison tombaient ».

L'écrivaine sud-africaine et lauréate du prix Nobel Nadine Gordimer a désigné Chinua Achebe comme le « père de la littérature africaine moderne » en 2007, lorsqu'elle figurait au nombre des juges qui lui ont décerné le prix international Man Booker pour la fiction.

Things Fall Apart, son premier roman, retraçait la rencontre fatale d'un membre de l'ethnie igbo avec des colonialistes britanniques. Publié à l'origine en 1958, l'ouvrage s'est vendu à plus de 10 millions d'exemplaires dans le monde entier et a été traduit en 50 langues. Le *Guardian* de Londres a écrit en 2007 que le roman « a chamboulé la perception de l'Afrique par l'Occident, qui jusqu'alors reposait uniquement sur les points de vue des colonialistes blancs ».

Ce roman a été intégré aux listes de lecture obligatoire de nombreuses universités dans divers pays. En outre, Chinua Achebe est reconnu pour avoir profondément influencé une génération ultérieure d'écrivains nigériens.

Un homme lit un quotidien annonçant en une la disparition du romancier nigérian Chinua Achebe.

Agence France-Presse

LE CRICKET

devient populaire

CHEZ LES PAUVRES DU NIGERIA

Le cricket, jadis le domaine réservé de l'élite instruite du Nigeria, est de plus en plus en vogue dans les écoles pour enfants pauvres et dans les rues des villes. Le cricket a une longue histoire dans ce pays. Les colonialistes britanniques ont introduit ce sport auprès des pensionnaires des meilleurs lycées du Nigeria au XIXe siècle. D'après les responsables locaux du cricket, l'équipe du Nigeria a joué son premier match international consigné dans les archives en 1904 contre l'équipe de l'actuel Ghana.



Un fabricant d'équipement de cricket à Lagos a de nouveaux clients pour son travail, à mesure que croît les amateurs de cricket au Nigeria.

Toutefois, l'insuffisance de ressources permettant de se procurer l'équipement a limité l'attrait du cricket au fil des ans, laissant la plupart des Nigériens aujourd'hui déconcertés par ce sport nécessitant une batte et une balle. Ceci est en train de changer car les responsables de la fédération de cricket, tels que l'entraîneur Joseph Oche Onoja, adaptent ce sport et cherchent à le rendre plus abordable. Dans les matchs organisés par Joseph Oche Onoja, les chasseurs ne portent pas d'uniformes et les batteurs ne portent pas de casque. Ils utilisent des battes de 8 dollars similaires aux battes professionnelles qui peuvent coûter de 250 à 400 dollars. Au lieu d'utiliser une balle en cuir dur, ses joueurs se débrouillent avec des balles de tennis.

Il s'est même efforcé de gagner de nouveaux amateurs de cricket dans des endroits tels que l'État de Borno, qui est confronté à des attaques quasi quotidiennes de la secte extrémiste Boko Haram. Ces derniers mois, la violence a empêché la fédération d'organiser des matchs. Toutefois, celle-ci continue d'offrir un équipement gratuit à ceux qui sont déterminés à continuer de pratiquer ce sport.

Les efforts visant à développer le cricket portent leurs fruits. En 2002, le Nigeria est passé à une catégorie supérieure, de membre affilié à membre associé de l'International Cricket Council, ce qui le rapproche un peu plus de la ligue dans laquelle jouent les locomotives du cricket, telles que l'Afrique du Sud, l'Inde, le Pakistan, l'Australie et les Antilles. En 2008, le Nigeria est entré pour la première fois dans le classement réunissant les équipes nationales de cricket, à la 39e place. Il est à présent classé 37e parmi les 106 équipes nationales de cricket et cinquième en Afrique.

The Associated Press



LES COUREURS S'AFFRONTENT DANS LA

COURSE LA PLUS DURE DU MONDE

PERSONNEL D'ADF

Que faites-vous après avoir gagné cinq fois l'épreuve de course à pied la plus difficile au monde ?

Si vous êtes le coureur marocain Mohamad Ahansal, qui a gagné le Marathon des Sables 2013 en avril dernier, peut-être viserez-vous le record établi par votre frère, Lahcen Ahansal, qui a étonnamment remporté l'épreuve 10 fois.

L'événement, aussi connu sous le nom de Sahara Marathon, est un ultramarathon de six jours et 251 kilomètres, ce qui revient à courir près de six marathons standard. La plus longue étape de la course du Sud du Maroc fait 91 kilomètres. Inauguré en 1986, cet événement du désert est considéré comme la course à pied la plus éprouvante de la planète.

L'épreuve 2013 a réuni 1.024 concurrents de 50 pays. Ils se sont mesurés dans des conditions particulières, parmi lesquelles des tempêtes de sable aveuglantes, des dunes ondulées et un soleil de plomb avec

des températures approchant les 50 degrés Celsius.

Étonnamment, moins de 50 coureurs n'ont pas pu terminer la course. Comme l'a rapporté CNN, les concurrents ont reçu un approvisionnement en eau et une tente pour dormir la nuit. Parmi l'équipement qu'ils étaient tenus d'emporter, il y avait des vivres, un sac de couchage, du sérum antivenin et des bâtons lumineux.

Les coureurs marocains sont avantagés sur certains plans dans ces courses. Le *New York Times* a observé que les coureurs originaires de la région savent comment courir en zigzag pour escalader les dunes, au lieu de s'épuiser à les aborder de front. Par ailleurs, après avoir passé toute leur vie sous le soleil du désert, les coureurs marocains affirment ne pas avoir besoin de protection antisolaire.

Un enfant encourage les coureurs pendant la dernière étape du 28e Marathon des Sables le 13 avril 2013, au Maroc.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Les leaders mondiaux de l'électronique s'unissent pour créer un smartphone africain

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le géant américain de l'informatique Microsoft Corp. s'associe à l'équipementier chinois Huawei pour lancer un smartphone bon marché en Afrique, dont le but est de pénétrer le marché mobile africain en pleine expansion.

Lors du lancement du téléphone au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, un cadre de Microsoft a affirmé que le but de cette opération était de mettre le téléphone 4Afrika sur le marché à moins de 200 dollars. Le modèle de téléphone de Huawei n'est pas nouveau sur le continent. Or, la version 4Afrika sera adaptée aux marchés africains avec des applications spécifiques aux pays de ce continent.

Lors de ce lancement, des responsables ont présenté des applis, y compris un dictionnaire de Yoruba, la langue locale, et les nouvelles locales. Il y aura aussi une appli liée à l'industrie cinématographique, très populaire dans le pays, appelée Nollywood. « Le principal aspect n'est pas le prix » a déclaré Gustavo Fuchs, directeur en charge de la mobilité pour Microsoft au Moyen Orient et

en Afrique. « Nous travaillons principalement sur le contenu et sur les applications par le biais de notre pilier innovation pour être sûrs que le téléphone sera adapté à la situation locale. »

Sur un blog spécialisé, Ali Faramawy, président de Microsoft pour le Moyen Orient et l'Afrique, l'a défini comme un « appareil à fonctionnalité complète, compatible avec Windows 8 et doté d'applications conçues pour l'Afrique par des Africains ».

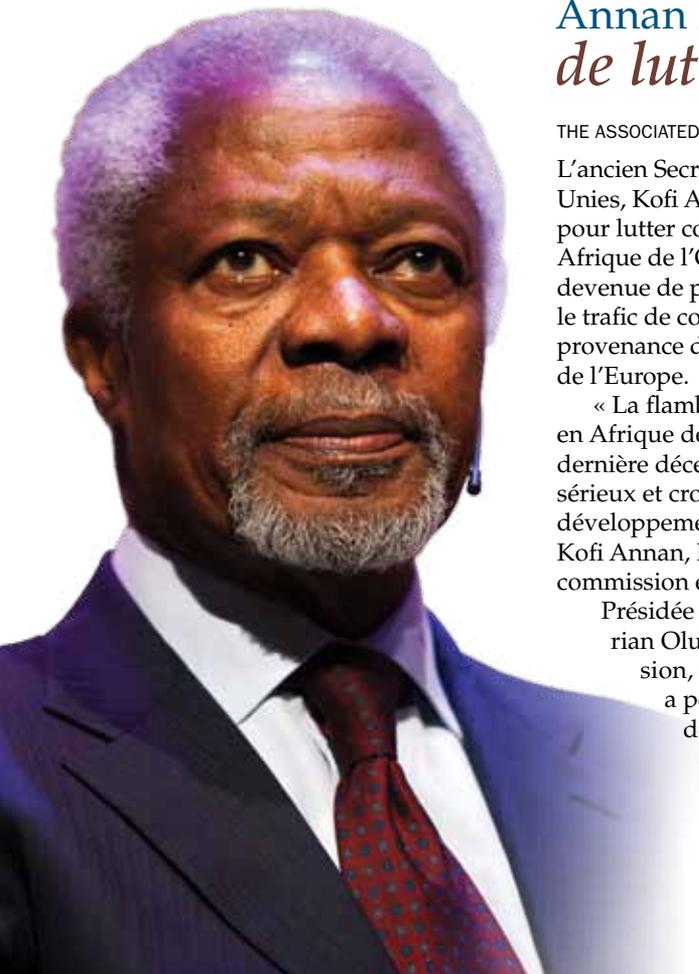
Le marché mobile en Afrique a connu la croissance la plus rapide du monde, ce à quoi s'ajoute la croissance démographique la plus rapide de la planète. Au Nigeria, il n'y a pratiquement pas de lignes fixes. L'infrastructure est laissée à l'abandon à mesure que les téléphones mobiles prennent leur essor. Cependant, en raison du coût élevé des smartphones qui peut aller jusqu'à 700 dollars, la pénétration des appareils sur le continent est restée relativement faible. Microsoft estime la pénétration des smartphones en Afrique à environ 10 pour cent. Selon le cabinet de recherches IDC, la vente des appareils a représenté 45,5 pour cent des ventes totales de mobiles l'année passée.

Huawei est connu pour ses téléphones bon marché. Les premiers appareils de la série 4Afrika seront disponibles en Angola, en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Kenya, au Maroc, au Nigeria et en Afrique du Sud.

À gauche : À gauche : une photo du président nigérian Goodluck Jonathan s'affiche sur le smartphone Huawei 4Afrika. L'appareil, l'un des premiers smartphones conçus spécialement pour le marché africain, contiendra des applications spécifiques à chaque pays.

Ci-dessous : Gustavo Fuchs, un dirigeant de Microsoft Corp. présente le smartphone Huawei 4Afrika à Lagos, au Nigeria en février 2013.





Annan lance la Commission de lutte contre le trafic de stupéfiants

THE ASSOCIATED PRESS

L'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, a créé une commission pour lutter contre le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest. En effet, la région est devenue de plus en plus une étape dans le trafic de cocaïne et de marijuana en provenance des Amériques et à destination de l'Europe.

« La flambée du trafic de drogues en Afrique de l'Ouest, au cours de la dernière décennie, présente un risque sérieux et croissant pour la stabilité et le développement de la région », a expliqué Kofi Annan, lors de l'inauguration de la commission en janvier 2013.

Présidée par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, la commission, composée de 10 membres, a pour mission de sensibiliser, de promouvoir la capacité régionale à s'attaquer au problème et de proposer des stratégies aux responsables politiques.

Kofi Annan

AFP/GETTY IMAGES

L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) a établi, dans un rapport de 2012, que le trafic en Afrique de l'Ouest et Centrale génère environ 900 millions de dollars chaque année au profit des réseaux criminels. En juillet 2012, le directeur exécutif de l'ONUDC, Yury Fedotov, a souligné qu'environ 30 tonnes de cocaïne avaient été envoyées en Afrique de l'Ouest en 2011. Il a aussi signalé une hausse du trafic d'héroïne, comme en a témoigné la flambée des saisies qui sont passées de 20 kilogrammes en 2008 à près de 400 kilogrammes en 2011. Des laboratoires de méthamphétamine ont aussi été découverts récemment en Afrique de l'Ouest, d'après Yury Fedotov.

Selon Kofi Annan, les narcotrafiquants s'étaient associés à des groupes terroristes dans la région, qui menacent la stabilité régionale en essayant de prendre le pouvoir au Mali et dans d'autres régions du Sahel.

Les BRICS visent la création d'une nouvelle banque

PERSONNEL D'ADF

À l'issue d'une réunion très attendue, en mars 2013, les puissances économiques émergentes, connues sous le nom de BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), ont continué de montrer leur intérêt pour la création d'une banque de développement commune.

« Il y a beaucoup de convergence sur des questions clés », a affirmé Anil Sookal, directeur général adjoint au département des Relations internationales d'Afrique du Sud, avant la réunion de Durban, en Afrique du Sud. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et le nouveau membre, l'Afrique du Sud, ont semblé s'accorder plus tôt sur la question la plus épineuse concernant la banque, à savoir la part de financement de chacun. Or, au sommet, les dirigeants des BRICS ont uniquement décidé que l'investissement initial serait « substantiel et suffisant pour que la banque soit efficace », comme l'a rapporté la chaîne de télévision arabe, Al Jazeera.

Au cours de la réunion, les dirigeants des cinq



AFP/GETTY IMAGES

De gauche à droite, le premier ministre indien Manmohan Singh, le président chinois Xi Jinping, le président sud-africain Jacob Zuma, la présidente brésilienne Dilma Rousseff et le président russe, Vladimir Poutine joignent leurs mains à un sommet des BRICS à Durban, le 27 mars 2013.

pays se sont en principe accordés sur la création d'une infrastructure financière commune. Toutefois, ils ont précisé qu'il fallait encore discuter de la manière dont le capital initial serait utilisé et fixer l'emplacement du siège de la banque. L'Afrique du Sud et la Chine souhaiteraient toutes deux accueillir la banque.

Le prochain sommet des BRICS se tiendra au Brésil en 2014. Par ailleurs, les dirigeants se rencontreront de manière moins formelle en Russie lors du sommet du G20 en septembre 2013.

Selon les dires de l'économiste en chef de la Banque mondiale, Kaushik Basu, la banque est nécessaire mais sa mise en place représentera « une tâche titanesque ».

LES SANDF PRÊTENT LEUR CONCOURS AU MOZAMBIQUE RAVAGÉ PAR LES INONDATIONS



DEFENCEWEB

Au cours des premières semaines de l'année 2013, les Forces de Défense Nationale d'Afrique du Sud (South African National Defence Force ou SANDF) ont dépêché des contingents dans le Mozambique frappé par des inondations, où des milliers de personnes ont été déplacées et étaient menacées par la montée des eaux.

L'Armée de l'air sud-africaine (South African Air Force ou SAAF) a fourni des capacités de transport aérien à l'organisation de secours en cas de catastrophe Gift of the Givers. Des avions militaires de transport C-130 ont acheminé plus de 150 tonnes de vivres à l'organisation non gouvernementale. Le déploiement des SANDF comprenait des plongeurs de la marine sud-africaine, des hélicoptères Oryx de la SAAF et leur équipage, ainsi que du personnel infirmier spécialisé dans les soins primaires,

des diététiciens et des spécialistes de l'hygiène du milieu du Service de santé des armées sud-africain.

« L'opération conjointe a permis à l'équipe de secours des SANDF de distribuer des denrées alimentaires à mesure que se retiraient les eaux de crue. Des actions de recherche et de sauvetage sont à présent sur pied pour distribuer de vivres », a expliqué le général de brigade des SANDF Xolani Mabanga en janvier dernier.

S'adressant au quotidien de langue afrikaans Beeld, le colonel Andre Pieterse a déclaré, pour sa part, que les SANDF avaient secouru au moins 500 personnes aux prises avec les eaux tumultueuses du fleuve Limpopo au Mozambique. Cette mission consistait à hélitreuiller les personnes réfugiées sur les toits et dans les arbres et à les transporter en lieu sûr.

Un hélicoptère sud-africain Oryx est déchargé à l'aéroport Chibuto, au Mozambique, le 30 janvier 2013. L'armée de l'air sud-africaine a fourni des secours après que les inondations ont provoqué le déplacement de 150.000 personnes et ont fait 70 victimes dans le pays.

GALLO IMAGES/FOTO24/THEANA BREUGEM

REUTERS



Des soldats du gouvernement somalien formés par la Mission de formation de l'Union européenne défilent au cours de leur cérémonie de sortie de promotion au camp d'entraînement militaire de Bihanga en Ouganda.

Levée par les Nations Unies de l'embargo sur les armes à destination de la Somalie

REUTERS

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a accepté en mars 2013 la levée partielle pour une année d'un embargo imposé depuis plusieurs décennies sur la Somalie. Cette décision permettra au gouvernement de Mogadiscio d'acquérir des armes légères pour renforcer ses forces de sécurité. Le conseil composé de 15 membres a adopté à l'unanimité ce projet de résolution britannique.

Le gouvernement de la Somalie a demandé la levée intégrale de l'embargo sur les armes, requête soutenue par les Etats-Unis. Toutefois, d'autres États membres des Nations Unies se sont montrés réticents à lever complètement l'embargo dans un pays qui regorge déjà d'armements, comme l'ont expliqué les diplomates. « Nous avons essayé de trouver un juste équilibre entre ceux qui souhaitaient une levée sans restriction de l'embargo sur les armes et ceux qui considéraient une telle décision prématurée », a indiqué aux journalistes l'Ambassadeur du Royaume-Uni auprès des Nations Unies, Mark Lyall Grant. « Il s'agit donc d'un bon et solide compromis. »

L'embargo sur la Somalie a été imposé en 1992 pour faire cesser l'approvisionnement d'armes aux chefs de guerre. En effet, un an auparavant, ces derniers avaient chassé du pouvoir le dictateur Mohamed Syad Barre et avaient plongé le pays dans la guerre civile. En 2012, la Somalie a organisé ses premières élections depuis 1991 pour désigner un président et un premier ministre.

La résolution du Conseil de sécurité laisse en place une interdiction portant sur les missiles sol-air, les armes de gros calibre, les obusiers, les canons et les mortiers, ainsi que les armes antichars guidées, les mines et les viseurs de nuit.

LES ÉTATS-UNIS S'ASSOCIENT AU KENYA ET AUX COMORES POUR LA FORMATION

SERGENT-CHEF DEVIN DOSKEY/ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE

En janvier 2013, les Forces de défense kenyanes et comoriennes ont collaboré avec les unités de la Combined Joint

Task Force—Horn of Africa (Force opérationnelle interarmées combinée pour la Corne de l'Afrique), en vue d'échanger des techniques de formation liées à la médecine de guerre, à la neutralisation des explosifs et à d'autres compétences.

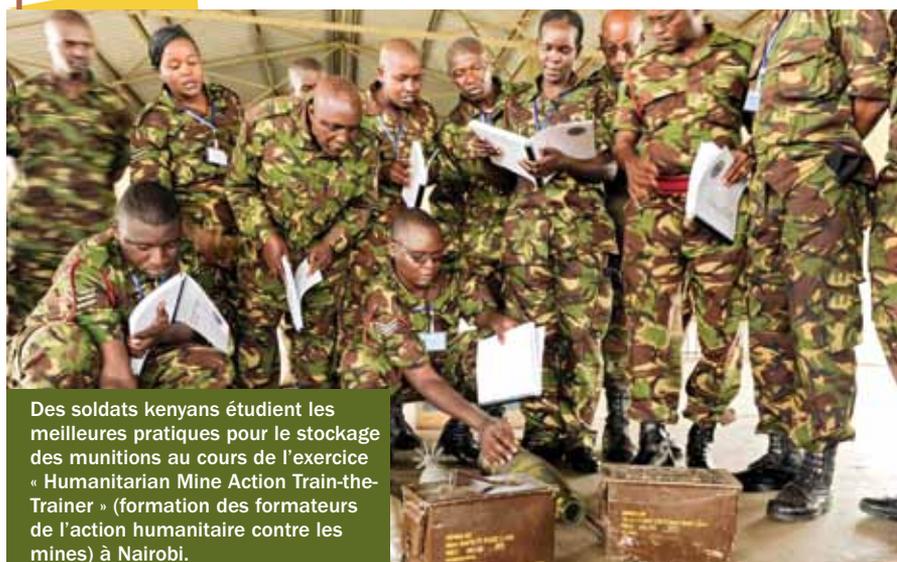
À Nairobi, les instructeurs de la Marine américaine et de l'armée kenyane, en compagnie des stagiaires, se sont réunis pour un échange de trois semaines sur les meilleures pratiques d'enlèvement des mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre. La mission « Humanitarian Mine Action Train-the-Trainer » (Formation des formateurs de l'action humanitaire contre les mines), menée à la Humanitarian Peace Support School (école de soutien humanitaire à la paix), était composée de séances en salle de classe et d'exercices pratiques.

L'armée kenyane a déployé plus de 5.000 soldats en soutien de la Mission de l'Union africaine en Somalie. Les stagiaires participant aux séances de formation se préparaient à retourner dans leurs unités et à partager les informations qu'ils en ont tirées. Cet exercice était destiné à permettre aux participants de se familiariser avec les normes internationales relatives à l'action contre les mines

et à contribuer au développement des capacités combattantes de l'armée kenyane, tant localement que dans le cadre de missions effectuées sur tout le continent.

À Moroni, au Comores, 20 officiers et soldats comoriens ont collaboré avec le personnel du service de santé de l'Armée américaine pour achever un programme d'enseignement d'une semaine portant sur les gestes de premier secours, les opérations de sauvetage sur le théâtre d'opérations ainsi que la réanimation cardio-respiratoire.

Lors de cette initiative, les membres de l'armée comorienne se préparaient à être déployés au Mali dans le cadre de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. Ils ont alors déclaré que ces compétences étaient d'une importance cruciale. « Cet échange nous aide à accomplir notre mission. Comme au Mali, nous avons du personnel là-bas, et cela nous aidera à chasser du pays les terroristes et leurs organisations extrémistes », a déclaré le lieutenant Yasser Said, un officier de liaison comorien. L'armée comorienne a établi que plusieurs compétences médicales en situation de combat étaient nécessaires à la réussite de ses missions à venir, à savoir l'application appropriée d'un garrot, l'évacuation d'un blessé et l'exécution d'une réanimation cardio-respiratoire.



Des soldats kenyans étudient les meilleures pratiques pour le stockage des munitions au cours de l'exercice « Humanitarian Mine Action Train-the-Trainer » (formation des formateurs de l'action humanitaire contre les mines) à Nairobi.

SERGENT-CHEF DEVIN DOSKEY/ARMÉE DE L'AIR AMÉRICAINE



Un agriculteur arrose des plants de betteraves dans un jardin de Gao, au Mali.

La diversité du sol africain

CARTOGRAPHIÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS

SCIDEV.NET

Une équipe d'experts internationaux a rédigé le *Soil Atlas of Africa*, le premier ouvrage de ce type cartographiant cette ressource naturelle clé visant à aider les agriculteurs, les exploitants de terres et les décideurs politiques à comprendre la diversité et l'importance du sol mais aussi la nécessité de gérer cette ressource via une exploitation durable.

Ils affirment que, malgré l'importance du sol, la plupart des Africains ont des connaissances insuffisantes à ce sujet, en partie parce que l'information tend à être limitée aux publications universitaires lues uniquement par les scientifiques.

« Il existait une base de données sur les sols qui n'avait pas été actualisée par des experts africains de la science des sols. Aussi, nous leur avons demandé de nous fournir de nouvelles informations, que nous avons présentées sous une forme compréhensible pour les principaux groupes concernés », explique Arwyn Jones, un membre de l'équipe en charge des sols du Centre de recherche conjoint de la Commission européenne, qui a développé l'atlas.

Le projet a vu le jour en 2009. Des experts issus de la Commission européenne, de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) y ont activement participé. L'atlas a été publié à l'occasion de

la réunion des commissions de l'Union africaine et de l'Union européenne à Addis-Abeba, en Éthiopie, en avril 2013.

Le chercheur Robert Zougmore a déclaré que l'atlas présentait la diversité du sol africain à des fins agricoles et non agricoles.

« Nous avons documenté les différents types de sols et nous les avons cartographiés de telle manière que nos décideurs politiques au niveau national comme au niveau régional puissent utiliser ces cartes pour identifier les domaines où investir en matière de production alimentaire et d'urbanisation », a-t-il expliqué. « Par exemple, en utilisant l'atlas, nous pouvons identifier des régions telles que l'Afrique centrale, certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe composées en grandes quantités d'un type de sol fertile appelé le vertisol, qui optimise le rendement des récoltes. »

Robert Zougmore a précisé que les bureaux des sols de la plupart des pays africains disposent de ressources inadéquates, ce qui rend difficile la production de nouvelles informations sur les sols. Il plaide à présent en faveur de davantage de soutien de la part des gouvernements africains.

L'atlas est disponible sous forme d'une série de documents PDF à télécharger ou d'un exemplaire imprimé à commander auprès du bureau de publication de l'Union européenne.



Lors d'une manifestation qui a accueilli des performances chorégraphiques de masse, des discours de dignitaires étrangers et la musique du légendaire artiste congolais Papa Wemba, l'Union africaine (UA) a célébré son 50e anniversaire.

Le 25 mai 2013, à l'ouverture d'un sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, le premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn a déclaré que les aspirations panafricanistes originelles de l'organisation restaient d'actualité.

« Cette journée historique marque non seulement un grand pas en avant dans la quête panafricaniste pour la liberté, l'indépendance et l'unité, mais également le commencement de notre entreprise collective visant à obtenir l'émancipation socioéconomique de l'Afrique », a-t-il affirmé. « La principale responsabilité des générations actuelles et futures d'Africains est de créer un continent libéré de la pauvreté et des conflits et une Afrique dont les citoyens bénéficieraient du statut de pays à revenu intermédiaire de leurs pays respectifs. »

La présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, a déclaré que le panafricanisme dont l'organisation s'est fait le héraut « a unifié et inspiré notre peuple dans l'ensemble du continent et dans le monde entier de telle manière qu'il n'accepte jamais l'oppression ».

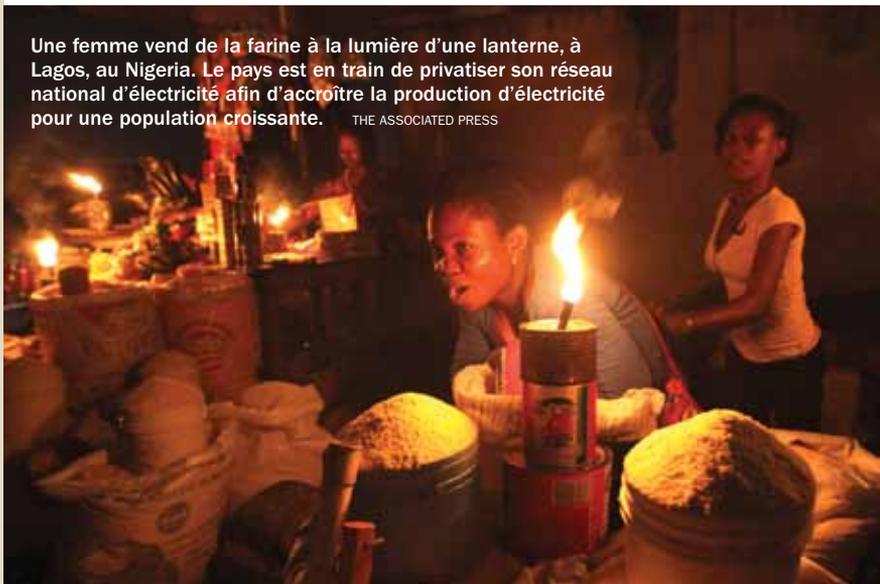
Fondée en mai 1963 par une poignée de pays africains libérés, l'Organisation de l'unité africaine, comme on l'appelait alors, avait à l'époque pour préoccupation principale de mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud et au colonialisme dans l'ensemble du continent. À présent, l'UA a pour priorité l'Agenda 2063, un schéma directeur dont les responsables disent qu'il mènera ultérieurement à l'intégration politique et économique de l'Afrique.

Forte de ses 53 membres, l'UA s'efforce d'émerger comme une force en faveur de la stabilité sur un continent régulièrement perturbé par la violence, les conflits et les coups d'État. À mesure que l'UA s'efforce de normaliser les transferts de pouvoir pacifiques dans toute l'Afrique, elle sanctionne souvent les leaders des coups d'État et suspend l'appartenance des États en question. Bien qu'il reste encore des défis à relever, le continent peut aujourd'hui se prévaloir de compter en son sein neuf des quinze économies à la croissance la plus rapide au monde. La Commission des Nations Unies pour l'Afrique a indiqué que les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique demeurent solides, avec un taux de 4,8 % en 2013 et une prévision de 5,1 % en 2014.



Les dirigeants se rassemblent pour une photographie de groupe pendant le 50e anniversaire de l'Union africaine.

Une femme vend de la farine à la lumière d'une lanterne, à Lagos, au Nigeria. Le pays est en train de privatiser son réseau national d'électricité afin d'accroître la production d'électricité pour une population croissante. THE ASSOCIATED PRESS



Le Nigeria modernise son **SYSTÈME ÉLECTRIQUE**

REUTERS

Le Nigeria scinde son entreprise publique d'électricité en 17 entreprises privées de production et de distribution, qu'elle vend pour un total de 2,5 milliards de dollars. Grâce à cette initiative, la production d'électricité pourrait décupler au cours des sept prochaines années. En outre, les experts du secteur estiment que certaines améliorations feront sentir leurs effets dans deux ou trois ans.

Pour les économistes, si ces prévisions se matérialisent, le Nigeria pourrait connaître une diminution des coûts de ses entreprises allant jusqu'à 40 %, augmenter la production économique du pays de 3 % et réduire le chômage de masse qui alimente l'agitation sociale.

Cette croissance pourrait également entraîner l'essor des secteurs d'activité à forte intensité de main d'œuvre, tels que la manufacture, le conditionnement des aliments, les textiles et les produits pharmaceutiques, tout en ouvrant des débouchés aux nouvelles industries des services à faibles coûts, à l'instar des centres d'appel qui ont contribué à la croissance de l'Inde.

Les 13 milliards de dollars par an que les Nigériens dépensent en diesel, dont la plus grande part est importée, deviendrait une facture du passé. L'électricité produite par les groupes électrogènes coûte plus du double de celle provenant du réseau.

Une cérémonie étincelante organisée en avril 2013 par le Président Goodluck Jonathan a célébré le premier paiement effectué par les entreprises privées qui remplacent le fournisseur public d'électricité à présent scindé, ainsi qu'un marché conclu avec la Banque mondiale dans le but d'assurer une garantie initiale contre le risque pour l'approvisionnement en gaz, à hauteur de 145 millions de dollars.

« Beaucoup a été accompli. Pourtant, l'épreuve sera terminée uniquement lorsque les Nigériens pourront considérer l'approvisionnement en électricité comme allant de soi », a déclaré Goodluck Jonathan aux dignitaires et aux fournisseurs d'électricité.

Les capacités en électricité étaient en déclin régulier depuis une dizaine d'années lorsque le Président Jonathan a lancé son plan de réforme en 2010. Bien que le Nigeria soit le premier producteur de pétrole d'Afrique et possède les neuvièmes réserves mondiales de gaz naturel, la production d'électricité du pays représente 10 % de celle de l'Afrique du Sud, pour une population trois fois plus importante.

« Compte tenu de l'échelle du défi à relever et de l'historique du secteur, la réforme progresse très bien », a fait remarquer Fola Fabule, un dirigeant d'une banque d'investissement de Lagos axée sur le financement des infrastructures. « La clé sera l'engagement pour mener les réformes à leur terme. »

ANDREW RUGASIRA

LE CAFÉ OUGANDAIS PERCE SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS

REUTERS

Les pays producteurs de produits de base en Afrique ont traditionnellement exporté des matières premières dans le reste du monde. Or, les produits manufacturés sur le continent se font toujours rares sur les rayons des supermarchés des pays occidentaux.

L'une des personnes s'efforçant de changer cet état de choses est Andrew Rugasira. Cet homme d'affaires ougandais a pour ambition de transformer son entreprise de café, Good African Coffee (GAC), en une société multinationale en mesure de rivaliser avec des géants tels que Nestlé et Kraft.

Dans un ouvrage publié en février 2013, Andrew Rugasira a raconté comment GAC, créée en 2003, est devenue la première marque africaine de café à commercialiser directement ses produits aux détaillants britanniques, surmontant au passage d'importants obstacles. GAC travaille avec 14.000 producteurs en Ouganda, le premier pays exportateur de café du continent. L'entreprise les forme à produire plusieurs variétés d'Arabica. Elle exploite également une usine de torréfaction et de conditionnement dans la capitale, Kampala. Andrew Rugasira espère que son histoire inspirera d'autres entrepreneurs africains. Andrew Rugasira note que la plupart d'entre eux choisissent de devenir des chercheurs

d'emploi plutôt que des créateurs d'emplois car ils sont confrontés à une série d'obstacles, comme l'insuffisance de l'accès aux capitaux, de mauvaises infrastructures, la concurrence avec les producteurs et fabricants européens fortement subventionnés mais aussi les barrières douanières et non douanières en place dans les pays développés.

« Je ne vois pas beaucoup de marques de café africaines sur les rayons », poursuit-il. « C'est simplement trop difficile. Les gens ont probablement mieux à faire avec leur temps et leurs capitaux. » Andrew Rugasira sait qu'il a choisi un secteur difficile. Toutefois, il souligne que l'agriculture procure un moyen d'existence à 70 % de la population de l'Afrique sub-saharienne et possède un énorme potentiel pour créer de la prospérité. Il a vu les retombées sur les communautés locales avec lesquelles il travaille, là où les producteurs sont parvenus à davantage de sécurité financière et ont pu échapper aux griffes des usuriers ruraux.

Andrew Rugasira a de grandes ambitions pour son entreprise, notamment sa diversification dans le thé et le chocolat, son expansion dans le reste de l'Afrique mais aussi le développement de son implantation en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

« Nous cherchons à résoudre le problème de savoir comment mener nos activités à une plus grande échelle, à imaginer comment Good African pourra devenir une marque mondiale », explique-t-il. « C'est la question qui me tient éveillé toutes les nuits. Je veux que nous devenions une multinationale comme Nestlé. »

Les satellites du Nigeria pourraient contribuer au *MAINTIEN DE LA PAIX*

BBC NEWS A BBC.CO.UK/NEWS

En 2003, le Nigeria a présenté son programme spatial. En quelques années, le pays a lancé son premier satellite, qui a fini par perdre sa puissance et disparaître de son orbite. Sans se décourager, le Nigeria a poursuivi le programme. Aujourd'hui, il a trois satellites en orbite.

Le premier était NigComSat-1R, lancé en 2011 et qui a donné un coup d'accélérateur aux services Internet et de télécommunications dans tout le pays. Ensuite, les Nigériens se sont tournés vers l'entreprise britannique Surrey Satellite Technology Ltd. Cette dernière a construit deux satellites d'observation de la Terre, notamment le satellite haut de gamme NigeriaSat-2, qui au moment de son lancement produisait des images aux plus hautes résolutions par rapport à tous les autres satellites construits au Royaume-Uni.

Dans le cadre de l'autre partie du projet, une équipe de 26 ingénieurs nigériens spécialement formés a assemblé le deuxième satellite Surrey, NigeriaSat-X.

Ces deux satellites fournissent à présent des données qui aident les organismes gouvernementaux dans des questions de planification. Les satellites effectuent le suivi des récoltes et des conditions météorologiques dans tout le pays en vue de sécuriser l'approvisionnement alimentaire à long terme. Il permet également de surveiller la région riche en pétrole du delta du Niger, où il y a eu des vols de pétrole brut très répandus et des dommages environnementaux suite à des déversements de pétrole.



SURREY SATELLITE TECHNOLOGY LTD.

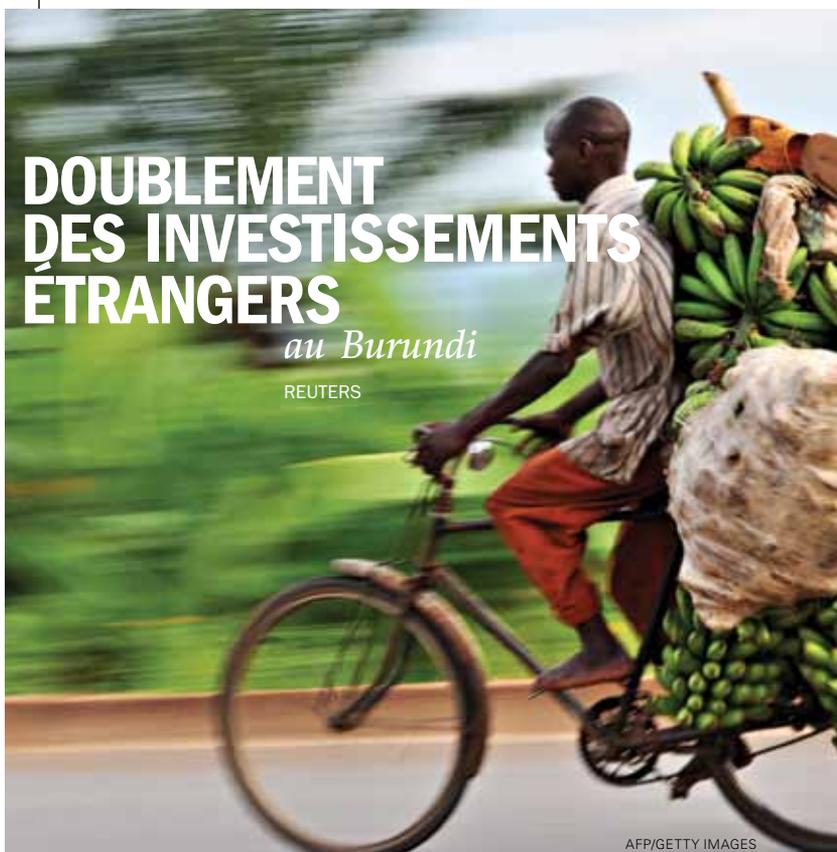
Un ingénieur nigérian travaille sur le NigeriaSat-X dans les installations de l'entreprise Surrey Satellite Technology Ltd.

Cette position pourrait également être utile à la lutte du gouvernement nigérian contre les extrémistes au nord du pays. « Nous venons de collecter des images sur le Mali, que nous avons transmises aux forces armées. En effet, nous estimons qu'elles leur seront utiles dans le cadre de la mission de maintien de la paix menée là-bas », précise Seidu Mohammed, directeur général de la National Space Research and Development Agency (NASRDA, l'Agence de recherche spatiale nigériane). La totalité des données recueillies par satellite est regroupée et analysée au siège de la NASRDA à Abuja.

DOUBLEMENT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

au Burundi

REUTERS



AFP/GETTY IMAGES

L'investissement direct étranger au Burundi a augmenté de 120 % pour atteindre 229 millions de dollars en 2012, grâce aux réformes permettant d'accélérer sensiblement la création d'entreprises.

La majeure partie des investissements s'est orientée vers l'industrie du conditionnement, les technologies de l'information et des communications mais aussi le secteur agro-industriel. En 2011, ce petit pays producteur de thé et de café de l'Afrique centrale a attiré 104 millions de dollars d'investissements étrangers.

Le Burundi a été classé parmi les cinq premières économies en amélioration dans le rapport « Doing Business » 2013 de la Banque mondiale : il s'est hissé à la 159e place sur 185 pays. « Aujourd'hui, il est possible de lancer une entreprise en moins de 24 heures, d'obtenir une licence de commerce en une heure et le numéro d'identification fiscale en moins d'un quart d'heure », déclare Alexis Girukwishaka, directeur de la promotion de l'investissement à l'Agence Burundaise de Promotion des Investissements (API) en février 2013.

L'investissement intérieur et conjoint a atteint 436,5 milliards de francs burundais (soit 267,04 millions de dollars) en 2012, contre 229 milliards de francs (soit 140,5 millions de dollars) en 2011.

Alexis Girukwishaka a indiqué que 69 projets d'investissement étranger ont été traités en 2012, contre 54 l'année précédente. Il n'a pas fait de projections pour 2013. Cependant, cette agence table sur une augmentation continue de tels investissements. Il a précisé que les investissements obtenus en 2012 devraient générer 1.366 nouveaux emplois permanents.

LE ROI PAIX

de l'Afrique

PERSONNEL D'ADF

Shamba Bolongongo n'aimait pas la guerre. Les armes ne l'intéressaient pas beaucoup, même le couteau de lancer traditionnel de son royaume. Il n'aimait ni la polygamie, ni les paris, ni les sauterelles, ni les vêtements faits de l'écorce des arbres. Alors, il a changé son univers.

Vers 1600, Shamba Bolongongo régnait sur le pays Bushongo, une fédération de 17 tribus établie dans l'actuelle région du sud-est de la République démocratique du Congo. Son engagement visionnaire en faveur de la bonne gouvernance et de la prospérité a fait de lui le « Roi de la Paix » de son peuple. Son règne est encore aujourd'hui considéré comme l'âge d'or de la région.

Shamba Bolongongo avait 19 ans et était l'héritier du trône lorsqu'il a demandé au roi et à la reine la permission de voyager hors du royaume de Bushongo. Ils craignaient pour sa sécurité et n'ont cédé que lorsqu'il a accepté de voyager avec une nombreuse suite de serviteurs, d'officiers d'ordonnance et de soldats. Il a voyagé pendant deux ans, faisant l'apprentissage du monde, du commerce, de la guerre et de la paix. Lorsqu'il est retourné dans son pays natal, le roi était mort. Shamba Bolongongo est donc monté sur le trône.

Jusqu'à son règne, ses sujets s'habillaient d'un vêtement fragile fait d'écorce. Shamba Bolongongo leur a enseigné le tissage des fibres des feuilles de palmier. Il les a initiés au manioc, dont les racines restent hors d'atteinte des sauterelles, comme alternative au maïs et au millet, cultures exposées aux ravageurs. Il a encouragé les arts et l'artisanat et a appris à ses sujets à jouer au Mancala, un jeu de stratégie, pour les détourner de leur pratique des paris.

Avant tout, Shamba a aboli la guerre, transformant ses soldats en policiers. Il a mis fin à l'usage des arcs, des flèches et des traditionnels couteaux de lancer. Il a converti ses soldats en agents chargés de faire respecter la paix au lieu d'être des instruments de guerre. Il a également fait d'eux une part essentielle de son gouvernement.

Même si les bureaucraties n'étaient pas inconnues en Afrique, celle de Shamba Bolongongo était inhabituellement bien organisée : 118 fonctionnaires exerçaient les fonctions de juges, de policiers, de responsables tribaux, d'administrateurs mais aussi de représentants des métiers et de l'artisanat. Ses 15 juges présidaient chacun à des affaires impliquant un type spécifique d'actes criminels ou de différends.

Traditionnellement, les femmes jouaient un rôle significatif dans le pays des Bushongo. (La reine mère avait plus d'autorité que le roi lui-même dans certaines affaires.) Shamba Bolongongo a fait progresser leur cause. Quatorze femmes faisaient spécifiquement partie de l'administration. Son respect pour les femmes est allé jusqu'à convertir les hommes de son royaume à la monogamie, un changement que les hommes étaient réticents à accepter.

Les conceptions que Shamba Bolongongo avait du gouvernement sont encore aujourd'hui dans les mémoires. Sa philosophie du commerce était également radicale. Ses commerçants voyageaient hors de son royaume sans gardes armés ; au lieu de cela, ils portaient comme seule protection des symboles des Bushongo. En cas de meurtre d'un commerçant Bushongo, Shamba Bolongongo ne tardait pas à exercer ses représailles. Comme le Dr Morris Siegel l'a écrit dans son livre *Shamba Bolongongo : African King of Peace (Shamba Bolongongo : roi africain de la Paix)*, Shamba Bolongongo faisait sonner le cor de guerre, et ses guerriers s'élançaient « comme un essaim de sauterelles ».

« Ils mettaient le feu aux villages, détruisaient les récoltes et abattaient les plantains », a précisé Morris Siegel. « En revanche, ils évitaient l'effusion de sang. En effet, Shamba Bolongongo ordonnait : "Ne tuez ni homme, ni femme ni enfant. Ne sont-ils pas les enfants de Chembe (Dieu) et n'ont-ils pas le droit de vivre ?" »

Le royaume de la paix de Shamba Bolongongo n'a pas duré. Son successeur, le fils de la tante de Shamba Bolongongo, a replongé le royaume dans la pratique familière de la guerre régionale, qui n'a fait que s'aggraver quand est arrivé le colonialisme.

Cependant, Shamba Bolongongo n'a pas été oublié. Au début du XXe siècle, l'auteur européen Emil Torday a voyagé dans l'actuelle République démocratique du Congo, effectuant des recherches pour son livre *On the Trail of the Bushongo (Sur la trace des Bushongo)*. Quelque 300 ans après le règne de Shamba Bolongongo, les anciens Bakuba chantaient encore les louanges du Roi de la Paix de l'Afrique. À leurs yeux, il s'agit d'un homme dont les seules conquêtes se sont exercées « sur le terrain de la pensée, de la prospérité publique et du progrès social ».

Emil Torday a conclu que le roi « devait assurément avoir été un homme remarquable ».



BRITISH MUSEUM

OÙ SUIS-JE ?



Indices

- 1 Cette dépression circulaire a un diamètre de plus de 48 kilomètres.
- 2 À l'origine, on pensait qu'il s'agissait d'un impact de météorite. Or, elle a probablement été formée par l'érosion.
- 3 Visible depuis l'espace, cette formation a été utilisée comme repère par les astronautes.
- 4 Elle est parfois appelée l'Œil de l'Afrique.

RÉPONSE : la structure de Richat dans le plateau des Grès de Chingetti en Mauritanie.



partagez *votre* expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*)

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

SOUSSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY